

(Lire page 20
l'article de Bruno DETHOMAS)

Le Monde

Directeur : André Laurens

Algérie, 2 BA : Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m.
Allemagne, 1,60 DM : Autriche, 15 sch. ; Belgique,
26 fr. Canada, 1,10 \$: Côte d'Ivoire, 275 F CFA.
Danemark, 6,50 Kr. : Espagne, 60 pes. ; G.-B., 45 p.
Grèce, 50 dr. ; Libye, 0,350 Di. ; Iranie, 70 pi.
Italie, 1000 L. ; Liban, 350 P. ; Luxembourg, 27 f.
Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,
50 esc. ; Sénégal, 275 F CFA ; Suède, 5,00 kr.
Suisse, 1,40 L. ; E.-U., 85 cents ; Yougoslavie, 26 d.

**A. RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex Paris n° 650572
C.C.P. 6207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23**

Le prix de la santé

Le premier ministre libanais accuse Israël de paralyser les négociations

La plus grande confusion règne à Beyrouth, où les tractations en vue de régler la crise libanaise plâtonnent. Le principal interlocuteur des Palestiniens, le premier ministre libanais M. El Wazzan, a pu cependant se rendre, ce vendredi matin, au palais présidentiel de Baalabda par la sortie est de la capitale, qui a été ouverte à la circulation par les Israéliens. Le veille M. Wazzan avait accusé les Israéliens de paralyser les négociations en imposant au secteur ouest de Beyrouth, où il habite, un blocus « nocturne ».

L'O.L.P. — appuyée par le premier ministre libanais — refuse d'envisager tout retrait avant un désengagement des forces en présence par des forces multinationales ou par des « casques bleus » de l'ONU. Ce raidissement des positions s'accompagne de pressions militaires, notamment de tentatives israéliennes de « grignotage » du terrain qui entraînent des ripostes de l'artillerie palestinienne.

● A TUNIS, le président Bourguiba estime dans une lettre adressée à M. Mendès France, que la déclaration Goldmann-Kurtnick-Mendes France en faveur de la reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'O.L.P. est un « appel courageux en faveur du recours à la raison et de la recherche de la paix entre Palestiniens et Israéliens ».

● A WASHINGTON, la lettre de M. Brejnev au président Reagan a été interprétée non comme un avertissement, mais plutôt comme une démonstration de solidarité envers les Palestiniens.

Que veut, que peut la France ?

par MAURICE DELARUE

par MAURICE DELARUE

(Lire la suite page 3.)

(Lire la suite page 3.)

Penser la solution finale

par ALAIN
FINKIELKRAUT (*)

vérité et conjurer l'œuvre dissolvante du temps, comme vient d'en témoigner — admirablement — le colloque sur l'Allemagne et l'extermination des juifs, réuni à Paris par l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Toute une terminologie, émaillée par la propagande, a retrouvé là sa littéralité et sa profondeur.

(Lire la suite page 2.)

LES RADIOS LIBRES PARISIENNES

Les lois de la jungle

pouvoir émettre sur des quartiers délimités de la capitale. Selon T.D.F., ce contingent et cette répartition ne saurait être modifiés qu'au risque de déséquilibrer le schéma général prévu pour toute la région parisienne et de remettre en question les choix déjà adoptés en banlieue.

Chaque membre de la commission a été chargé de dresser, par ordre de préférence, une liste des trente radios qu'il entend soutenir en priorité, seuls devant être discutés en commission les cas des stations mentionnées sur l'une ou l'autre de ces listes. C'est M. Holleaux qui, avec l'aide de Mme Geneviève Pléjunt, rapporteur de la région parisienne, élaborera alors une liste de quinze radios, laquelle, après avoir été dûment discutée et amendée, fera l'objet d'un vote bloqué.

Une méthode volontairement plus directive que lors des précédents débats, justifiée sans doute par la complexité des choix — Paris n'est-il pas le microcosme des difficultés, pièges et imbroglios rencontrés dans les diverses régions ? — et par la gravité des enjeux.

(Lire page 10
l'article d'ANNICK COJEAN.)

Opération vérité
François de Closets
Toujours plus!

Ce que les Français
veulent savoir sur les
privilèges cachés et
les véritables inéga-
lités à l'heure de la
solidarité.



GRASSET

AU JOUR LE JOUR

Bravo !

Entre le romantisme français et le réalisme allemand, force devait rester à la loi du jeu, devant des millions de téléspectateurs. L'équipe de France de football rejoindra donc le Brésil au pays de la légende des perdants fabuleux qui sont battus autant par leur passion du jeu que par leur adversaire.

Et il nous reste à encourager sportivement nos amis allemands en leur disant : *bravo ! vous avez gagné parce que nous étions les plus forts.*

HENRI MONTANT.

HENRI MONTANT.

Le Monde

idées

LE NAZISME ET LES JUIFS

Un colloque, dont rend compte Jean-Marc Théolleyre, s'est tenu à Paris du 29 juin au 2 juillet à l'initiative de l'École des hautes études en sciences sociales, sur l'Allemagne nazie et l'extermination des juifs.

Alain Finkelkraut montre, à la lumière de ces travaux, que les nazis ont réussi, en quelque sorte, à « moraliser » et à « normaliser » le crime.

Marc-Alain Grumelin, dont deux jeunes enfants ont été pendus, avec dix-huit autres, après avoir servi de cobayes, et Nathalie Felsenwalbe, soulèvent le cas du responsable principal de cette atrocité, qui bénéficie d'une étrange impunité. Enfin, Maurice Rajsfus, l'un des rares survivants de la rafle du 16 juillet 1942, explique pourquoi, quarante ans après, il n'a pas pardonné à la majorité silencieuse de l'époque et à sa police.

Quarante ans après, je n'ai pas pardonné !

par MAURICE RAJSFUS (*)

Le 16 juillet 1942, à 5 heures, des coups sourds ébranlaient la porte du petit logement de mes parents. Des policiers français venaient nous réveiller. Leur mission leur avait été dictée par leur hiérarchie elle-même, chargée d'exécuter les ordres de la Gestapo, via la préfecture de police. Ce jour-là, les neuf mille policiers parisiens, accompagnés parfois de nervas d'orientation, devaient déployer un zèle le plus souvent sans faille.

C'est une institution française qui devait être utilisée pour perpétrer le crime qui, au cours de cette nuit, allait précéder la séparation brutale de quatre mille jeunes enfants d'avec leurs parents. Des treize mille juifs étrangers arrêtés en cette circonstance, il n'est resté qu'une poignée de survivants. Tous les enfants sont morts.

L'indifférence de la France profonde correspondait à une complicité rampante. L'essentiel était de ne pas être impliqué. La majorité silencieuse avait alors une police à son image. Cette attitude se modifiera après les premières défilées nazies, mais le climat que nous avons connu était bien celui qui a si parfaitement été traduit dans le Chagrin et la Pitié.

Quarante ans après, je n'ai pas pardonné !

Mes parents sont morts à Auschwitz, et c'est par miracle que j'ai pu échapper à l'extermination, mais les deux policiers qui ont détruit ma famille coulent une retraite paisible et ne s'émeuvent sans doute pas le moins du monde. Fonctionnaires dociles au service des nazis, ils devaient sans doute se réhabiliter avec leurs collègues le 19 août 1944 et assurer l'ordre républicain sous de Gaulle et ses successeurs. Certains d'entre eux servaient assez longtemps pour « réintégrer » les Arabes en 1961 et traquer les étudiants en mai 1968.

Les jeunes générations ignorent peut-être que, durant l'occupation nazie, l'environnement policier de la zone nord était toujours français. Qu'il s'agisse de la banale police des rues ou des brigades spéciales qui traquaient les résistants, sans oublier la police aux questions juives qui faisait valablement la chasse au faciès.

Peut-on comprendre un génocide ?

par J.-M. THEOLLEYRE

Le colloque international sur l'extermination des juifs, réuni à Paris, du 29 juin au 2 juillet, à l'initiative de l'École des hautes études en sciences sociales avec le concours du ministère de la recherche, de la Fondation du judaïsme français et de la chancellerie des universités de Paris, avait un vaste programme. En dépit de tous les travaux menés depuis trente ans, bien des lacunes restent à combler pour une compréhension satisfaisante d'un événement dont l'analyse exige autant de spécialistes qu'il peut comporter de chapitres.

La tragédie réelle de ce qui fut appelé la « solution finale » par les nazis, qui, sur le sujet, manifestent suffisamment d'euphémismes, est établie par assez de témoignages et de documents pour qu'il n'y ait pas à revenir sur l'existence des camps d'extermination, ni sur le processus qui y conduisit : mesures raciales, recensements, rassemblements dans des ghettos ou des lieux de concentration. En revanche, l'explication de cet aboutissement, l'évolution dont il résulte, la façon dont les choses allaient s'accomplir, demeurent autant de chapitres sur lesquels on reste encore plus ou moins partagés.

Cela au point que l'on peut parler d'« écoles de pensée ». L'antisémitisme du national-socialisme allemand, même avant l'arrivée de Hitler au pouvoir, n'était pas une idée neuve. Procédait-il de l'antisémitisme européen traditionnel ? Ne se rattachait-il pas plutôt au « darwinisme », relayé par l'« eugénisme », par le recours aux méthodes propres à réaliser la sélection à partir du moment où les progrès scientifiques ne lui permettaient plus d'être « naturelle » ?

Certains ont relevé le paradoxe qui fit que le pays de la « solution finale » fut celui où, au dix-neuvième siècle, l'antisémitisme avait été le moins virulent. La question se trouve posée de savoir si, comme la France avait « compensé » sa défaite de 1870 par l'affaire Dreyfus, l'Allemagne après 1918 ne « compensa » pas par un réflexe semblable sa propre défaite. Ainsi se sont affrontées des thèses divergentes sur l'antisémitisme historique, les uns y voyant une continuité historique, que les autres réfutent en invoquant les particu-

larités d'un totalitarisme fasciste, caractérisé par les liens directs unissant ses chefs, chacun disposant de pouvoirs mal délimités, d'où des rivalités et des surenchères pour maintenir des positions menacées.

Dès lors, apparaissait le point majeur du colloque : l'extermination des juifs était-elle inscrite dans le programme d'Adolf Hitler ? Ses discours, ses écrits, ses conversations, permettent-ils de considérer que sa ligne de pensée et de conduite fut claire, continue, fondée sur une idéologie affirmée ? Ou bien, et c'est le point de vue d'une école allemande, un projet, finalement assez flou, n'aurait-il été réalisé que par une succession cumulée d'actes décidés par un appareil administratif mis en place peu à peu, conduisant à l'extermination faute de pouvoir maîtriser dans l'Europe de l'Est une situation qui avait conduit au refoulement général des juifs vers les terres conquises ?

Cette incertitude tient à la rigueur que les historiens entendent respecter. Or il n'existe pas, où n'existe plus d'ordre écrit de Hitler à propos de génocide. Cela signifie-t-il que cet ordre ne fut pas donné ? Sans doute les discours abondent, les proclamations aussi. A la lire on est édifié, ne serait-ce que par cette phrase : « Je ne sais pas qui gagnera la guerre mais ce que je sais c'est que les juifs n'y survivront pas ».

De la parole aux actes la distance serait-elle considérable ? Pour M. Martin Broszat, de l'Institut de Munich, si les déportations de juifs vers l'Est se développent à l'automne 1941, ce n'est pas forcément le signe d'une volonté d'extermination ; si, devant les difficultés militaires rencontrées, des décisions de « liquidation » sont prises, ce n'est que peu à peu ; faute de disposer de suffisamment de territoire, on en vient à une liquidation physique qui se transformera en programme d'ensemble.

Cette interprétation paraît plus plausible à M. Broszat que celle d'un ordre général et secret d'extermination. Cette thèse a ses contradicteurs. Mais si ces derniers tels Uwe Dietrich Adam, (Tübingen) ou Christopher Browning, (Pacific Lutheran University de Tacoma (Etats-Unis)) croient à l'existence d'un ordre de Hitler, ils restent divisés sur sa date. Les uns penchent pour le printemps 1941, les autres pour l'été de cette même année, d'autres encore retentissent l'automne et même l'hiver. Si l'on retient le printemps 1941, cela situe l'ordre à une époque où les nazis croient à la victoire, ce qui ne serait plus le cas pour l'automne ou l'hiver. Du même coup il faut envisager des mobiles différents. Ceux qui croient à l'ordre donné combattent l'idée que l'appareil bureaucratique seul aurait pu improviser puis retentir l'extermination ; ceux qui croient à l'ordre donné à l'automne ou à l'hiver, dans laquelle se sont trouvées impliquées toutes les administrations du III^e Reich.

Rupture avec la morale

Mme Rita Thalmann (Tours) l'a bien exprimé en rappelant que des origines idéologiques hitlériennes s'expriment clairement dans l'idée d'interdire le territoire allemand aux juifs, et que si cela n'est pas fait, on ne s'en rendrait compte qu'après la défaite. L'application finale faite de cette politique, et de remettre en mémoire la façon dont était organisée la déportation. Dont le coût était évalué, convoi par convoi. On ne pouvait pas plus faire abstraction, dans une telle opération, que l'on fut l'enthousiasme dans l'Allemagne hitlérienne et de tout ce qui montre la volonté de rupture avec la morale tout court, la personne humaine n'étant plus qu'un « instrument ».

UNE CÉRÉMONIE LE 12 JUILLET

Le Conseil représentatif des institutions juives de France, les associations juives de la Déportation et de la Résistance, les Fils et Filles des déportés juifs de France, commémoreront lundi 12 juillet à 18 h 30, devant la plaque du souvenir, boulevard de Grenelle, à l'emplacement de l'ancien Vélodrome d'Hiver, la « grande Rafle du Vel d'Hiv », des 16 et 17 juillet 1942. Ils invitent la communauté juive à honorer ses martyrs. Le 16 juillet 1942, en effet, il y a donc quarante ans, plus de quinze mille juifs de Paris et de la région parisienne, dont quatre mille cent quinze enfants, furent arrêtés par la police française sur l'ordre des occupants allemands, embarqués dans des autobus réquisitionnés à cet effet, parqués dans des conditions inhumaines au Vélodrome d'Hiver. De là, ils furent déportés vers Auschwitz-Birkenau, où ils périrent dans les chambres à gaz. Les conditions dans lesquelles ces malheureux passèrent plusieurs jours étaient lamentables et provoquèrent de pénibles scènes.

Il a été plus aisé de se retrouver sur d'autres chapitres de cette tragédie. Comment a-t-elle pu s'accomplir sans être gérée ou contre-gérée alors qu'il en était temps ?

L'état des travaux sur l'Europe et l'Amérique de l'avant-guerre montre que ce qui aurait pu constituer une défense contre le nazisme n'a pas joué, ou faiblement. On ne saurait donc s'en tenir à une « fatalité inscrite sur les tablettes de l'histoire ». Mais, là encore, il convient de continuer les recherches. Celles qui ont été menées permettent déjà de dissiper le mythe des démocraties irréprochables.

Lorsque, après 1940, l'Allemagne occupe le continent, elle trouve un terrain qui va faciliter ses entreprises. Par la suite, en dépit d'informations qui circulent sur les premiers camps de déportation, puis sur les mises à mort qui s'y pratiquent, les réactions restent faibles ou molles. Raisons de politique extérieure, comme le suggère M. René Rémond à propos du Vatican ? Raisons aussi de politique intérieure, aux yeux de M. Thalmann qui a invité ses collègues à ne pas négliger les archives des États en cause, quand elles veulent bien s'ouvrir : elles font apparaître fréquemment de quel poids pèse cette politique intérieure sur les comportements diplomatiques.

De l'ensemble de ces travaux, qui n'ont pas négligé plus les « révisionnistes » qu'on tant fait parler d'eux (« Pour ma part », a dit M. Pierre Vidal-Naquet, je les appellerai plutôt les négateurs »), il restera les quelques huit cent pages des vingt-quatre rapports discutés. Ils seront publiés à l'automne prochain. A eux seuls, ils constituent un événement : malheureusement, la contribution française n'y tient qu'une modeste place.

Justice et reconnaissance historique de l'Holocauste : le cas Strippel

« Hormis l'anéantissement de leur vie, aucun mal supplémentaire n'a été infligé aux enfants »

par NATHALIE FELZENSVALBE (*) et M.-A. GRUMELIN (**)

Au moment de l'émergence de phénomènes nouveaux que sont, d'une part, la contestation du génocide des juifs par l'« école historique » révisionniste, et, d'autre part, la réminiscence d'une certaine fascination pour le nazisme, force est de toujours combattre l'occultation de l'histoire.

Il est de notre responsabilité d'échapper à ce fait mystérieux : la silence des autorités allemandes, qui n'ont jamais donné suite aux demandes de renseignements de nombreuses familles, formulées dès 1945. « J'entends la responsabilité comme responsabilité pour autrui, donc comme responsabilité pour ce qui n'est pas mon fait ou même ne me regarde pas », dit Emmanuel Levinas dans *Éthique et infini*.

La mémoire historique du génocide nécessite non seulement l'annulation de la chose mais aussi sa reconnaissance par tous. C'est pourquoi il importe que soit recherchée l'inscription possible du génocide dans les archives et les minutes des procès.

Le docteur Mengelbe avait sélectionné, à Auschwitz, vingt enfants juifs et les avait envoyés au docteur Heissmeyer, au camp de Neuengamme, dans la banlieue de Hambourg. Les enfants servaient de cobayes au docteur Heissmeyer, qui voulait établir que les « races inférieures » étaient plus vulnérables que les autres au bacille de la tuberculose et avait déjà pratiqué des expériences mortelles sur des dizaines de prisonniers soviétiques.

En avril 1945, l'ordre fut donné d'évacuer le camp de Neuengamme face à l'avance des Britanniques. Il fallait que ne subsistent ni traces ni témoins de ces expériences criminelles : l'Oberschwarzberg, Arnold Strippel, qui avait, d'autre part, dans maints camps d'extermination (Majdanek, Buchenwald, Vught), fit pendre les vingt enfants et les vingt-huit adultes prisonniers du camp qui les avaient cotoyés dans l'école de Bullenhuser Damm, à Hambourg, puis fit brûler les corps à Neuengamme.

En 1946, quelques SS impliqués sont arrêtés, jugés et exécutés : le rôle d'Arnold Strippel, qui échappa alors à la justice, est clairement établi puisque les accusés de ce procès, dit de la Curio-Haus, indiquent qu'il avait donné les ordres et participé aux pendaisons.

Strippel finit par être découvert à Francfort, le 13 décembre 1948, par un déporté de Buchen-

(Suite de la première page.)

Nous avons été confrontés à la puissance des faits. Plus l'histoire se faisait précise, plus le phénomène nazi apparaissait dans sa singularité irréductible. La polémique autour des chambres à gaz avait accablé l'idée d'une incompatibilité entre le travail (profane) et la science et la volonté (superstitieuse ou chauvine) de préserver la spécificité du génocide juif. Le colloque a démontré l'absurdité de cette opposition.

Un autre débat dont parle, d'autre part, Jean-Marc Théolleyre, a dominé la rencontre des historiens : le génocide a-t-il été prémédité ou improvisé ? La seconde interprétation évoque la fameuse doctrine des circonstances, dont François Furet a déjà dénoncé la faiblesse explicative à propos de la Révolution française. Même si elle ne constitue pas l'étape ultime d'un plan d'annihilation concerté dès l'arrivée d'Hitler au pouvoir, la « solution finale » ne se déduit pas plus des impasses de la guerre que la Terreur des périls qui menaçaient la Révolution.

Contre la vision monolithique du nazisme, il est salutaire, sans doute, de rappeler que le III^e Reich fut un pouvoir fragmenté en instances rivales, et aussi de réintroduire l'ala dans l'histoire devant la toute-puissance attribuée par certains à l'idéologie. On ne peut en rester là. Les nazis ont « moralisé » le crime comme personne avant eux, et cette innovation n'est imputable ni à la structure bureaucratique du régime ni à la situation militaire en 1941.

wald. Il est condamné à la prison à perpétuité pour avoir assassiné de sa main vingt et une personnes.

En 1984, une plainte d'anciens de Neuengamme donne lieu à une enquête. Les dossiers — accablants — du procès sont ouverts, mais le procureur général Munzberg préfère clore l'affaire, déclarant notamment : « Hormis l'anéantissement de leur vie, aucun mal supplémentaire n'a été infligé aux enfants ».

En 1969, Strippel va bénéficier d'une révision de son procès : il est libéré au motif que, pour vingt et un meurtres, il n'aurait dû faire que six années de prison. Il va de ce fait toucher une indemnité de 121 500 Deutschmarks, soit 300 000 francs.

Enfin, en 1980, au procès du camp de Majdanek, à Düsseldorf, Strippel n'est condamné qu'à une peine de principe : trois ans et demi de réclusion avec sursis pour quarante-deux meurtres.

Aujourd'hui, Strippel fait l'objet de deux plaintes :

• Une première, déposée en 1979 auprès du procureur général de Hambourg après la dénonciation de ces faits par le journaliste allemand Schwarberg (1), qui a retrouvé plusieurs familles, lesquelles se sont portées partie civile.

Les familles ont identifié avec certitude les enfants car Heissmeyer avait, lors de son procès, produit avec fierté les notes et les photographies sur les enfants qu'il avait conservés et que Schwarberg reproduit dans son livre.

Strippel, à ce jour, n'est toujours pas inculpé :

• Une seconde, déposée aux Pays-Bas dès 1946 et transmise au parquet de Frankenthal (Rhénanie-Palatinat) en 1967, par M^{re} Versteegen, témoin direct des épouvantes de Strippel sur la personne de cent femmes du camp de Vught qu'il entassa dans 10 m². Dix d'entre elles moururent ainsi la mort.

Strippel, à ce jour, n'est toujours pas inculpé.

Face à la révision étonnante de

Voyez Rudolf Hoess, le commandant d'Auschwitz, fustigeant dans ses Mémoires le sadisme de certains S.S. Voyez Himmler, parlant des sentiments qu'il faut savoir vaincre pour tuer, et interdisant le pillage, au nom de la « propriété morale » de l'extermination. A l'inverse d'autres génocides, le meurtre des juifs ne répond pas à la logique du « Tout est permis » ; c'est au contraire un impératif catégorique, qui veille à la pureté de l'intention. On ne supprime pas la vermine juive parce que c'est bon, mais parce que c'est bien.

En outre, les nazis ont normalisé le crime par toute une série de mesures techniques comme rétrogrades, visant à faire entrer l'extermination dans la sphère du travail, et requérant pour la mise en œuvre de l'horreur les vertus et les défauts de l'existence la plus quotidienne.

La première guerre mondiale nous a appris que la civilisation était fragile et que des forces obscures pouvaient la submerger. La seconde a montré que l'Autre de la civilisation n'est pas nécessairement l'animalité. Car le génocide juif, d'autant plus terrifiant qu'il n'était pas bestial, a, pour s'accomplir, emprunté la forme de la Loi et mobilisé les qualités de la Norme. Depuis Auschwitz, nous ne savons plus situer la frontière entre l'humain et l'inhumain dans l'homme. Penser la solution finale, c'est affronter cette énigme.

ALAIN FINKELKRAUT.

WASHINGTON : une démonstration de soutien envers le monde arabe



(1) Ils ne voulaient pas mourir, Presses de la Renaissance, 1981.

(*) Avocat à la Cour.
(**) Ingénieur.

(*) Ecrivain, auteur de *Quand j'étais juif*.

L'ÉVOLUTION DE LA GUERRE AU LIBAN

caline, moitié française — se déploie

DOMINIQUE POUCHIN.

RÉGINE PERNOUD

Christine de Pisan

*"Régine Pernoud se sert de Christine pour reconstruire
le Paris de la Guerre de Cent Ans...
Elle y met la précision de l'historienne
et la vraie tendresse d'une complice."*

MATTHIEU GALEY / L'EXPRESS

*"Quel livre! Quel personnage! Nous découvrons
une femme d'exception, féministe avant l'heure,
aussi séduisante qu'étonnante.
Régine Pernoud, la faisant revivre, nous enchante."*

JEAN PRASTEAD / LE FIGARO

ARL

CALMANN-LÉVY

Le Monde

politique

LA POLÉMIQUE SUR LE STATUT DE PARIS

- M. Sarre demande un débat au sein du Conseil de Paris
- M. Chirac ne renonce pas à l'idée d'une « consultation populaire »

Les déclarations de M. Pierre Mauroy précisant les intentions souverainement de réforme du statut de Paris ont reçu un accueil favorable dans les rangs de la majorité.

La fédération communiste de Paris note : « Au-delà des répétitions qui ont marqué le débat et dont nous pensons qu'elles auraient pu être évitées, nous portons une appréciation positive sur les déclarations du premier ministre qui nous ont permis de constater que nous souhaitons voir appliquer à Paris, « la décentralisation du pouvoir, la démocratisation des institutions, l'unité de la capitale, parvenant à des engagements parfaitement compatibles à satisfaire dans l'intérêt des Parisiens ». Elle rappelle également que le parti communiste avait proposé « depuis longtemps (...) l'élection d'un maire dans chacun des arrondissements » sans que cela compromette (...) l'existence d'un maire pour la capitale et d'un Conseil de Paris ».

« L'organisation des pouvoirs et la démocratisation de la vie locale dans les arrondissements doivent faire l'objet d'un débat lors de la prochaine séance du Conseil de Paris, lundi 12 juillet, considère M. Georges Sarre. Dans une lettre adressée au maire de Paris, le président du groupe socialiste à l'Hôtel de Ville estime que dans la polémique engagée par M. Chirac, « l'ouvrage et la déformation systématique ». Il affirme que « le transfert des compétences aux maires d'arrondissement ne met aucunement en cause l'unité de la capitale pour les affaires qui la concernent dans son ensemble et que les finances de la ville n'ont pas de pire ennemie que l'absence du prestige » de M. Chirac.

« Il s'agit, écrit M. Sarre au maire de Paris, de maintenir sur la ville et ses richesses la mainmise de votre clan, de continuer à utiliser votre faiblesse de maire comme tremplin pour vos ambitions personnelles et l'Hôtel de Ville comme une place forte pour combattre le changement. » Il s'agit, poursuit-il, de faire oublier le système bureaucratique et étouffant qu'il a favorisé l'ac-

tuel statut vous avez imposé à Paris ».

M. Chirac avait l'intention de proposer à la réunion des présidents des groupes du Conseil de Paris, qu'il a convoqué pour vendredi après-midi 9 juillet, non pas l'organisation d'un débat, mais la possibilité pour chacun des groupes de disposer d'un temps de parole pour exposer ses positions, le maire se réservant la capacité de faire part de son point de vue. D'autre part, le président du R.P.R. a décidé de convoquer, pour le 18 juillet, le conseil politique de son mouvement pour débattre des intentions gouvernementales concernant les départs d'outre-mer et le statut de Paris.

Enfin, M. Chirac n'a pas renoncé à la « consultation » qu'il a demandée au gouvernement d'organiser pour connaître le sentiment des Parisiens, et M. Pons a observé qu'une ordonnance de 1945, figurant au code des communes, autorisait des consultations en cas de scission de commune. Le maire de Paris se déclare prêt à organiser elle-même un tel scrutin.

A l'occasion de la réunion du bureau politique du parti républicain, M. Jacques Dominati, député U.D.F. de Paris, a une nouvelle fois dénoncé « le sectarisme, l'adhésion et l'incompétence » de la majorité. Il a jugé « tout à fait regrettable que le P.S. puisse imposer au gouvernement un nouveau statut de Paris ».

M. Defferre affirme que le préfet de Paris ne pourra pas se prononcer sur l'opportunité des dépenses de la capitale

L'Assemblée nationale a adopté définitivement, jeudi 8 juillet, en deuxième lecture, le projet de loi modifiant et complétant la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales.

Les députés n'ont apporté aucune modification au texte approuvé par le Sénat. Celui-ci, prévoit notamment un article nouveau, introduit par un amendement du gouvernement, qui dispose : « A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, et sous réserve des dispositions des articles 21 et 22 de la loi du 31 décembre 1975 qui demeurent en vigueur (ordonnancement des recettes et des dépenses budgétaires) l'exécution du département de Paris est transférée au maire de Paris, président du Conseil de Paris, qui exerce, dans les conditions prévues à l'article 16 de la loi du 31 décembre 1975, les attributions dévolues aux conseils généraux ».

M. Toubon (R.P.R., Paris) a protesté contre cette disposition d'exception. Celle-ci, a-t-il

N. AVAIT DÉJÀ ÉCRIT A M. CHIRAC...

M. Chirac ayant invité les Parisiens à lui écrire pour manifester leur désapprobation des projets du gouvernement, un de nos lecteurs du troisième arrondissement, M. J.-C. H., nous adresse copie de la lettre qu'il a envoyée le 9 juillet au maire de Paris :

Monsieur le Maire,

Je me permets de vous écrire. Je n'ai pas attendu pour le faire.

Par deux fois (le 25 juin et le 10 juillet 1982), je vous ai posé une question intéressante : la vie culturelle de mon quartier.

J'attends encore une réponse de vous.

Entre temps, j'ai eu satisfaction en m'adressant aux édiles de mon arrondissement.

Veuillez néanmoins, Monsieur le Maire, agréer l'expression de mon profond respect.

« M. Henri Malberg, secrétaire de la fédération de Paris du P.C.F., estime dans la lettre du 9 juillet, que la seule « démocratie » de la présence sur la liste de l'Union de M. Henri Fassin, responsable de Reconquête communiste, considéré par la direction du P.C.F. comme étant « hors de lui-même » hors du parti, « hypothéquerait gravement le combat de la gauche à Paris ».

M. Malberg, adjoint au maire du Mans, tous deux membres du collectif national de Reconquête communiste. Elle exprime son désaccord avec cette décision et demande au comité central de ne pas empiéter la décision du comité fédéral non encore notifiée aux intéressés.

« La cellule du P.C.F. définitivement d'urgence », jeudi 8 juillet, après avoir appris l'accidentellement la décision d'admission de la liste de la fédération de Paris du P.C.F. à la liste de l'Union de M. Henri Fassin, responsable de Reconquête communiste, considéré par la direction du P.C.F. comme étant « hors de lui-même » hors du parti, « hypothéquerait gravement le combat de la gauche à Paris ».

M. Malberg, adjoint au maire du Mans, tous deux membres du collectif national de Reconquête communiste. Elle exprime son désaccord avec cette décision et demande au comité central de ne pas empiéter la décision du comité fédéral non encore notifiée aux intéressés.

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 220 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 270 F/mois (sans apport, ni caution)

Une garantie dans tous les cas

26 MARQUES REPRÉSENTÉES

Garantie jusqu'à 5 ans

Ouvert du lundi au samedi : 9 h-18 h

DAUDÉ

75 bis, av. de Wagram, 17
227-30-34/763-34-17

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Adoption du projet sur la réforme des conseils d'administration des organismes de Sécurité sociale

L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 8 juillet, après déclaration d'urgence, par trois cent vingt-neuf voix contre cent cinquante-neuf, le projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes de Sécurité sociale.

Dans la suite de la discussion générale, M. Madelin (U.D.F., Ile-et-Vilaine) a estimé que ce texte constituait « un pas dans la bonne direction » et a insisté sur la nécessité de réaffirmer l'esprit de la mutualité dans les organismes de Sécurité sociale. Les représentants sociaux, a-t-il dit, ont le droit de participer à la gestion de la Sécurité sociale, mais ils ne doivent pas en faire un jeu de pouvoir.

Répondant aux orateurs, M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a souligné que les propositions du gouvernement sont « si conformes au bon sens qu'elles font l'objet d'un certain consensus ». En fait, de l'adoption, il s'agit d'écarter certaines idées fausses. Répondant aux critiques à propos du monopole syndical, il a rappelé que, depuis 1945, la loi d'organisation des représentants a fait des progrès. Il est sage que nous en restions là, a-t-il ajouté.

M. Bérégovoy a également affirmé que, pour cela, l'équilibre financier de la Sécurité sociale sera assuré.

L'article premier fixe la composition des conseils d'administration des organismes de Sécurité sociale : six représentants des salariés désignés par les organisations syndicales ; six représentants des employeurs ; un représentant désigné par la Fédération nationale de la Mutualité ; deux personnes qualifiées désignées par le ministre ; un représentant des retraités choisis parmi les vingt-quatre autres membres du conseil d'administration. L'article prévoit la même représentation consultative pour les organismes de Sécurité sociale départementaux et régionaux.

L'article 2 fixe la composition des conseils d'administration des organismes de Sécurité sociale départementaux et régionaux : six représentants des salariés désignés par les organisations syndicales ; six représentants des employeurs ; un représentant désigné par la Fédération nationale de la Mutualité ; deux personnes qualifiées désignées par le ministre ; un représentant des retraités choisis parmi les vingt-quatre autres membres du conseil d'administration. L'article prévoit la même représentation consultative pour les organismes de Sécurité sociale départementaux et régionaux.

L'article 3 fixe la composition des conseils d'administration des organismes de Sécurité sociale départementaux et régionaux : six représentants des salariés désignés par les organisations syndicales ; six représentants des employeurs ; un représentant désigné par la Fédération nationale de la Mutualité ; deux personnes qualifiées désignées par le ministre ; un représentant des retraités choisis parmi les vingt-quatre autres membres du conseil d'administration. L'article prévoit la même représentation consultative pour les organismes de Sécurité sociale départementaux et régionaux.

L'article 4 fixe la composition des conseils d'administration des organismes de Sécurité sociale départementaux et régionaux : six représentants des salariés désignés par les organisations syndicales ; six représentants des employeurs ; un représentant désigné par la Fédération nationale de la Mutualité ; deux personnes qualifiées désignées par le ministre ; un représentant des retraités choisis parmi les vingt-quatre autres membres du conseil d'administration. L'article prévoit la même représentation consultative pour les organismes de Sécurité sociale départementaux et régionaux.

agricoles ; un représentant de la Mutualité ; deux personnes désignées par le ministre ; un représentant des retraités. Enfin, avec voix consultative : deux représentants du personnel et un représentant des associations familiales.

L'article 5 est relatif aux Caisses d'allocation familiale des D.O.M. quinze représentants des salariés ; quatre représentants des exploitants agricoles ; quatre représentants des employeurs ; une personne désignée par le ministre ; trois représentants des associations familiales.

L'article 6 concerne le chapitre II du projet relatif aux organismes nationaux. Il fixe la composition de la Caisse nationale de l'assurance-maladie : quinze représentants des salariés ; six pour les employeurs ; deux personnes désignées par le ministre ; deux représentants désignés par la Mutualité.

L'article 10 concerne la Caisse nationale d'assurance-vieillesse. Sa composition est différente de celle de la Caisse visée à l'article 5, dans la mesure où, au lieu de deux représentants de la Mutualité, figurent deux représentants des retraités.

L'article 11 concerne la Caisse nationale des allocations familiales : quinze représentants des salariés ; trois pour les travailleurs indépendants ; six pour les employeurs ; trois pour les associations familiales ; une personne désignée par le ministre.

L'article 12 traite de l'Union des Caisses nationales de Sécurité sociale. Celle-ci sera composée en nombre égal de représentants de chacune des trois Caisses nationales désignées par leurs conseils respectifs, et comprendra deux représentants des administrateurs salariés et des administrateurs employeurs dans la proportion respective de 3/5 et de 2/5.

L'article 13 traite de l'Union des Caisses nationales de Sécurité sociale. Celle-ci sera composée en nombre égal de représentants de chacune des trois Caisses nationales désignées par leurs conseils respectifs, et comprendra deux représentants des administrateurs salariés et des administrateurs employeurs dans la proportion respective de 3/5 et de 2/5.

EN INSTALLANT UNE COMMISSION DE NEUF « SAGES »

Le ministre de l'intérieur souhaite que les élections en Corse se déroulent dans « l'honnêteté et la clarté »

« Votre mission dépasse un cadre strictement juridique. Elle a une dimension plus large. Elle tend, notamment, à éviter des pressions trop fréquentes sur les électeurs dans les bureaux de vote, voire la pression, dans des conditions indignes de la démocratie, de véritables coups de main », a déclaré le 8 juillet M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, en installant la commission de contrôle des opérations de vote et de recensement de la région Corse.

M. Defferre a demandé que les élections du 8 août se déroulent dans des « conditions de clarté et d'honnêteté qui en rendent le résultat incontestable », le temps étant venu « que le dialogue remplace les bombes ».

Cette commission de neuf membres, présidée par M. Georges Laroche, conseiller à la Cour de cassation (1), aura une triple fonction :

- Assister les commissaires de la République des deux départements pour assurer la régularité des listes électorales et de la participation des électeurs au scrutin. Les membres de la commission sont invités à surveiller particulièrement les votes par procuration ;
 - Veiller à la régularité des opérations de vote ;
 - Procéder au recensement des votes et proclamer les résultats et les plus ou plus tard le mardi 10 août, à 18 heures.
- Pour accomplir leur tâche, les neuf « sages » disposeront, à proximité de M. Defferre, de tous les moyens d'investigation nécessaires. Des rapporteurs les aident dans leur mission. Seront ainsi mis à leur disposition une cinquantaine de magistrats de

l'ordre judiciaire, une vingtaine de membres du Conseil d'Etat, une vingtaine de membres de la Cour des comptes, une cinquantaine de fonctionnaires des tribunaux administratifs et de l'inspection générale de l'administration.

Pour assainir la situation préélectorale, le ministre de l'intérieur a fait procéder à une révision intégrale des listes électorales en Corse. Depuis six mois, les services de la direction générale de l'administration et des services informatiques de l'INSEE et du service informatique spécialisé de gestion des listes électorales en Corse, ont accompli une tâche extrêmement importante de mise à jour.

« Notre but », a précisé M. Defferre, « était de mettre fin aux incertitudes, légères ou avérées, et d'éviter notamment que quiconque puisse voter deux fois. Cette opération a abouti à près de 70 000 rectifications d'erreurs matérielles, à 500 rectifications sur les listes électorales de Corse, cependant que 5 500 électeurs en situation d'inscription multiple ont choisi de voter inscrits en Corse. Au total, il y a donc au moins 14 000 rectifications ».

(1) La commission est composée de trois magistrats désignés par le vice-président du Conseil d'Etat, MM. Michel Roux, Jean Monnet, Alain Chagny-Cabaut, tous trois magistrats de première instance, et de quatre représentants désignés par le directeur général de l'administration et des services informatiques de l'INSEE et du service informatique spécialisé de gestion des listes électorales en Corse, MM. Eliezer Signoret, Michel Davin, Jean Lucchesi, tous trois inspecteurs généraux de l'administration et des services informatiques, et trois magistrats désignés par le garde des sceaux, MM. Georges Laroche, conseiller à la Cour de cassation, président de la commission, Robert Magnan et Louis Gendreau, tous deux présidents de chambre à la cour d'appel de Paris.

Le VIP

Hola ! Attention ! Ce ministre n'est pas n'importe quel ministre : c'est un homme important. Oh ! bien sûr, c'est vrai que son honneur est extrêmement élevé. Mais quel est ce ministre ? C'est M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. C'est lui qui a été élu ministre le 8 juillet.

Imaginez un peu : ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, titulaire du Billet du travail... Ce n'est pas rien. Cela explique, en tout cas, que M. Bérégovoy ait une certaine importance. C'est lui qui a été élu ministre le 8 juillet.

Le ministre n'est pas n'importe quel ministre : c'est un homme important. Oh ! bien sûr, c'est vrai que son honneur est extrêmement élevé. Mais quel est ce ministre ? C'est M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. C'est lui qui a été élu ministre le 8 juillet.

Imaginez un peu : ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, titulaire du Billet du travail... Ce n'est pas rien. Cela explique, en tout cas, que M. Bérégovoy ait une certaine importance. C'est lui qui a été élu ministre le 8 juillet.

LE BLOCAGE DES SALAIRES ET DES PRIX

Le Sénat condamne la stratégie économique du gouvernement en votant la « question préalable »

Par 188 voix contre 112, le Sénat a adopté, jeudi 8 juillet, en séance de nuit, la « question préalable » dont le vote était demandé par la commission des affaires économiques. Ce vote équivaut au rejet du projet de loi sur le blocage des prix, des salaires et des revenus. Le scrutin a été précédé d'un ample débat marqué par l'intervention de plusieurs ministres des gouvernements précédents et par la réponse de M. Delors, « clair, direct et courageux », a reconnu le président de cette commission.

M. Michel Chauty (R.P.R., Loire-Atlantique), président de la commission des affaires économiques et rapporteur du projet, dénonce l'incohérence de dispositions qui vont réduire ou limiter de nombreux cas la possibilité pour les entreprises d'accroître leurs fonds propres, comme cela est souhaité par le gouvernement. « Le blocage des prix et des marges, estime-t-il, favorisera les importations de produits étrangers et suscitera des comportements anti-économiques. Il ne demande d'entreprendre pour accroître la productivité et la compétitivité, puisque le bénéfice de leurs efforts sera enlevé à ceux qui entreprennent. » Mais, considère M. Chauty, la plus grave conséquence de ces mesures est d'une autre nature. « En effet, affirme-t-il, le blocage ne peut fonctionner sans un énorme appareil de contrôle permanent, lequel est insupportable ou très insuffisant. Le gouvernement ayant fait appel à l'aide supplétive d'associations diverses ne disposant d'aucun mandat légal à cet effet, nous entrons dans un système d'ingérence permanent fondé sur la délation. »

M. Stéphane Dailly (C.N.R., Seine-et-Marne), présente l'avis de la commission des lois. L'article 3 réglant la limitation des

bénéfices distribués par les sociétés est le seul, souligne-t-il, qui ne prévoit aucune sanction tant civile que pénale. L'article 4, en revanche, concernant le blocage des rémunérations, prévoit, lui, une sanction pénale de caractère rétroactif. « En punissant, déclare le rapporteur, d'une amende pénale tout employeur qui n'aurait pas respecté le blocage des rémunérations entre le 1^{er} juin et la date d'entrée en vigueur de la loi, le projet est contraire au principe constitutionnel de la non-rétroactivité de la loi pénale. » L'article 5 du code pénal, précise M. Dailly, transcrit la loi de ce principe constitutionnel.

M. André Rabineau (Un. cent. Allier) indique que la commission des affaires sociales, dont il est le rapporteur, a été saisie pour condamner des dispositions qui portent une atteinte « inacceptable » à la liberté de négociation, et équivalent à un « étouffement » de la politique contractuelle.

M. Maurice Blin (Un. cent. Ardennes), rapporteur général de la commission des finances, expose les raisons pour lesquelles il ne pourra pas demander au Sénat d'adopter le projet. « Pour financer nos déficits, dit-il, nous avons doublé en un an le montant de notre endettement à l'étranger. Le secteur public a consommé à lui seul 54 % des sommes empruntées, et à quel taux ? »

Sécurité sociale, S.N.C.F., Charbonnages, E.D.F. et d'autres entreprises nouvellement nationalisées sont ainsi devenus des « gouffres » financiers. Le budget de l'Etat, d'autre part, supporte de telles dépenses et aucun remède ne sera opérant si le déficit n'est pas considérablement réduit. « Pour faire baisser la pression, déclare-t-il, il faut calmer le jeu. » C'est pourquoi M. Blin applique au déficit budgétaire. Mais il pense aussi que le blocage ne pourra pas être maintenu à la rentrée car « le pouvoir d'achat des salariés sera la plus importante et la plus brutale » depuis le début de la V^e République.

M. Pierre-Christien Taittinger (R.I., Paris) évoque précisément la question du chômage pour reprocher au gouvernement de se « lever dans la déflation ». M. Jean Colin (Un. cent. Essonne) souligne que la perte du pouvoir d'achat des salariés sera « la plus importante et la plus brutale » depuis le début de la V^e République.

M. Jean-Pierre Pourcade (R.I., Haute-de-Seine) dénonce les incohérences de la politique gouvernementale. « Il est surprenant, déclare-t-il, d'entendre le président de la République annoncer qu'on ne recourra au blocage des prix que lorsque tout le reste aura échoué, pour l'annoncer trois jours après. Le jour même où présidait l'assemblée des ministres, le blocage des prix a été instauré. De telles contradictions, dit-il, expliquent l'insuccès des Français. »

L'ancien ministre des finances estime d'autre part que l'on assiste à une réduction progressive des libertés. « La durcissement du contrôle des changes pénalise maintenant nos exportations. Le blocage des prix et des clauses de révision des marchés publics et privés pour dix-huit mois risquent de causer notre industrie. Et voilà que l'on repart d'une réforme des circuits financiers qui permettra de s'affranchir des contraintes internationales ! Partout, le gouvernement n'a d'autre solution que le recours à des réglementations contraignantes, comme s'il s'agissait de punir les Français. »

M. Le Breton (Morbihan) et Daumay (Ille-et-Vilaine) sénateurs centristes, présentent des critiques déjà développées par les précédents orateurs, en insistant toutefois sur les conséquences du blocage des prix dans l'agriculture.

Le ministre : sortir de l'Europe ? Notre niveau de vie baisserait de 20 %

M. Delors, ministre de l'Economie et des Finances, répond, en séance de nuit, aux nombreux orateurs qui se sont exprimés dans la journée. « Je n'ai jamais contesté, déclare-t-il, que la crise rendait difficile l'action des gouvernements précédents entre 1974 et 1980 et j'ai même déclaré à l'époque que cette crise ne serait pas de courte durée. »

Etait-elle plus grave avant qu'elle ne l'est aujourd'hui ? Il est bien malaisé de répondre, mais la plupart des experts internationaux s'attendaient à une reprise technique dès la première semaine de 1981. L'éclatante a sans cesse reculé, et maintenant

on parle du 1^{er} semestre de 1983. Est-ce que les pays européens n'ont pas eu à subir la crise du second choc pétrolier ? Je crois surtout que nos marges de manœuvre étaient devenues restreintes et que la forte hausse du dollar, qui s'accompagnait de taux d'intérêt élevés, a aggravié la situation. M. Barre l'a reconnu — rendait difficile toute action concertée. »

Le ministre estime que la relance par la consommation n'a pas eu que des inconvénients. « Malheureusement, observe-t-il, l'ensemble de notre appareil de production n'a pas été en mesure de répondre à la sollicitation nou-

velle de la demande. En outre, la chute du revenu brut d'exploitation, qui n'a jamais été aussi bas, empêche l'investissement. Faire payer les riches, c'est un peu simplet. Il n'y a pas de trésor caché dans les entreprises. »

« Il faut faire jouer la concurrence chaque fois que cela est possible. Nous reviendrons à la liberté des prix mais deux conditions doivent être remplies : écarter toute position dominante et éviter tout déséquilibre entre la production et la distribution. Or, actuellement, la grande distribution est en position de force (...). Il ne nous faut pas aller contre l'inflation à la lutte contre le chômage. Je reconnais que la première a un coût social, politique et économique. Il faut sacrifier l'effort demandé à chaque catégorie sociale. C'est pourquoi nous faisons appel à la solidarité. Le coût social est désagréable et le coût social, ce n'est pas avec plaisir que nous l'assumons. »

Aux sénateurs qui ont réclamé des économies budgétaires, M. Delors répond : « Le déficit budgétaire, on ne peut prétendre le réduire dans cette période de récession économique. En 1981, nous l'avons financé dans de bonnes conditions de notre dette de l'ordre de 100 milliards de francs, et de 120 en 1982. »

« Quand vous serez présenté le budget de 1983, vous serez nombreux à critiquer beaucoup de choses qui ont été supprimées dans le train de vie de l'Etat. » Pour l'assurance-chômage, des mesures sont prévues ; quant aux comptes de la Sécurité sociale, les Français devront choisir, mais l'assurance-chômage, nous l'avons financée dans de bonnes conditions de 100 milliards de francs, et de 120 en 1982. »

Puis le ministre conclut : « Il faut orienter l'épargne des Français vers des placements financiers à long terme. Je reconnais qu'il y a une contradiction entre le blocage des dividendes et l'encouragement des placements à risque ; la contradiction existe, pourquoi la nier ? Il faudrait rendre leur place à ces investisseurs qui sont les apporteurs de capitaux à risque. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

« Je réjette que nous ne pouvons pas nous en passer. Je considère que si nous sortions de l'Europe, notre niveau de vie baisserait de 20 % en dix ans. Les réalités internationales nous imposent de rester. Le gouvernement sera jugé à sa juste mesure par l'histoire à l'effort qu'il aura consenti et pour une modeste part, l'aurait fait tout ce qui était en son pouvoir. »

Un nouveau Montaldo.

Un nouveau scandale politique!

JEAN MONTALDO

850 jours pour abattre René Lucet

Les secrets d'une exécution politique

Albin Michel

Toutes les grandes enquêtes de Jean Montaldo ont déclenché de grandes affaires politiques. Après "Les Corrompus" sur les policiers de Lyon en 1971. Après "Dossier ORTF : tous coupables !" en 1974. Après "Les finances du PCF" en 1977. Après "Les secrets de la banque soviétique en France" en 1979 et "La Mafia des syndicats" en 1981, voici "850 jours pour abattre René Lucet". Les secrets d'une exécution politique.

Une nouvelle bombe en librairie... Le PCF et la CGT en accusation... Nicole Questiaux démissionne du gouvernement... Des arrestations à Marseille... Montaldo révèle les "marchés réservés" et "très confidentiels" des rois de la Ganebière et de la mairie de Marseille.

Marcel BUR

TAILLEUR POUR HOMME

128, FAUBOURG-ST-HONORE (75)

SOLDE

POUR LUI

COSTUMES wash and wear

(1 350 F) - 850 F

VESTES lanière, non doublées

(950 F) - 650 F

PANTALONS coton mélangé

(350 F) - 255 F

POUR ELLE

PANTALONS tulle - Elastiques

(450 F) - 330 F

TAILLEURS CASHMERE

ALBIN MICHEL

POLITIQUE

LA DÉCENTRALISATION OUTRE-MER

DOM : Les partis de gauche expriment leur satisfaction

La confirmation officielle du projet gouvernemental visant à instituer dans chacun des départements d'outre-mer une assemblée unique élue au suffrage universel et à la proportionnelle (« le Monde » du 9 juillet) continue de susciter de vives réactions parmi les dirigeants de l'opposition. Revenant à la charge, M. Michel Debré, député R.P.R. de la Réunion, a accusé le gouvernement de se livrer à une « magouille ». Réuni jeudi 8 juillet, le bureau politique de l'U.D.F., a décidé de combattre ce projet « contraire à la Constitution, à l'unité de la République » et à la volonté des populations concernées. De leur côté, le C.D.S. et le C.N.I.P. ont condamné les intentions gouvernementales.

En revanche, les partis de gauche expriment leur satisfaction ainsi que le rapporte ci-dessous notre correspondant à la Réunion. Pour sa part, M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, tiendra mardi matin 13 juillet à Paris une conférence de presse.

De notre correspondant

Saint-Denis-de-la-Réunion. — La décision du conseil des ministres du 7 juillet n'a pas vraiment provoqué de surprise puisque, redoutée par les uns, espérée par les autres, elle était attendue de tous. « Une page de l'histoire de la Réunion est tournée », estime la fédération du parti socialiste, qui se réjouit de réaffirmer sa confiance « dans la sagesse et la volonté du président de la République, qui a su prendre le temps de la réflexion malgré les campagnes d'intoxication de la droite « ultra » et les impatiences de certains ».

Les socialistes réunionnais voient dans la future assemblée

unique « l'instrument de la réconciliation et du développement du département de la Réunion dans la France ». Le parti communiste réunionnais n'avait pas encore fait connaître officiellement sa réaction, mais un membre de son bureau nous a déclaré : « Nous attendons cette décision. Les messages de la droite s'écroulent. La décision du conseil des ministres va permettre aux Réunionnais d'aborder les véritables problèmes du pays ».

Dans l'opposition, c'est M. Yves Barin (R.P.R.), président du conseil régional et de l'association des maires, qui est apparu le plus dépité : « Je suis très déçu, l'assemblée unique, c'est la pire des catastrophes ». Le président du conseil général, M. Auguste Legros (R.P.R.), maire de Saint-Denis, estime que la décision « a été prise à la légère » et que de nombreuses questions demeurent sans réponse quant aux modalités d'application du projet. Il a toutefois précisé : « Nous n'avons pas peur de ces décisions. Nous avons confiance dans le bon sens et la maturité politique des Réunionnais. » — H. B.

Mme Lucette Michaux-Chenot (sans étiquette), présidente du conseil général de la Guadeloupe, estime que la loi de décentralisation n'est pas pleinement applicable dans les DOM, les conventions prévues n'ayant pas été ratifiées par le ministre de l'Intérieur. Elle regrette qu'à la suite de la décision gouvernementale instituant une assemblée unique la Guadeloupe soit repartie vers « des combats politiques, des affrontements de partis et des querelles idéologiques qui ne feront qu'accumuler les retards déjà accumulés ».

Le rapport de la commission parlementaire sur les activités du Service d'action civique

M. Foccart : le SAC n'a plus d'activités... pour le moment

Après la publication d'extraits du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les activités du Service d'action civique, puis de correspondances et de notes relatives à cette organisation (« le Monde » des 25 et 26 juin et du 9 juillet), nous publions ci-dessous des extraits de quelques-unes des auditions auxquelles la commission parlementaire a procédé. Les députés, qui ont entendu quatre-vingt-dix-neuf témoins lors de leur enquête, ont rendu public les procès-verbaux de quarante-trois entretiens.

AUDITION DE M. DANIEL VOLAN, responsable du SAC pour la région parisienne

Le rapporteur : « Et vous, votre responsabilité, cela consiste en quoi ? Quand vous alertez les membres du SAC, c'est pour faire quoi ? »

M. Volan : « Le fonctionnement du Service d'action civique, en région parisienne, il y a un responsable par département pour les quatre départements de la couronne : il y a donc, comme nous venez de le dire, quatre secteurs dans Paris, qui ont également un responsable de niveau équivalent aux responsables des départements de la périphérie. Chacun de ces responsables départementaux ou de secteurs a, suivant les effectifs dont il dispose, un, deux, trois, quatre ou cinq adjoints qui ont également des chefs de groupe. Il y a un chef de groupe en général par des militants et il y a autant de chefs de groupe qu'il y a de fois des militants ; évidemment cela dépend de l'importance des effectifs ».

« Mon rôle est extrêmement simple. J'ai été nommé à la tête de la région parisienne en 1977 pour faire un peu de réorganisation, pour faire en sorte que les liaisons soient plus courtes, plus rapides, parce que nous étions avertis que, comme on avait énormément de militants, les responsabilités s'étaient un peu éparpillées, et on se sentait un peu perdu. Nous avons fait cela avec quelques amis, et nous sommes arrivés à un résultat qui nous donne entière satisfaction, puisque, quand nous avons une manifestation, quelle qu'elle soit d'ad-

leurs, que ce soit une manifestation de service d'ordre ou autres, nous avons très peu de coups de téléphone ou de signaux à donner pour que les militants qui sont concernés par cette manifestation soient prévenus. Cela fonctionne vraiment très bien (...) »

Le président : « Vous avez moins d'effectifs lorsque vos amis étaient au gouvernement, alors que maintenant vous êtes dans l'opposition ? »

M. Volan : « C'est à cela qu'on s'est, c'est tout à fait normal. Il y a davantage d'adhérents au R.P.R. maintenant qu'il y avait dans l'opposition ; il y a davantage d'adhérents au SAC. Il y a toute une kyrielle d'anciens militants qui sont revenus au SAC ; ils étaient un peu démotivés et maintenant que les circonstances redevenaient autres, ils nous ont rejoint signe des fois de juillet ».

AUDITION DE M. JACQUES FOCART, ancien conseiller pour les affaires africaines du général de Gaulle et membre honoraire du SAC

Le rapporteur : « Lors de la dernière assemblée générale du SAC, est-ce qu'on a eu des discussions de ce genre : la consigne de mettre la main au secret ou au cas où M. Mitterrand serait élu ? »

M. Foccart : « Je ne suis pas sûr que ce soit lors de l'assemblée générale, mais cette consigne a été, en effet, émise ».

Le rapporteur : « Par vous ? »

M. Foccart : « Non, absolument pas ».

Le rapporteur : « Tous les membres de cette association ont donc été convaincus que vous trouvez cela normal ? »

M. Foccart : « Le SAC n'a plus d'activités, pour le moment ».

Le rapporteur : « Tout de même, ces trente années qui disparaissent dans la nature, cela soulève quelques questions... »

« Est-il vrai que M. Marcelin ait envisagé de dissoudre le SAC ? »

M. Foccart : « Je ne crois pas. M. Marcelin — j'en ai parlé plusieurs fois avec lui — n'était pas pour la dissolution. Il pensait simplement qu'il fallait éviter le recroisement dans la police. Je dis ce qu'il m'a dit (...) »

Le rapporteur : « A votre avis, quel rôle le SAC pourrait jouer dans l'opposition au pouvoir actuel ? »

M. Foccart : « Il pourrait faire ce qui a été fait du temps du R.F.F. où nous étions, là aussi, dans l'opposition. J'en parlerai avec M. Debré. Mais c'est prématuré. Il faut attendre que le groupe d'extrême droite se soit tassé. J'ai lu dans la presse, hier, que se constituait un SAC clandestin. Dans ce cas, il est clandestin aussi pour moi ».

AUDITION DE M. LOUIS MOREL, ancien directeur central des renseignements généraux

Le président : « En 1971-1972, vous avez été directeur central des renseignements généraux, et durant cette période il y a eu une tentative d'épuration du SAC ».

M. Morel : « J'ai été directeur central d'avril 1971 à août 1972. Durant ces seize mois, je n'ai jamais eu de contacts directs avec le SAC qui agissait pour le compte de l'O.A.S. en lui fournissant un service d'ordre et en participant à sa propagande. Mais, comme d'autres, mes services ont continué — je dis bien : continué — à aider M. Debré qui, à la demande du président Pompidou, s'efforçait depuis 1969 d'éliminer du SAC les éléments douteux qui s'y étaient infiltrés, notamment à l'occasion de la lutte contre l'O.A.S. Mais je n'ai jamais vu M. Debré, ni aucun dirigeant du SAC. En revanche, j'ai eu à intervenir pour mettre fin à des pratiques délictueuses, non du SAC véritable, mais d'éléments douteux qui agissaient plus ou moins en marge du SAC, en continuant à se réclamer à tort de lui. Je n'ai d'ailleurs pas la naïveté de croire qu'il n'y avait plus aucun lien entre ces éléments et certains dirigeants du SAC, sinon le SAC lui-même ».

AUDITION DE M. PIERRE LEMARCHAND, ancien responsable de la lutte contre l'O.A.S. en Algérie

Le président : « Que pensez-vous finalement du SAC ? Selon vous, à quel a-t-il servi ? »

M. Lemarchand : « Je pense qu'il n'a servi à rien. Je suis persuadé que la légende du SAC s'est créée par la faute de certains officiers de police qui ont protégé des hommes qui avaient adhéré à cette association pour faire des bêtises, dans le but d'avancer plus vite dans leur carrière. Sans ces policiers, le SAC aurait gardé sa virginité. Je suis convaincu que le SAC, qui n'a plus maintenant aucun appui dans la police, reprendra ses fonctions normales de mouvement militant de droite. Le SAC n'a plus grand-chose à voir avec le R.P.R. Ce n'est pas non plus un mouvement d'extrême droite. Le SAC est à l'image même de Debré, lequel est un honnête homme. Bien que je ne lui adresse plus la parole, je crois qu'il faut rendre justice même à ses pires adversaires ».

« Tant qu'il y a eu une autorité incontestée dans les milieux gauchistes, c'est-à-dire du temps du Général, il n'y a pas eu tellement d'affaires du SAC. Celles-ci ont commencé avec le président Pompidou. Celui-ci avait des complexes à l'égard des gauchistes parce qu'il n'avait pas fait de résistance. Il a donc tout laissé faire ».

AUDITION DE M. GASTON DEFERRÉ, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation

« Quand le drame d'Aurélien a éclaté, je me suis posé la question de savoir si je devais proposer au gouvernement la dissolution du SAC. Puis j'ai pensé qu'il fallait d'abord faire toute la lumière sur cette organisation, sur le plan administratif. Quand notre commission a été constituée, j'ai décidé d'attendre, pour prendre une décision, qu'elle ait pu poursuivre ses travaux. Car la dissolution du SAC à ce moment-là n'aurait pas facilité les choses. Et, par conséquent, je préfère surseoir ».

« A la fin des travaux de votre commission, le gouvernement réunira tout le dossier et pourra alors prendre une décision ».

Amnésies

Le SAC ? Connais pas. Il faut assurément un certain culot, lorsque l'on a été haut fonctionnaire de la police, pour venir énoncer ce genre de contre-vérité — sous la foi du serment, pour faire bonne mesure, devant une commission d'enquête parlementaire. Cette audace, quelques-uns des grands commis de l'Etat l'ont eue. « Je ne me souviens pas », a dit M. « Vraiment, je ne vois pas », disait l'autre. A tel point que M. Alain Hautecœur, député (P.S.) du Var et président de la commission, a pu conseiller à M. Lucien Loupias, ancien directeur des renseignements généraux à la préfecture de police de Paris : « Vous pouvez lire le rapport de notre commission d'enquête. Ainsi vous apprendrez enfin ce qui s'est passé dans vos services pendant les douze ans durant lesquels vous les avez dirigés ».

Le « dialogue » avec M. Roger Cabot illustre mieux qu'un autre cet état d'esprit. Commissaire divisionnaire à Bordeaux durant une vingtaine d'années, M. Cabot a pris la tête du SAC en

Gironde en 1978, à l'heure de sa retraite. Quand avez-vous vu M. Pierre Debré, secrétaire général du SAC, pour la dernière fois, lui demandait-on ? « L'an dernier. En février, je crois, au moment des élections ». Et à Bordeaux, quand avez-vous vu le SAC pour la dernière fois, poursuit-on ? « Pour lire les rôles, il n'y a pas longtemps », répond, imperturbable, M. Cabot, l'humour en verve.

L'entretien continué : « Y a-t-il eu des affaires judiciaires dans lesquelles les membres du SAC de Bordeaux étaient impliqués ? »

M. Cabot : « Quand je m'occupais d'une affaire judiciaire, je ne demandais pas aux gens leur carte de parti, leur appartenance politique. Ça, c'est ce qu'on demandait sous Vichy ».

« Vous en savez quelque chose, vous êtes entré dans la police sous Vichy ».

« C'est pour cela que j'en parle, rétorque M. Cabot, cette fois sans humour, mais avec un aplomb imperturbable. — L. G.

Le prix d'une vie

« Je pense qu'il n'a servi à rien. Je suis persuadé que la légende du SAC s'est créée par la faute de certains officiers de police qui ont protégé des hommes qui avaient adhéré à cette association pour faire des bêtises, dans le but d'avancer plus vite dans leur carrière. Sans ces policiers, le SAC aurait gardé sa virginité. Je suis convaincu que le SAC, qui n'a plus maintenant aucun appui dans la police, reprendra ses fonctions normales de mouvement militant de droite. Le SAC n'a plus grand-chose à voir avec le R.P.R. Ce n'est pas non plus un mouvement d'extrême droite. Le SAC est à l'image même de Debré, lequel est un honnête homme. Bien que je ne lui adresse plus la parole, je crois qu'il faut rendre justice même à ses pires adversaires ».

« Tant qu'il y a eu une autorité incontestée dans les milieux gauchistes, c'est-à-dire du temps du Général, il n'y a pas eu tellement d'affaires du SAC. Celles-ci ont commencé avec le président Pompidou. Celui-ci avait des complexes à l'égard des gauchistes parce qu'il n'avait pas fait de résistance. Il a donc tout laissé faire ».

AUDITION DE M. GASTON DEFERRÉ, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation

« Quand le drame d'Aurélien a éclaté, je me suis posé la question de savoir si je devais proposer au gouvernement la dissolution du SAC. Puis j'ai pensé qu'il fallait d'abord faire toute la lumière sur cette organisation, sur le plan administratif. Quand notre commission a été constituée, j'ai décidé d'attendre, pour prendre une décision, qu'elle ait pu poursuivre ses travaux. Car la dissolution du SAC à ce moment-là n'aurait pas facilité les choses. Et, par conséquent, je préfère surseoir ».

« A la fin des travaux de votre commission, le gouvernement réunira tout le dossier et pourra alors prendre une décision ».

« Y a-t-il eu des affaires judiciaires dans lesquelles les membres du SAC de Bordeaux étaient impliqués ? »

M. Cabot : « Quand je m'occupais d'une affaire judiciaire, je ne demandais pas aux gens leur carte de parti, leur appartenance politique. Ça, c'est ce qu'on demandait sous Vichy ».

« Vous en savez quelque chose, vous êtes entré dans la police sous Vichy ».

« C'est pour cela que j'en parle, rétorque M. Cabot, cette fois sans humour, mais avec un aplomb imperturbable. — L. G.

« Y a-t-il eu des affaires judiciaires dans lesquelles les membres du SAC de Bordeaux étaient impliqués ? »

M. Cabot : « Quand je m'occupais d'une affaire judiciaire, je ne demandais pas aux gens leur carte de parti, leur appartenance politique. Ça, c'est ce qu'on demandait sous Vichy ».

« Vous en savez quelque chose, vous êtes entré dans la police sous Vichy ».

« C'est pour cela que j'en parle, rétorque M. Cabot, cette fois sans humour, mais avec un aplomb imperturbable. — L. G.

« Y a-t-il eu des affaires judiciaires dans lesquelles les membres du SAC de Bordeaux étaient impliqués ? »

M. Cabot : « Quand je m'occupais d'une affaire judiciaire, je ne demandais pas aux gens leur carte de parti, leur appartenance politique. Ça, c'est ce qu'on demandait sous Vichy ».

« Vous en savez quelque chose, vous êtes entré dans la police sous Vichy ».

« C'est pour cela que j'en parle, rétorque M. Cabot, cette fois sans humour, mais avec un aplomb imperturbable. — L. G.

« Y a-t-il eu des affaires judiciaires dans lesquelles les membres du SAC de Bordeaux étaient impliqués ? »

M. Cabot : « Quand je m'occupais d'une affaire judiciaire, je ne demandais pas aux gens leur carte de parti, leur appartenance politique. Ça, c'est ce qu'on demandait sous Vichy ».

« Vous en savez quelque chose, vous êtes entré dans la police sous Vichy ».

« C'est pour cela que j'en parle, rétorque M. Cabot, cette fois sans humour, mais avec un aplomb imperturbable. — L. G.

« Y a-t-il eu des affaires judiciaires dans lesquelles les membres du SAC de Bordeaux étaient impliqués ? »

M. Cabot : « Quand je m'occupais d'une affaire judiciaire, je ne demandais pas aux gens leur carte de parti, leur appartenance politique. Ça, c'est ce qu'on demandait sous Vichy ».

« Vous en savez quelque chose, vous êtes entré dans la police sous Vichy ».

« C'est pour cela que j'en parle, rétorque M. Cabot, cette fois sans humour, mais avec un aplomb imperturbable. — L. G.

« Y a-t-il eu des affaires judiciaires dans lesquelles les membres du SAC de Bordeaux étaient impliqués ? »

M. Cabot : « Quand je m'occupais d'une affaire judiciaire, je ne demandais pas aux gens leur carte de parti, leur appartenance politique. Ça, c'est ce qu'on demandait sous Vichy ».

« Vous en savez quelque chose, vous êtes entré dans la police sous Vichy ».

le journal mensuel de documentation politique après-demain (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur

LE PROBLÈME FONCIER (II)

Envoyer 30 francs (timbres à 1 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé, ou 90 F pour abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Grandes Vacances Opel

Crédit* Spécial

Modèles 83. Prix 82.

Du 1^{er} au 31 juillet, Opel vous offre de grandes vacances ! Il maintient le prix 82* sur tous les modèles 83 déjà en stock. Et en plus, pendant vos vacances, le crédit, c'est le stock de vos soucis : vous ne paierez la première mensualité qu'en septembre. Préparez bien vos grandes vacances Opel !

OPEL

60 - BEAUVAIS AUTOMOBILES
12, rue de Clermont - 445.33.27.
11, avenue Montaigne (Parking La Flèche) - 402.05.21.
60 - CHANTILLY - S.A.B.E.L.L.
33, avenue du Maréchal Joffre - 457.05.09.
60 - COMPIEGNE - SAINT MERRI AUTO
20, rue de Clermont - 483.27.17.
75 - PARIS 19^e - ETS SUFFREN
40 bis, avenue de Suffren - 754.06.35.
75 - PARIS 19^e - R. PETIT S.A.
81, rue de Meaux - 607.93.92.
77 - BRIE COMTE ROBERT -
BRIE COMTOISE AUTOMOBILE W 19 - 405.30.33.
77 - CHELLES - CHELLES AUTOMOBILES
Avenue de Sylvie - 21 - 008.53.02.
77 - MEAUX - MEAUX AUTOMOBILES
40, avenue des Cordeliers - 025.32.00.
77 - MELUN - GARAGES DE BRIE ET CHAMPAGNE
27, route de Montreuil - Vaux le Pons - 439.37.08.
77 - PROVINS - GARAGES DE CHAMPAGNE
2, rue A. Briand - 400.04.86.
78 - MANTES LA VILLE - BUCHELEY AUTOMOBILES
11, rue de l'Ouest - 092.41.11.
78 - ORSEVAL - GARAGE PARIS DEUILLE
Route Nationale - 975.85.26.

91 - ATHIS MOINS - ATHIS AUTOMOBILES
72-74, rue de Fontainebleau (N 7) - 938.61.45.
91 - CORBEIL ESSONNE -
ETS LESAGE (garage du stade)
86-92, rue Saint-Spire - 089.28.54.
91 - ETAMPES - S.A.E.S.
104, boulevard St-Michel - 494.37.72.
91 - PALAISEAU - S.A.B.E.L.L.
1, rue de l'Ind - 21 Les Glais - 920.67.69.
92 - ASNIERES - PERROT ASNIERES
36-38, rue P. Brissac - 783.73.30.
92 - BOULOGNE-S/SEINE - CENTRAL GARAGE
110, avenue Victor Hugo - 604.47.14.
92 - COLOMBES - H.S.A.
118, avenue Henri Barbusse - 762.17.80.
92 - NANTERRE - PARIS-OUEST-SERVICE
8, avenue Léon - 725.14.73.
92 - RUEIL MALMAISON - ETS LETOURNEUR
25-29, boulevard Richelieu - 749.54.10.
92 - SCEAUX - ETS LOISEAU
118, rue Houdan - 702.72.50.
93 - AULNAY SOUS BOIS - GUIOT AUTOMOBILES
6, rue Jules Prince - 669.13.34.
93 - DRANCY - GARAGE MAGSI
88, avenue Jean Jaurès - 830.69.44.

93 - LIVRY GARGAN - GUIOT ET FILS
1 et 3, avenue Aristide Briand (RN 3) - 302.83.31.
93 - PIERRETELE - AUTO HALL
79-78, avenue Léon - 621.63.20.
93 - ROSNY SOUS BOIS - CENTRAL GARAGE -
J. Molot 15, rue Paul Cuvier - 528.00.70.
94 - CHROSY LE ROI - VALMAR
46-48, avenue d'Alfortville - 890.06.06.
94 - CRETEIL - BRUNAMONT ET CARO
Centre Commercial porte 13 - 809.57.87.
94 - IVRY SUR SEINE - ETS LEON GUENON
97-99, avenue de Verdun - 672.40.54.
94 - SAINT MAUR - BRUNAMONT ET CARO
15, boulevard Maurice Berthelet - 885.42.40.
94 - VILLEJUIF - EUROPE DIESEL
134, boulevard Maxime Gorki - 728.29.50.
94 - VILLENEUVE ST GEORGES - S.A.S.
2, avenue de Melun - 392.35.62.
95 - ARDENNEUIL - GARAGES ABC
71, boulevard de Stalingrad - 410.31.31.
95 - BEZONS - GARAGES ABC
28-32, rue Emile Zola (port de Bezons) - 947.72.84.
95 - PONTAISE - VALOISE MOTORS
31, rue de Paris - St Ouen l'Aumône -
(RN 14) - 037.20.78.

HOTEL FILIPPO - CATTOLICA/Adriatique
Tel. 1939541/980993 (Réservez 20-22) Construction neuve sur bailli de la mer avec
tous les services : Chambres avec douche, WC, téléphone, balcon ou sur cour, Parking
spécialisé, tranquillité, service sur la mer, restaurant, piscine, bar, sauna, etc.
Service hôtelier, Cuisine italienne : 7 jours par semaine (sauf dimanche) - 112.000 Litres - 100
personnes - 142.000 Litres - 100 personnes, 100 personnes.

Un grand roman
qui fait scandale aux U.S.A.
écrit par quelqu'un qui sait...

«... FÉMINISME EXAGÉRÉ
ÉROTISME TORRIDE...»
J.D. Woodhouse

PECCIES CARDINAL

Andrew M. Greeley

CINE

Le prix de la santé

3 - FREDERICK LAMOTTE

Du CREDOC au SESI

Le Monde

société

LES CONSÉQUENCES DRAMATIQUES DE DEUX ACCOUCHEMENTS

Le prix d'une vie

De notre correspondant

Nancy. — Le 18 juin 1977, Mme Véronique Drapier, dix-neuf ans, accoucha normalement d'une petite fille, Peggy. Une banale infection nécessita toutefois, quatre jours plus tard, la mise en place d'un traitement. Du gynécologue et un antibiotique lui furent administrés. Le drame débuta alors. Dès le 19 juin, la jeune femme se plaignait de douleurs, de fourmillements dans les jambes. Elle le fera remarquer, en vain, au personnel soignant. Tout au plus changera-t-on l'antibiotique par un autre. La température ne cessera d'augmenter.

C'est dans un état semi-comateux que la jeune mère sera transportée dans un autre service. Le traitement avait, en fait, déclenché un processus irréversible de gangrène des membres inférieurs. De juillet 1977 à avril 1980, Véronique Drapier eut quatorze interventions chirurgicales, dont l'amputation des deux jambes, et une hystérectomie (ablation de l'utérus), qui lui interdit toute grossesse future. « Je me suis réveillée seule dans une grande chambre bleue. Lorsque j'ai voulu bouger ma jambe, je me suis aperçue que je ne l'avais plus », expliqua-t-elle avec une dignité résignée en octobre dernier, lorsqu'elle se présente, dans son fauteuil roulant, devant la barre du tribunal correctionnel de Nancy.

A l'époque, l'avocat général, s'appuyant sur les rapports des experts et des contre-experts, avait admis l'existence d'une faute due au traitement et à un défaut de surveillance. Le tribunal avait alors condamné d'une peine amiable la responsable du service en cause, estimant « qu'il avait commis une faute d'imprudence en relation directe avec les lésions dont fut atteinte la jeune femme ». Le 5 juillet,

son avocat, M. Georges-Philippe Bloch, du barreau de Nancy, récoipa devant le tribunal administratif de Nancy le cas de Mme Véronique Priol, épouse divorcée Drapier depuis 1981. Il mettra en cause la responsabilité de la maternité puis celle du C.H.R., principalement, dans ce dernier cas, pour l'absence de personnel soignant au réveil de la première amputation. Un point d'ailleurs contesté par le service de réanimation en cause.

Y a-t-il un prix à une vie défigurée à vingt-trois ans ?

Dans ses conclusions, retenant la seule responsabilité de la maternité, le commissaire du gouvernement, M. Hergin, a estimé à 900 000 F le préjudice global des « conditions d'existence de la jeune femme », dont l'incapacité permanente partielle est évaluée à 90 %. Le préjudice esthétique, qualifié de « considérable », a été ramené des 150 000 F demandés à 100 000 F, le préjudice douloureux de 500 000 F à 80 000 F.

Seul chiffre dramatiquement inchangé, les 3 332 F du fauteuil roulant, acheté voilà des années. Malgré la terrible situation de la jeune femme, celle-ci n'a perçu aucune indemnisation ou provision depuis 1977. Une seule année même été pratiquée, sur le salaire de son mari pour un montant de 855 F, afin de couvrir les frais afférents aux deux journées passées au service de gynécologie de la maternité. Avec une fille de cinq ans, élevée durant les années d'hospitalisation de sa mère par ses grands-parents, à vingt-trois ans, Mme Véronique Priol-Drapier restera néanmoins seule, quel que soit le montant des indemnités que lui attribueront, sans doute, sous quinze ans, le tribunal administratif de Nancy.

JEAN-LOUIS BEMER.

MÉDECINE

Le prix de la santé

(Suite de la première page.)

L'efficacité des études entreprises, tant pour justifier le bien-fondé de certaines dépenses engagées que pour réduire les gaspillages ou les abus, se traduit déjà, modestement certes, par le ralentissement de la croissance des dépenses hospitalières.

Mais le caractère tardif et fragmentaire des indications ainsi obtenues de sources très dispersées conduit à l'heure actuelle à de grandes difficultés pour le pilotage, presque à l'aveugle, d'un système de santé dont le coût s'accroît non seulement en fonction du progrès technologique, mais de la progression considérable de la démographie médicale et de la médicalisation constante de la vie quotidienne.

La France compte cent huit mille médecins en activité, et les auteurs du rapport présenté à ce sujet à la Commission des

comptes estiment qu'il faut attendre trente ans pour que s'équilibrent le nombre des retraités et des praticiens nouvellement diplômés. En dix ans (1971-1981), si le nombre des médecins libéraux a été multiplié par 1,5, celui des consultations l'a été par 1,7 et celui des visites par 1,4.

Les actes dits techniques, c'est-à-dire les indications strictement médicales (et en l'absence de code de remboursement) ont été quant à eux multipliés respectivement par 2,3 et 2,4.

Une telle évolution de la consommation d'actes techniques appelle une étude plus précise de ce phénomène qu'il importe d'analyser sous peine de voir les médecins compenser la baisse de leur niveau de vie par une multiplication inutile et coûteuse d'actes exploratoires divers et diversément lucratifs.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

Du CREDOC au SESI

M. Jack Rallin, qui présidait la première séance de la Commission des comptes de la santé depuis le changement de gouvernement, a annoncé la création d'un Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (ou SESI) qui résulte d'une décision commune du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale et du ministère de la santé.

« Il nous est apparu essentiel », a-t-il déclaré, « de développer de façon décisive l'appareil d'information et d'analyse afin de disposer des outils permettant de prévoir les effets sur les agents économiques des décisions prises en matière de santé et de sécurité sociale ».

L'activité du SESI, dont la direction a été confiée à M. Jean-Pierre Le Moine, concernera tant le développement des enquêtes et des systèmes d'information sur la morbidité, les activités hospitalières et les établissements sociaux, que l'étude des bénéficiaires des transferts sociaux ou l'élaboration des comptes.

Les comptes de la santé sont donc transférés dorénavant du CREDOC au SESI, ce qui suscite chez les spécialistes du CREDOC qui les assuraient de-

puis des années une vive amertume.

La prise en charge directe des comptes de la santé par le ministère lui-même est délicate, a déclaré M. Rallin, et elle devra attendre l'été 1982. Le CREDOC restant « un interlocuteur privilégié » mais non le maître d'œuvre.

Le ministère de la santé a annoncé en outre que les premiers résultats de l'enquête décennale sur la santé conduites en collaboration avec de nombreuses institutions nationales seront rendus publics en 1983, un système d'enquête mensuelle de conjoncture sur les dépenses de santé sera mis en place par le ministère grâce à une enquête directe menée dans un premier temps auprès des hôpitaux publics, puis, ultérieurement, des cliniques privées et des autres secteurs de la consommation médicale.

Ces projets ambitieux « correspondent », a conclu M. Rallin, « à une nécessité profonde. Ils constituent un des volets de l'action gouvernementale pour que chaque Français ait dans le domaine de la santé le sort à bon endroit. » — Dr E.-L.

LE DIRECTEUR DE LA CLINIQUE DE CHAMPIGNY S'EXPLIQUE

Une information vient d'être ouverte par le parquet de Créteil pour « rechercher les causes de la mort » de Mme Annette Cohen, décédée mardi 6 juillet, avec l'enfant qu'elle mettait au monde dans une clinique de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) (Le Monde du 9 juillet). L'instruction a été confiée à M. Simon Luciani, juge d'instruction à Créteil.

En attendant le silence dont le s'entouraient, les responsables de la clinique apportent une version différente des événements relatés par la famille Cohen : « Je respecte la peine de M. Cohen, sa réaction est normale et compréhensible », explique M. Albert Jalkh, directeur administratif de l'établissement, mais le fœtus se trouvait dans un endroit où il est difficile de contrôler les allées et venues ». M. Jalkh, qui dit espérer qu'il n'était pas dans l'établissement ce jour-là, déclare que Mme Cohen « n'a pas été seule plus de cinq minutes » et que « l'enfant n'était pas encore sorti au moment de la chute de la mère ».

L'établissement de haut niveau, puisque classé en catégorie A, possède vingt-huit lits dans sa section maternité et est doté d'appareils de réanimation conformes à cette classification. « Habituellement nous accoupons », explique M. Jalkh, la famille dans la salle de travail. La mère et la belle-mère de Mme Cohen sont d'ailleurs restées avec elle pendant plusieurs heures avant que la femme estimant qu'elle faisait trop de bruit les a malheureusement fait sortir. Ce jour-là, deux sages-femmes étaient de service, une en salle de travail, une autre avec les mères. Il y avait également quatre auxiliaires puéricultrices et deux infirmières.

« Lors de l'accouchement », M. Cohen tombe de la table de travail, on l'a tout de suite transféré en salle de réanimation où il y avait un médecin accoucheur, un chirurgien et un anesthésiste. »

ÉDUCATION

● Création d'une université des Antilles-Guyane. — Un décret paru au Journal officiel du 9 juillet crée une université dans ce territoire d'outre-mer. L'université du centre universitaire des Antilles-Guyane. Créée en 1970, l'établissement public à caractère scientifique et culturel comprend cinq unités d'enseignement et de recherche. Trois en Grande-Guyane (sciences, lettres, sciences exactes et sciences de la santé) et deux en Martinique (sciences juridiques et lettres).

Quelques trois mille sept cents étudiants étaient inscrits dans ce centre universitaire en 1981-1982. La différence entre une université et un centre universitaire concerne l'organisation pédagogique et le recrutement des enseignants. Cette décision prendra effet à compter du 1^{er} octobre 1982.

● RECTIFICATIF. — L'école normale de jeunes filles du boulevard de la République (Paris) n'est pas la seule liste des admissibles à été publiée dans nos éditions du 9 juillet. Sont admises les quarante-huit premières nommées (jusqu'à Mlle Nathalie Mosoni). Les 49^e, 50^e et 51^e seront admises en cas de désistement. A partir de la 52^e, il s'agit d'élèves admissibles, mais non admises.

INSTITUT DU CHATELET

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SANS CONTRAT AVEC L'ÉTAT
4^e et 5^e TERMINAUX
A B C D
EFFECTIFS LIMITÉS
Première B
HORAIRES RENFORCÉS
RÉSULTATS MEUBONADAIRES
19, rue des Halles
75001 PARIS
Tél. : 1-43-12-13-14-15
M^{rs} Châtelet - R.R.R. Les Halles
Même formule pédagogique à SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
572-35-84

SCIENCES-PO

Stage intensif d'été
Préparation annuelle
Corps préparant diplôme I.E.P.

SUP ASSISTANCE

Enseignement supérieur privé
13, rue des Halles - 75001 PARIS
236-12-13-14-15
Centres à BORDEAUX et à LYON
Préparation annuelle octobre-juin
aux grandes écoles de commerce

DÉFENSE

APRÈS LE CONFLIT DES MALOULINES ET LA GUERRE IRANO-IRAKIENNE

Des armements français convoités et concurrencés

Il fallait s'y attendre : la publicité donnée aux succès de certaines armes françaises aux Malouines et au Proche-Orient a déjà eu pour effet d'inciter récemment des clients étrangers à s'intéresser aux caractéristiques et aux performances des matériels engagés, tels le missile air-surface AM-39 Exocet et le missile anti-aérien Roland.

Des contacts ont été pris par le Venezuela, le Koweït et la Qatar pour ce qui concerne le Roland, ce missile supersonique contre avions à basse altitude que les Argentins ont utilisé, avec succès, en protection de Port-Stanley contre des Harrier britanniques, et que les Irakiens ont lancé, avec quelque réussite, contre des Phantom iraniens.

Avant l'embarco décrié par les Européens, la France avait livré deux postes de tir Roland sous « shelter » (abri mobile) à l'Argentine. Le premier était dirigé en défense rapprochée d'une base aérienne dans le sud du pays et le second déployé en catastrophe aux Malouines, où il a été engagé, dit-on, contre au moins cinq Harrier. De son côté, l'Irak, qui a commandé ce système de défense aérienne à la France pour 10 milliards de francs, a été, il y a deux mois, le second à déployer deux Phantom iraniens qui ont été détruits en vol.

Ces détails, souvent méconnus du public, sont observés à la loupe par les états-majors étrangers et par leurs spécialistes de l'armement, qui demeurent à l'affût de renseignements sur les conditions dans lesquelles sont engagées en vraie grandeur opérationnelle, et non plus seulement en expérimentation ou en démonstration par leurs fabricants, les matériels censés satisfaire leurs besoins militaires.

Dans le cas présent, l'armement que peut exercer le Roland ou le Crotale sur les responsables du Koweït et de Qatar ne signifie pas le succès assuré pour les industriels français. Au contraire.

Pressantes sollicitations

La France se heurte dans cette région du monde à une vigoureuse rivalité des Etats-Unis. Les Etats du Golfe sont, en effet, la cible de pressantes sollicitations de Washington : en particulier, une offre de leur fournir un réseau intégré et commun de défense aérienne des bases et des côtes, à partir de plusieurs modèles de missiles américains

qui se complètent à toutes les altitudes.

Avec l'achat d'avions-radar Boeing E-3A, capables de coordonner cette défense aérienne, l'Arabie Saoudite devrait jouer un rôle primordial dans l'achèvement de ce projet. Elle pourrait influencer directement ses partenaires du Golfe dans le choix des missiles adaptés au contrôle par les avions, et dans cette éventualité, les engins américains sont mieux placés que les engins français.

Précisément, à l'occasion d'un marché potentiel : celui des missiles surface-surface ou air-surface du modèle Exocet, l'Arabie Saoudite est — toutes comparaisons gardées — dans le même rapport de forces, vis-à-vis de ses fournisseurs français, que dans le cas des systèmes d'armes anti-aériens. Les Saoudiens estiment avoir besoin de missiles de ce type, émiratement de l'AM-39, et ils l'ont fait savoir à la France comme ils l'ont exprimé à d'autres fabricants étrangers d'engins concurrents de l'Exocet.

L'Irak a utilisé l'AM-39 depuis des hélicoptères Super-Frelon

conçus par la France, contre quatre bateaux iraniens, dans les premiers mois de son conflit avec l'Iran. Les Argentins, pour leur part, ont lancé quatre AM-39, qui ont neutralisé un escorteur et un porte-conteneurs britanniques, et il ont « bricolé » un Exocet MM-38 — dans sa version surface-surface — à l'origine sur l'un de leurs navires de guerre, — qu'ils ont débarqué sur les Malouines pour le mettre en batterie à terre et le tirer, à la hâte, contre un deuxième escorteur britannique touché durant la dernière phase des hostilités.

Selon des informations recueillies à Paris, la volonté des Saoudiens serait double : disposer, d'abord, de missiles AM-39 pour des avions de patrouille maritime et ensuite, obtenir de la France — à laquelle ils ont déjà commandé des missiles surface-surface Otomat pour leurs frégates de 4 000 tonnes — une version du missile anti-aérien Crotale spécialement améliorée pour fonctionner comme un système antissileurs qui intercepterait des engins au ras de l'eau.

Des missiles

Ce Crotale naval anti-missiles est aujourd'hui à l'étude chez Thomson-C.S.F. et Matra et il pourrait être prêt pour 1984 ou 1985.

On le voit, le conflit des Malouines et celui qui a opposé l'Irak à l'Iran ont relancé les tractations de la France avec certains de ses clients, notamment au Proche-Orient, dans des secteurs de l'armement et à un moment où les Etats-Unis jouent de leurs alliances préférentielles pour s'installer en force et embarrasser les Français.

« Même si nous ne devions recevoir que quelques missiles au Proche-Orient, face à la contre-attaque américaine, ce serait déjà confortable et suffisant. » Ce serait même, à l'en croire, d'autant plus indispensable que l'on peut redouter, dans le même temps, une fermeture progressive des marchés européens, obligés à des solutions de rapprochement ailleurs.

En Europe, en effet, les budgets de la défense ont tendance à marquer le pas. Face à cette diminution du pouvoir d'achat de leurs forces armées, les gouvernements ne savent pas toujours comment orienter leurs dépenses

JACQUES ISNARD.

PRÉCÉDEMMENT CONDUITS DEPUIS LES COTES AQUITAINES

Des tirs de missiles balistiques auront lieu au large de la Bretagne

Biscarrosse (Landes). — Des tirs de missiles balistiques, à partir de sous-marins, auront lieu, dans un avenir proche, au large de la Bretagne, au lieu des côtes de l'Aquitaine où est installé l'essentiel du centre d'essais des Landes dans la région de Biscarrosse, Capbreux et Hourtou. C'est ce qu'a annoncé, jeudi 8 juillet à Biscar-

rosse, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, venu célébrer le vingtième anniversaire de la création du centre chargé d'expérimenter en Atlantique les engins spéciaux français après la fermeture, en 1967, du centre de Colomb-Béchar-Hammaguir en Algérie.

En vingt ans, le centre d'essais des Landes a tiré plus de six mille engins, dont cent dix missiles balistiques stratégiques et quarante missiles nucléaires tactiques Pluton.

Depuis le tir du 18 novembre 1980, le centre de Biscarrosse s'est attelé à la tâche principale d'expérimenter le missile M-4, le premier missile français à trois étages de propulsion, doté de plusieurs charges thermonucléaires et destiné au sous-marin nucléaire d'attaque, qui vient d'être lancé à Cherbourg et qui sera opérationnel durant l'été 1982. « Ce sont les essais les plus complexes que nous ayons jamais eus à mener », a reconnu l'ingénieur en chef de l'armement Schwebel, chef de la division des programmes.

Un huitième tir expérimental de M-4 est en cours de prépa-

ration à Biscarrosse, depuis un socle à terre, et il pourrait avoir lieu à la fin de l'été sous la responsabilité de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), le maître d'œuvre du projet. Les tirs sont dirigés vers les Açores et ils mobilisent quatorze radars de précision au sol, vingt calculateurs et de l'ordre de cinq cents à six cents personnes embarquées à bord d'hélicoptères, d'avions de patrouille maritime ou de bâtiments de mesure et d'observation, ou basés sur l'île portugaise de Flores pour l'étude de la trajectoire.

Evocant l'avenir des installations du centre d'essais, le ministre de la défense a indiqué que les techniciens seront prochainement amenés à utiliser la station de Quimper (Finistère) comme base de lancement pour les tirs à plus longue portée.

Cette annexe du centre d'essais des Landes, en Bretagne, a été inaugurée en juillet 1980. Avec ses deux radars de trajectographie, ses équipements de télémesure et ses moyens de calcul et de transmissions, la base de Quimper permet, à l'occasion du vol du troisième étage du M-4, de recueillir des mesures pendant les essais tout en s'affranchissant des perturbations que la flamme de l'engin apporte à la propagation des ondes radio-électriques.

M. Hernu n'a pas publiquement explicité la date et les raisons pour lesquelles les tirs balistiques à partir de sous-marins — il

s'agit du sous-marin expérimental Symbole mais, probablement, aussi des sous-marins opérationnels — seront transférés des côtes de l'Aquitaine au large de la Bretagne.

Selon les techniciens de Biscarrosse, les lancements depuis la Bretagne, à proximité des installations portuaires de la force océanique stratégique de Toulon, en rade de Brest, permettront de se dispenser de l'autorisation préalable des autorités américaines qui contrôlent le déplacement de tous les mobiles aériens dans cette zone de l'Atlantique, au nom du droit qui leur a été reconnu en prise en charge du trafic (Flight Information Region ou FIR), notamment aux Açores, depuis la fin de la dernière guerre mondiale.

Accessoirement, le tir depuis la Bretagne supprimera la gêne des activités observées jusqu'alors au nord-ouest de la péninsule ibérique.

Mais l'avantage majeur qui devrait en résulter est surtout de pouvoir expérimenter des engins à plus longue portée. Le M-4 actuel couvre une distance de 4 000 kilomètres avec six charges explosives. Le même missile, avec une seule tête, pourrait porter à plus de 4 000 kilomètres et l'on sait que les Etats-Unis possèdent déjà à son successeur, le M-5, qui serait embarqué à bord du septième sous-marin qui devrait être prêt en 1984 selon les directives du conseil de défense. J.I.

Service d'action civique
le mouvement

inésies



Etre classique, pour un reflex 24x36, c'est refuser la gadgetisation pour privilégier les performances techniques authentiques, c'est dire non aux modes pour leur préférer ces qualités éternelles que sont la solidité, la fiabilité, la simplicité, l'intelligence.

Comme tous les Nikon, le FE appartient à cette race. Fournisseur depuis longtemps des plus grands professionnels, Nikon l'a créé pour vous servir, pour vous aider, pour vous éviter les ennuis. Automatiquement.

Le Nikon FE est un automatique à priorité à l'ouverture et débrayage possible en semi-auto ou en manuel.

Regardez-le, touchez-le: sa finition sans concessions, ses commandes sont harmonieusement groupées, il est confortable, beau, robuste, d'une virilité presque sensuelle.

Essayez-le... affichez l'ouverture, cadrez, mettez au point et déclenchez, c'est tout. Le reste se fait automatiquement. Tout en vous tenant constamment informé visuellement sur la vitesse, le FE calcule instantanément

l'obturation idéale (de 8 à 1/1000^e seconde), l'exposition correcte, votre photo parfaite.

Vous pensez aux sujets qui bougent? Aux lumières qui changent? Grâce au système de mesure à travers l'objectif (TTL), vous restez maître de la vitesse et vous pouvez la corriger immédiatement.

Atouts supplémentaires du FE: le contrôle de la profondeur de champ (qui vous permet de maîtriser avec précision la netteté de vos images), la compensation d'exposition (pour sous-exposer délibérément), la mise en mémoire de l'exposition (pour les sujets à contre-jour ou les lumières difficiles).

Appareil complet, le FE a plus pour lui: levier de surimpression pour des expositions multiples en séquence prises avec moteur, retardateur, plages de visée interchangeables — entre autres!

Vous voulez prendre les commandes et jouer avec les lumières et les ombres? Vous voulez aller plus loin dans la création? Alors débrayez

le FE pour passer, soit en semi-auto (vous bénéficiez de la cellule), soit manuel (vous êtes seul à décider). Avec 14 positions de vitesses, ses vitesses mécaniques B à M 90 (1/90^e sec.), le grand automatique est aussi un grand manuel.

Vous voyagez beaucoup? Et loin? En cas d'usure des piles, la position de déclenchement mécanique (M 90) est toujours possible.

Le Nikon FE, c'est aussi tout Nikon dans un Nikon. Tout Nikon,

c'est-à-dire la tradition Nikon, centrée depuis 1917 sur l'optique et ses applications les plus diverses, du télescope astronomique aux microscopes en passant par les lunettes. Tout Nikon, c'est-à-dire le système Nikon, le plus riche et le plus performant de toute la photographie 24x36 Reflex: plus de soixante objectifs Nikkor et Nikon Série E, les moteurs, les flashes et les accessoires.

Nikon FE: un classique de l'automatisme.



Automatique à priorité à l'ouverture et débrayage possible en semi-auto ou en manuel.

Nikon présente le FE: un classique de l'automatisme.

TED BATES

Avec le FE comme avec tous les Nikon, vous entrez dans le système Nikon, un univers de perfection optique qui vous permet toutes les approches.

Objectifs Fisheye	Téléobjectifs	Objectifs Catadioptriques	Objectifs Zoom
f/2.8 16mm	f/2.8 85mm	f/8 300mm	f/4 25-50mm
f/2.8 18mm	f/2.8 105mm	f/11 1000mm	f/3.5 35-70mm
f/3.6 10mm OP	f/2.8 135mm	f/11 2000mm	f/3.5 43-86mm
f/2.6 16mm	f/2.8 180mm	f/11 300mm	f/4 80-200mm
Viscous fisheye DF-1	f/4 200mm	f/3.5 28mm	f/4.5 180-600mm
Pour 10mm IF-ED	f/4.5 300mm	f/1.2 58mm	f/5.6 200-600mm
f/5.6 OP	f/2.8 IF-ED	f/2.8 35mm	f/11 ED 360-1200mm
Objectifs Grands-Angulaires	f/5.6 IF-ED	f/2.8 55mm	
f/5.6 13mm	f/3.5 IF-ED	f/4 120mm	
f/3.5 18mm	f/3.5 400mm	f/2.8 105mm Micro	
f/2.8 24mm	f/5.6 IF-ED	f/4 200mm Micro	
f/2.8 25mm	f/4 600mm	f/2.8 25mm	
f/2.8 35mm	f/4 800mm	f/2.5 35mm	
Objectifs Normaux	f/1.1 IF-ED	f/1.8 50mm	
f/1.8 35mm	f/1.2 50mm	f/2.8 135mm	
f/1.4 50mm	f/1.1 50mm	f/3.5 75mm	
f/1.2 50mm	f/1.1 1200mm	f/1.8 135mm	
		f/3.5 150mm	
		f/2.8 210mm	

1 Sac souple pour objectifs. 2 Entoilé d'objectifs en simili. 3 Parasoleil. 4 Bouchon avant d'objectif. 5 Bouchon arrière d'objectif. 6 Entoilé pour objectif boîtier en simili. 7 Filtre. 8 Porte-gelatine. 9 Poignée revolver modèle 2. 10 Déclencheur souple AR-3. 11 Déclencheur souple pour poignée revolver AR-6. 12 Alimentation à piles SD-5 pour SB-6. 13 Accu CdNi SN-3 pour SB-6. 14 Flash électronique SB-6. 15 Flash électronique SB-10. 16 Adaptateur grand-angle SW-2 pour SB-10. 17 Sac fourre-tout FB-11A. 18 Sac fourre-tout FB-17. 19 Sac fourre-tout FB-18. 20 Adaptateur pour microscope Microflex. 21 Chargeur SH-3 pour SN-3. 22 Alimentation à piles pour flash annulaire et Medical Nikkor. 23 Flash électronique SB-11. 24 Flash électronique SB-14. 25 Porte-piles MS-2 pour SB-10. 26 Tige panoramique AP-2. 27 Bouchon de boîtier. 28 Courroie de cou en cuir AN-1. 29 Sac fourre-tout FB-15. 30 Sac fourre-tout FB-14. 31 Alimentation secteur SA-3 pour SB-6. 32 Alimentation en courant alternatif pour flash annulaire et Medical Nikkor. 33 Câble de liaison SC-13 pour SU-2. 34 Adaptateur grand-angle SW-3 pour SB-11. 35 Auto-calculateur SL-2. 36 Entoilé insensibilisant CS-13. 37 Entoilé de boîtier souple. 38 Courroie de cou en étoffe AN-4. 39 Alimentation basse tension. 40 Flash annulaire SR-2. 41 Symboflash SB-6. 42 Câble de liaison pour poignée revolver MC-3. 43 Câble de télécommande MC-10 avec poussoir de déclenchement. 44 Sac fourre-tout FB-9. 45 Courroie de cou en étoffe AN-5. 46 Sac fourre-tout de luxe CB-122. 47 Coupleur de flash AS-2. 48 Flash annulaire macro SM-2. 49 Déclencheur souple pour poignée revolver. 50 Câble de liaison SC-9 pour SU-1. 51 Auto-calculateur SU-1. 52 Câble de télécommande MC-4. 53 Loupe d'oculaire DG-2. 54 Viseur d'angle DR-3. 55 Verres de vision (B.E.K.). 56 Oculaire coussinette. 57 Adaptateur pour oculaire. 58 Verres correcteurs de vision. 59 Verres correcteurs de vision. 60 Oculaire coussinette. 61 Entoilé de boîtier semi-souple. 62 Déclencheur rapide AR-1. 63 Câble de synchro SC-5 SC-7. 64 Câble de synchro SC-11. 65 Déclencheur souple AR-2. 66 Câble de synchro SC-6. 67 Banc d'approche PG-2. 68 Soufflet PB-6. 69 Soufflet additionnel FB-6E. 70 Plaque porte-objets PB-6M. 71 Reproducteur PS-6. 72 Bague de conversion BR-3. 73 Bague d'inversion BR-2. 74 Bague allonge automatique FN-11. 75 Jeu de bagues allonges K. 76 Bague allonge automatique PK-11. 77 Erreur de fixation PC-3. 78 Bague automatique PK-12. 79 Bague allonge automatique PK-13. 80 Bonnettes pour microphotographie. 81 Carte grise. 82 Bague automatique BR-4. 83 Support d'appareil PH-4. 84 Déclencheur double AR-4. 85 Déclencheur double AR-7. 86 Statif de reproduction PF-4. 87 Déclencheur rapide AR-3. 88 Moteur MD-12. 89 Déclencheur MR-2. 90 Radiocommande MW-1. 91 Télécommande optique ML-1. 92 Dos dater MF-12. 93 Intervalomètre MT-1.

Pour obtenir une information complète sur les appareils, les objectifs et l'ensemble des accessoires Nikon, il suffit de renseigner auprès des revendeurs Nikon ou d'écrire à Nikon, Maison Brandt Frères, 10 rue de la Cerisaie, 92110 Charenton-le-Pont. Tél. 375.97.55.

L'homme qui écrivait des voyages



classe

150 F
(taxes et service compris)

Tous les jours de 12 à 15 h.

Hôtel PRINCE DE GALLES
33 avenue George-V PARIS 8^e Tél. 723 55.11

வினா

14 JUILLET

On a retrouvé la Bastille

La France a retrouvé la Bastille. Le 14 juillet 1789, une députation de la commune de Paris se rendit à la Bastille pour demander la libération des prisonniers. Le matin du 14 juillet 1789, une députation de la commune de Paris se rendit à la Bastille pour demander la libération des prisonniers. Le matin du 14 juillet 1789, une députation de la commune de Paris se rendit à la Bastille pour demander la libération des prisonniers.

Le matin du 14 juillet 1789, une députation de la commune de Paris se rendit à la Bastille pour demander la libération des prisonniers. Le matin du 14 juillet 1789, une députation de la commune de Paris se rendit à la Bastille pour demander la libération des prisonniers.

Le matin du 14 juillet 1789, une députation de la commune de Paris se rendit à la Bastille pour demander la libération des prisonniers. Le matin du 14 juillet 1789, une députation de la commune de Paris se rendit à la Bastille pour demander la libération des prisonniers.

Suivez le despotisme

Le matin du 14 juillet 1789, une députation de la commune de Paris se rendit à la Bastille pour demander la libération des prisonniers. Le matin du 14 juillet 1789, une députation de la commune de Paris se rendit à la Bastille pour demander la libération des prisonniers.

Le matin du 14 juillet 1789, une députation de la commune de Paris se rendit à la Bastille pour demander la libération des prisonniers. Le matin du 14 juillet 1789, une députation de la commune de Paris se rendit à la Bastille pour demander la libération des prisonniers.

LAURENCE BERTRAND.

LOCATION ET ANIMATION

Camping moins sauvage

ANIMATION dans les terrains de camping. L'animation dans les terrains de camping est devenue une véritable discipline. Elle consiste à organiser des activités pour les vacanciers, afin de leur offrir une expérience enrichissante.

Plus récemment, la chaîne Campexel 121 a également lancé une animation dans les terrains de camping. Elle propose des activités variées, telles que des ateliers de cuisine, des ateliers de peinture, etc.

Le matin du 14 juillet 1789, une députation de la commune de Paris se rendit à la Bastille pour demander la libération des prisonniers. Le matin du 14 juillet 1789, une députation de la commune de Paris se rendit à la Bastille pour demander la libération des prisonniers.

De 790 à 1 480 francs

Pratique pour les adeptes qui veulent découvrir la nature, la pratique pour les adeptes qui veulent découvrir la nature, la pratique pour les adeptes qui veulent découvrir la nature.

MIRVILLE GIGNOUX.

LA GRECE - AU CRIBLE -

Dans cette rubrique, nous vous présentons les offres de location de vacances en Grèce. Ces offres sont destinées à ceux qui souhaitent passer un été agréable et relaxant.

TOURISME HOTELS SELECTIONNES

Montagne

GRAND-HOTEL HOFWALD - 87140 LE HOFWALD - 03 87 14 11 11. Séjour dans le massif du Jura, en pleine nature.

05490 ST-VERAN (Haut-Alpes) - 03 84 51 11 11. Séjour dans le massif du Vercors, en pleine nature.

Provence

ROUSSILLON - 84220 GORDRES - 03 90 11 11 11. Séjour dans le massif du Luberon, en pleine nature.

Allemagne

D 7870 BADEN BADEN - 06 22 11 11 11. Séjour dans le massif du Black Forest, en pleine nature.

Italie

HOTEL LA PENICE - 36010 LA PENICE - 05 21 11 11 11. Séjour dans le massif des Apennins, en pleine nature.

VENISE

HOTEL LA PENICE - 36010 LA PENICE - 05 21 11 11 11. Séjour dans le massif des Apennins, en pleine nature.



L'argent des grands voyageurs.

Les voyageurs astucieux ne s'embarrassent pas d'argent liquide. Pour voyager en toute tranquillité, mieux vaut emporter des Travelers Cheques BankAmerica. Ils sont non seulement acceptés dans plus de 160 pays et remboursables dans plus de 40 000 points du globe, mais ils existent maintenant en trois devises :

Dollar US, Deutsch Mark, Livre Sterling. Ajoutez à cela que les Travelers Cheques BankAmerica sont garantis par BankAmerica Corporation dont les actifs dépassent 100 milliards de dollars et vous comprendrez pourquoi ceux qui savent où ils vont emportent des Travelers Cheques BankAmerica, où qu'ils aillent.

BankAmerica Travelers Cheques. World Money.

BA CHEQUE CORPORATION

Le Monde PHILATÉLISTES

Le numéro de juillet-octobre (72 pages)

LE PALMARES DE PHILEXFRANCE

LES FAUX DE SPÉRATI

et les nouveautés du monde philatélique

En vente dans les kiosques : Prix : 10 francs

11 bis, bd Haussmann, 75009 Paris

Tél. : (1) 47 11 11 11

En camping

Mes cavistes

Les cavistes sont des professionnels du vin. Ils ont une connaissance approfondie des vins et peuvent vous conseiller sur le choix de votre vin. Ils peuvent également vous offrir des dégustations et des conseils sur la conservation des vins.

RÉSIDENCES

campagne • Mer • Montagne

ORCHES MEXLEY

03 87 14 11 11

UN PLACEMENT UN EMPLOIEMENT UNE RENTABILITÉ

03 87 14 11 11

LE BOND POINT DES PAYS

03 87 14 11 11

LE BOND POINT DES PAYS

03 87 14 11 11

LE BOND POINT DES PAYS

03 87 14 11 11

LE BOND POINT DES PAYS

03 87 14 11 11

LE BOND POINT DES PAYS

03 87 14 11 11

LE BOND POINT DES PAYS

03 87 14 11 11

ARCHITECTURE

AU FESTIVAL DE MESLAY

JIMMY CLIFF A L'HIPPODROME DE PARIS

Un pas vers l'éducation nationale

M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, a expliqué jeudi 8 juillet, devant la presse, les orientations de la réforme « Enseignement — Architecture présent » ■ veille au conseil des ministres. Bien que le ministre ait précisé, et répété, qu'il s'agissait de « figures d'action qui n'ont en rien encore été étudiées au niveau ■ précision ■ requerrait leur mise en œuvre administrative », le conseil de l'ordre des architectes annonçait aussitôt que son président, M. Jacques Vissière, tiendrait une réunion de presse ce vendredi. La tension n'en a pas été très favorable au projet actuel.

Commentent ces décisions.
M. Roger Quilliot a souligné que les
enseignants ont pour vocation de
former pour l'enseignement de
l'architecture - un système éducatif
d'enseignement stable - qui permettra
de sortir d'un régime où régnait trop
l'ambiguïté et le bricolage ». Ces
mesures ont pour la première fois
rompre l'isolement qui séparait l'archi-
tecture des autres enseignements
supérieurs, de l'université. L'univer-
sité, cette stratégie rapproche
l'enseignement national

ministres, sont subordonnées aux initiatives des écoles, qui en assurent la mise en œuvre, en liaison entre elles, ou avec d'autres établissements supérieurs, formulant un projet.

Les orientations de la loi prévoient également un important rôle concernant le problème des personnels enseignant et administratif : suppression de la liste nationale d'aptitude, mobilité du corps enseignant, transitions sur les problèmes du cumul d'emploi et de rémunération, en attendant l'élaboration d'un nouveau statut des professeurs et la charge d'ensei-

Enfin, le ministre a évoqué l'avenir des établissements et leur fonctionnement interne, indiquant qu'il avait finalement choisi d'attendre la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, souhaitant aligner le statut des écoles d'art sur le statut des universités supérieures par la loi.

ENFANTS

RENCONTRES THÉÂTRALES A PORTO

Jeux et vérités

Nuages nouveaux chassés par le vent, lumière jaunie sur les palais et les églises de granite rebouchés d'azulejos, ces mêmes façades blanches des façades dans les ruelles pentues qui courent vers le fleuve Duro... La nuit de la Saint-Jean arrache Porto à sa mélancolie trouble avec ses feux, ses lanternes, ses costumes, ses pandos, hommes et femmes de tout âge, portant une longue fleur d'ail

de grands compositeurs comme Jorge Pazinho et Clotilde Rosa présente une œuvre d'inspiration musicale contemporaine écrite à l'intention des enfants. Au village de Sobro-Valongo, on va assister à une de ces étranges fêtes inconnues à bien des Portugais eux-mêmes, au *Bien do Popular das Bugadões* où toute la population célèbre depuis des temps immémoriaux la victoire sur les barbares (masques effrayants, costumes lourds et surabondés, cavalades violentes où les cavaliers sont montés à l'envers). Souvenir d'une victoire sur les Arabes ? Cérémonial de la fécondation, lié à l'équinoxe d'été ? Le théâtre ici est resté secé comme il l'est être en Grèce : hors du temps, et au lieu de l'homme, c'est l'enfant. C'étaient, ces *Bugadões*, un clair écho à la prétendue marginalité du théâtre pour enfants. Coupés de l'Europe par la tén-

Mais surtout l'originalité de ces rencontres tient à la volonté qui s'y est manifestée d'associer le théâtre avec enfants aux meilleures formes breuse Espagne, confrontés au seul océan, les Portugais ont prouvé à Porto qu'ils connaissaient comme personne les insularités étouffantes.

BERNARD RAFFALL

★ Renseignements : « Centro português de teatro para infancia e a juventude » 1000 Lisboa. - TEL : 57-38-31.

Le tour de Paris

Olivier fait visiter Paris à son camarade californien Burton.

« Nous avions un budget de 100 francs pour deux. Il a fallu être vigilant parce qu'hier sur les Champs-Élysées deux sandwiches au rosbœuf, un Coca et un diablo, nous sont revenus à 72,50 francs, oui, nous sommes un peu ébouriffés parce que

sur la Seine, avec des chars qui roulaient à l'eau, des chars qui m'arrivaient là, un peu modeste, admirable, genre olympique, le AXM-30... Si on a les moyens, c'est qu'on est à un poteau, j'étais en bas de la tour Eiffel, ça valait pas beaucoup, mais ça valait mieux qu'être étouffé à suicide, mais comme ça on a pu se débarrasser, parce que j'aurais préféré Beaubourg à la tour Eiffel, l'été, pour avoir un caractère, ça c'est la Sainte-Chapelle, on m'a monté au dernier étage, il y avait Tanguy, il paraît que c'est le style sous-marin, seulement, moi j'ai trop les fesses dénudées, j'étais dénudé jusqu'à dix mètres et moi j'en ai onze et j'étais quatorze, je faisais 52 francs, 26 francs chacun, on m'a redessiné, j'ai eu des problèmes, ça a été la caricature du portrait, il nous restait de l'argent, ça m'a coûté 30 francs le profit à 60 francs la face, mais il paraît que c'est beaucoup plus délicat, Burton a pris le profit, moi j'ai fait le portrait, ça c'est Magnon, avec une mixture à la menthe et un peu au poil de maïs, moi, un type voulait me faire pour 20 francs, mais j'ai refusé, c'est bon pour les touristes, Burton n'était pas content, je lui ai dit, je regrette pas, ça c'est Francis le Cro-Magnon avec beaucoup plus de succès, genre de Tanguy.

HERVÉ GUMBERT.

Mort du producteur André Paillé

Le producteur de cinéma André Paulré est mort le 11 juillet. Il était âgé de quatre-vingt ans. Son nom est associé à plusieurs uns des meilleurs films des

**Qualité française
des années quarante**

le 10 octobre 1998 à Saignes
 (Yonne). André Paulvé
 dans la banque a créé dans les an-
 nées 30 sa propre spécialité
 dans la bourse : les premières.
 Il a s'impressionné
 fondé une société qui distribue
 de Slod-
 mak. Quel brumes Marcel
 Carné, la Loi du Nord de Jacques
 Feyder, l'Enfer des anges de
 Christian-Jaque. Puis il a créé
 avec les Sa-
 fra, dans les deux ma-
 sons production et distribution.
 sur en 1977.

Entre 1940 et 1944, il exerça au sein du service de la production cinématographique française de l'État, sous la direction de Jean Grémillon, les Visiteurs du soir de Marcel Carné, l'Éternel Retour de Jean Delannoy. Il fut également à l'origine de la production de Enfants du paradis de Marcel Carné, dont le tournage fut interrompu par les autorités d'occupation.

Parmi les films produits par An-
Pauvres à l'une l'autre
sociétés, encore : la
et la Bête de Cocteau, et
Orphée, Un grand patron d'Yves
Ciampi, Casque d'or de Jacques Bec-
ker, la Châreuse de Parme de
Christian-Jaque.

■ PRÉCISION. — L'association Acnantes, qui présente actuellement le Festival d'Indonésie (le Monde du 5 juillet) nous prie de préciser que cette manifestation a été rendue possible grâce au concours exceptionnel du ministère de la culture, qui y a contribué pour 1 035 000 francs et à celui du ministère des relations extérieures (250 000 francs).

En v.o. : PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES
PARAMOUNT ODÉON - STUDIO MÉDICIS
En v.f. : PARAMOUNT MARIVAUX
PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT MONTPARNASSE

VITTORIO GASSMAN
LE FANFARON
UN FILM DE
DINO RISI
CATHERINE SPAAK
JEAN-LOUIS TRINTIGNANT



Jackson Browne au rythme du présent

Pour ■■■■■ tournée européenne, Jackson ■■■■■ s'est produit ■■■■■ juillet au Palais ■■■■■ Sports, accompagné d'une ■■■■■ équipe de musiciens : Bob Glaub, Craig Doerge, Rick Vito, Danny Kortchman, Doug Haywood et ■■■■■ Kunkel.

Depuis leur premier album, publié chez Asylum il y a dix ans, Jackson Browne s'est imposé comme l'un des compositeurs du rock le plus original et le plus attachants. Extraordinairement doué et fécond, Jackson Browne, qui commença à guitare (en 1967, par jouer de la guitare (« composer des titres ») pour Nico à l'«Electric Circus» de New-York, a écrit de nombreuses chansons qui ont été reprises ensuite par d'autres (Joe Cocker, Tom Rush, Joan Baez, Linda Ronstadt, Zoni Mitchell).

Leur inspiration délicate, leur subtilité collant au rythme du présent, leur sincérité parfois poignant.

Au fil **■** années **■** albums (distribués en France par Kinney-Filipacchi Music), les compositions de **■** ont pris un ton **■** plus **■** plus personnel. **■** le chanteur ne **■** moins à apparaître comme une des voix **■** les de la conscience américaine, qu'il s'agisse de la lutte pour les droits de l'homme, la défense de l'environnement et le combat antinucélaire.

CLAUDE FLÉOUTER

■ Une rue, un monument (plage de la Corniche) et un musée Georges-Brassens seront inaugurés à Sète, la ville natale de l'auteur des « Trompettes de la renommée », samedi 10 juillet.

■ Le ténor Frédéric Jagel est mort, le 5 juillet, à San-Francisco. Il était âgé de quatre-vingt-cinq ans. Sa carrière avait commencé en 1924 avec le rôle de Rodolphe dans « In Bohème » pour se conclure en 1970.

VITTORIO GASSMAN
LE FANFARON
UN FILM DE
DINO RISI
CATHERINE SPAAK
JEAN-LOUIS TRINTIGNANT



CARNET LÉGION D'HONNEUR

DÉFENSE

Sont élevés à la dignité de grand officier :
MM. Guy de Ferrière de Sauveterre, général d'armée ;
Jacques de Barry, général d'armée ;
Georges Grillet, général de brigade ;
Canou Lucarz, général d'armée ;
Roger Périé, général de corps d'armée ;
Michel Forget, général de corps d'armée.

Sont promus commandeurs :
MM. Jean Garçon, Jean Gay, Jean Jouffré, Guy Delmas, Jean Jacques Desangles, Jean-Pierre Thomas, Tournier-Lasserre.

MM. Jean Delarbre, Jacques Dubois, Ludovic Dupont de Dinechin, Claude Dupuy, Pierre Hennequin, Robert Larzul, Jacques Lauze, Roland Mary, Jacques Muzi, Jack Picot, Henry Pomphrey, André Rous, Jean Walter, Pierre Baylac, Marcel Rimoux, Jacques Chupin, Philippe Crouzet, André Deloigne, Robert Elies, Hubert Villedieu de Torcy, Bernard Capillon, Bernard Cornavin, Jean Fleury, Michel Ghesquière, Jacques Jérome, Michel Mahberg, Roland Meunier, Edmond Conilh, Beyssac, Xavier Moreau, Danton.

Précision

Le 9 juin 1982, indiqué dans la nécrologie, l'accompagnement du grand-officier de la Légion d'honneur, le général de brigade Jacques de Barry, a eu lieu le 10 juillet 1982, à l'issue d'une cérémonie militaire à l'École de la Légion d'honneur, sous la présidence du général de corps d'armée Roger Périé, commandant en chef de la Légion d'honneur.

Anniversaire

Le 10 juillet 1971, disparaissait le docteur **Edouard GRANTIER**. Une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et qui restent fidèles à son souvenir.

Messe anniversaire

Le 10 juillet 1982, à Versailles, pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort.

Robert DEGUEDRE

né le 10 juillet 1902.

Albert DOVECAR

né le 7 juin 1902.

Roger PIEGTS

né le 10 juillet 1902.

Le 10 juillet 1982, à 10 heures, dans la chapelle Notre-Dame-de-la-Charité (impasse des Gendarmes), 111 heures, dépôt de gerbes au cimetière des Gendarmes.

Cours d'été. L'accent américain. USA LANGUAGE
 Council on International Educational Exchange.
 1, place du l'Odéon 75006 Paris - 01 46 16 30

BUREAUX RENOVES POUR LA RENTREE.
 A LA POINTE RIVOLI
 service sociétés (1) 278.41.63

Décès

Le comte de la comtesse Jean-Baptiste de Bellescize et leurs enfants, M. et M^{me} Charles Milligan, M. et M^{me} Yves Bonnel, Le comte et la comtesse Bruno de Bellescize, ont la grande tristesse de faire part du décès de la comtesse **Bernard de BELLESCIZE**, née Christiane Roche, endormie dans la paix du Seigneur le 7 juillet 1982.

La comtesse religieuse, née le 10 juillet 1902, au 30, rue Saint-Pierre du Gros-Caillois, à Paris, Saint-Dominique, 75007 Paris. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Lyon. M^{me} Louis Bother et ses enfants ont la douleur de faire part du décès de **M. Louis BOTHER**, président-fondateur de la Fédération de la soie.

— M^{me} Yvonne BOUCHARD, née Marpaud.

survécant à Paris, le 10 juillet 1982, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Les obsèques ont été célébrées le jeudi 8 juillet 1982.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Thiais-France. Le présent avis tient lieu de faire-part.

14, rue Pascal, 75005 Paris.

— M^{me} André de Cambiaire et ses enfants ont la douleur de faire part du décès de **M. André de CAMBIAIRE**, professeur à la faculté de droit et sciences économiques, vice-président de l'université de Montpellier, et de la Ligue d'honneur des Palmes académiques.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église de Montaud, dans la plus stricte intimité, le 5 juillet 1982. Montaud-Castries 34160.

ROBLLOT S.A.
 522-27-22
 ORGANISATION D'OBSEQUES

Décès

— M. Jean-Claude Delarue, son fils, Jean-Luc et Philippe Delarue, ses petits-fils, ont la douleur de faire part du décès de **M. Jean DELARUE**, dit Delarue l'Ancien, né le 10 juillet 1902, à l'hôpital de la Pitié, 22, rue Bruneau, Paris-13^e.

Elle sera suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, à l'épave (78), 35, rue du Bourg-Tibourg, 75004 Paris.

— M^{me} Jean Walter, M. et M^{me} Philippe Walter, Florence, Pascale et Anne, M. et M^{me} Françoise Walter, Stéphane, Anne-Lise, et Jé-

— M^{me} Jeanne de la part de M^{me} Edmond DELSERIE, née Madeleine Walter.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le vendredi 9 juillet.

Cet avis tient lieu de faire-part. 38, boulevard de la République, 92210 Saint-Cloud.

12, rue Marguerite-Capocci, 64000 Pau.

3, allée de la Charbonnière, 78430 Louveciennes.

— On nous prie d'annoncer le décès de **M^{me} Yvonne André E. MARTY**, née Zepherin, violoniste.

qui est décédée le 28 juin 1982, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu, dans la plus stricte intimité, le 2 juillet, à Versailles, 18, rue Henri-Barbousse, 75005 Paris.

— Les familles Lasserre et Robin ont la douleur de faire part du décès de **M^{me} Adrien ROQUES**, née Lasserre, épouse de l'ancien résident supérieur du Laos.

survécant le 7 juillet 1982, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-François-Xavier, à Paris (7^e), le samedi 10 juillet, à 8 h 30, dans la plus stricte intimité au cimetière de Père-Lachaise.

19, rue Falguère, 75015 Paris.

Remerciements

— M^{me} Maxime Ben Fredj, ses enfants, petits-enfants, ainsi que toute sa famille, remercient des marques de grande sympathie manifestées lors du décès de leur cher disparu. **M. Maxime BEN FREDJ**, ravi à l'affection des siens et priant d'agréer leurs plus vifs remerciements, ainsi que l'expression de leur gratitude très dévouée.

ANNONCES CLASSEES

L'immobilier

locaux commerciaux

Suite fusion à vendre à Brunoy
 proximité immédiate de la gare du Midi
 120 à 150 m² grand local commercial, entrepôt. Parking privé attenant de 30 voitures (places excédentaires facilement louées au mois).
 Construction traversant sur deux rues (2.100 m²), plaines et spectacles. Chauffage gaz/mazout. Ascenseur. TOUTES COMMODITÉS. Proximité de la gare du Midi. Libre immédiatement. Ecrire directement au propriétaire s/n° 8.729, 11, rue Falguère, 75015 Paris.

Société de vente cherchée, sans agence, local commercial de 120 à 150 m² grand local commercial, entrepôt. Parking privé attenant de 30 voitures (places excédentaires facilement louées au mois). Proximité de la gare du Midi. Libre immédiatement. Ecrire directement au propriétaire s/n° 8.729, 11, rue Falguère, 75015 Paris.

F. CRUZ, 266-19-00.
 8, RUE LA BOÉTIE (7^e).
 Prix réduits immédiats. Etude gratuite.

ANTIBES
 Quartier résidentiel, apt 78 m² + terrasse 60 m². Libre une fois. 350.000 F + 1.700 F mensualité. Téléphonez au : 962-01-92, et le soir au : 812-08-21.

ANTONY VIAGER 2 s/n° 84-82
 A. sur 345 m² Pav. 1940 à P. cul. asph. Jard. 100 m² d'arb. 86.000 F + 3.000 F mensuel. PÉCHARD 666-00-37.

Etude LODEL, 35, bd Voltaire, PARIS (11^e). Tél. : 395-81-55.
 Spécialiste viager. Expérience, discrétion, conseils.

Paris, vd rais. santé. Centre de soins. Rte. Est (Lormain). SALON DE COIFFURE. INSTITUTEUR DE BEAUTE.
 500 m² en plein air, très gd rez-de-chaussée, très gd salon. Très gros C.A. (il n'est pas important que le successeur soit un pro, mais très bon gestion.). Ecrire sous la n° T 034630 M. RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs de nous adresser l'obligance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

bureaux

Ventes NANTERRE
 Immeuble vend BUREAUX de 40x45m². Immeuble rentable. RCL téléphone : 798-12-21.

Locations Domiciliations : 8-2.
 SCHOENHAY, TEL. TEL. ex. Création d'entreprises

Loc. bureaux, toutes démarches, pour constitution de sociétés. ACTE S.A. 261-90-88 +.

immeubles 16
 Proximité vd petit imm. 11 + 5, rénové. Très bon placement. 111-16-7771.

domaines SOLOGNE
 à vos portes, territoires de chasse avec ou sans bâtiments en bois. Ecrire : HAYAS, Orléans, n° 201775.

MISE EN GARDE
 Nos petites annonces font parfois l'objet d'usages abusifs. Il arrive que certaines d'entre elles soient reprises et reproduites sans plus de soins que ceux qui ont servi à leur rédaction dans des journaux, par des individus peu scrupuleux. On retrouve ainsi dans divers journaux des publications vendues au numéro ou par abonnement par des individus les mêmes petites annonces déjà publiées dans nos colonnes.

Nous mettons en garde nos lecteurs et nos annonceurs contre ce procédé que nous déplorons formellement.

l'agenda du Monde

Vacances - Tourisme - Loisirs

QUERCY
 pays des MERVEILLES
 détendez-vous « Chez NADAL »
 Pension, demi-pension, location. Calme, confort, gastronomie. piscine. Hôtel-restaurant. Chez NADAL : 45140 Caillaud (à 10 km de CAHORS) (65) 36-91-55-30-92-93.

LE SOLEIL, LA MER ET...
 Un certain sens de la communication sur la splendeur de la Côte d'Azur. LE CENTRE SKYROS. Groupes de développement de soi-même, événements créatifs et activités de loisirs. Dédicats sur demande au Dr Dine Gouberman, 20 Boulevard Gaudin, London W11 1 7ET. Téléphonez au (1) 55-37-83.

LE CLUB VERT, 20 km Paris, midi, enfants, adolescents, jeunes, plein air, équitation, tennis, photo, etc. à l'automne. 11 juillet - septembre. Téléphone : 903-60-80.

DRONE - Camargue : 12 bungalows, piscine, tennis, table de ping-pong, 7 km de la mer, 62-60-26.

FONT-ROSEAU - Résidence GRAND HOTEL, à leur studio, 11 rue de la République, 11111. Téléphone : 903-60-80.

MAISON très agréable sur la rive de Saint-Cloud à louer pour l'été. Tél. 701-03-97.

LOUE AOUT-SEPTEMBRE VILLA avec gd espace vert. 8 km de BERNOLTE. Tél. (33) 91-61-34.

Carrelages DIRECT USINES BOGAREL - 357-99-46
 113, rue de la République, 111.

Cours ELEVE cherche professeur ou étudiant pour leçons Maths, rapatriement 1^{er} C, mois d'août à février. Tél. : (31) 806-05-12.

ANGLAIS PRÉSENTATIONNELS 29 juillet/5 août.
 Soustenus par le Groupe Sociétés au Parc des Expositions, 125 dans une salle spacieuse de Yorkville. Possibilité d'hébergement. Ecrire ou téléphoner. ACOPIA, 14 New Road, Hadden Bridge, HX7 5AD, Angleterre. Tél. : (44) 432 844500.

FINISTÈRE-SUD A louer MAISON de CAMPAGNE, confort, 6 pers., Jdn 3.000 m², 5 km de la mer, 2,5 km de PONT-L'ABBE au milieu de la campagne. Juillet-août-septembre. Téléphone : (33) 87-17-22.

MAISON à louer, 10 pers., 10 km de la mer, 10 km de la mer, 10 km de la mer. Tél. : (33) 45-70-82 le soir.

L'ALLEMAND A MUNICH
 12 (et 13) Cours 1.700,- Ffr. logement 2.500,- Ffr. Renseignements : ORBIS - INTERNATIONALES SPRACHINSTITUT - 8000 MÜNCHEN 5 - BAADERSTRASSE 12-14 - TELEFON 0 89 / 22 49 39

Vidéo

SUPER STOCK
 53, avenue du Général-Lassalle, CRÉTIL VILLAGE. Ouvert du mardi au dimanche matin.

VIDÉO LOCATION
 Plus de 800 TITRES

Sans abonnement : 15 FRANCHES par JOUR. Abonnement : 300 F/AN - 10 F/PAR FILM. 31 PAR AN. S'ABONNEMENT PRIÉ EN JUILLET ou AOÛT.

automobiles divers

LANCIA AUTOBIANCHI
 Concession PARIS 14^e. **PRIX SPECIAL du 17 au 30-7**
 539-57-33+

OCCASIONS SANS RISQUES
 QUALITÉ PRIX

Volkswagen 254 GL... 77
 Volkswagen 343 GL... 81
 Opel Ascona LS... 79
 Opel Rekord break diesel... 80
 Mazda 32... 82
 Opel Rekord diesel... 77
 747-50-05
 15, R. D'ORLÈANS - NEUILLY

Psychanalyste
 Consultes à Paris - R.V. Montier, Tél. : 75-75-75 à partir de

INCROYABLE DE MOQUETTE
 50.000 m² ET REVÊTEMENTS DE MURS. Papiers peintes CHINTZ. Prix d'usine, pour assurer. Renseignements : 767-19-19.

Psychanalyste
 Consultes à Paris - R.V. Montier, Tél. : 75-75-75 à partir de

Psychanalyste
 Consultes à Paris - R.V. Montier, Tél. : 75-75-75 à partir de

Psychanalyste
 Consultes à Paris - R.V. Montier, Tél. : 75-75-75 à partir de

Psychanalyste
 Consultes à Paris - R.V. Montier, Tél. : 75-75-75 à partir de

Psychanalyste
 Consultes à Paris - R.V. Montier, Tél. : 75-75-75 à partir de

Psychanalyste
 Consultes à Paris - R.V. Montier, Tél. : 75-75-75 à partir de

ENVIRONNEMENT

Le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais lance un programme de protection des aspects naturels

Dans le domaine de l'environnement, la régionalisation fait ses premiers pas. Un programme de protection et de mise en valeur de sites et d'espaces naturels a été adopté lundi 5 juillet par le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, qui a décidé de lui affecter 10 millions de francs, cette année. Échanges de bons procédés, dès le lendemain, le comité interministériel de la qualité de la vie accordait aux nordistes un crédit de 2,3 millions de francs, pris sur le budget du ministère de l'environnement.

Lille. — C'est M. Dominique Dupilet, député socialiste du Nord-Pas-de-Calais, qui a présenté au conseil régional, lundi 5 juillet, le programme de protection des aspects naturels. Quoi que l'on en pense, le Nord-Pas-de-Calais n'est pas une région sans nature. Elle possède, parfois sous forme résiduelle, des milieux naturels d'un très haut intérêt écologique. Trois de ces sites ont été recensés sur le littoral et l'intérieur. Le seul fait l'objet d'une protection sous forme de réserve, celui de la dune Marchand, à Bray-Dunes; deux autres sont classés en 1982 (les étangs de Romelare, près de Saint-Omer, et la dune de Merlimont, sur la Manche); en 1983, trois autres sites suivront et le rythme sera maintenu, afin de constituer un réseau de réserve naturelle. Pour chacun de ces sites, une somme de 300 000 francs est prévue au budget régional.

De notre correspondant

D'autre part, le département du Nord-Pas-de-Calais dépensera 700 000 francs en 1982, pour créer 100 hectares achetés par le Conservatoire national, qui, pour l'instant, n'a acquis officiellement que pas moins de 100 hectares.

La taxe départementale d'espaces verts facilitera d'autres acquisitions dans les périmètres dits sensibles. De même, on envisage le reboisement de certains terroirs du bassin minier; pour 1982, 1 200 000 francs sont prévus pour ces opérations.

Dans la vallée de la Scarpe et la forêt de Saint-Amand qui doit, selon M. Dominique Dupilet, « devenir une zone de forte fréquentation ludique », les investissements prévus pour 1982 sont de l'ordre de 5 millions de francs, avec une participation

Celui-ci entend d'ailleurs encourager trois autres régions à imiter le Nord-Pas-de-Calais. Si elles adoptent à leur tour un programme de protection de l'environnement, Provence-Alpes-Côte d'Azur recevra de l'Etat 3,8 millions de francs, Midi-Pyrénées 2,3 millions et la Corse 2,2 millions. Ces quatre expériences de régionalisation de la politique de l'environnement seront attentivement suivies jusqu'en 1985, date à laquelle on déterminera la part de responsabilité qui, en la matière, sera transférée de Paris vers les vingt et une capitales régionales.

tion de l'Etat à la construction de la maison du parc naturel régional. On aménagera un camping, un centre équestre, etc.

Même pour la région de Saint-Omer, et les zones de cultures maraîchères où l'eau domine, la protection des aspects naturels, des étangs notamment, s'impose. On peut d'ailleurs y pratiquer une forme de tourisme originale sur le réseau très dense des canaux d'irrigation et de drainage, appelés ici les watergangs.

La région a prévu à ce chapitre une somme de 3,5 millions de francs. Dans le Boulonnais, qui, depuis le cap Gris-Nez et Blanc-Nez jusqu'à l'estuaire de l'Audouin, est sans doute le meilleur lieu touristique du Nord, va se poursuivre une politique d'équipement s'appuyant sur une « maison du parc boulo-nnais », sur le château de Conde et sur une « maison des caps », qui doit être un grand centre d'animation (2,5 millions de francs d'investissement).

La région a décidé de mener aussi une campagne d'information et de sensibilisation des habitants. Car même politique touristique suppose la formation d'animateurs de clubs, de guides, l'organisation de chantiers de jeunes, la publication de documents, etc. Le Centre d'animation de la région du Nord-Pas-de-Calais, qui a pour tâche de promouvoir le tourisme, sera doté de 126 000 francs et 3 000 francs de matériel. Dans cette action, forcément lente, de reconnaissance des sites et de développement d'un tourisme social fondé sur l'environnement, les élus du Nord-Pas-de-Calais ont surtout de miser sur les jeunes.

GEORGES SUEUR

Faits et projets

EXTENSION DE LA CARTE ÉMERAUDE A PARIS

La prochaine séance du Conseil de Paris, prévue bien avant le déclenchement de l'affaire du statut de la Ville, aura lieu lundi 12 juillet. Elle pourrait être particulièrement « agitée ». Mais, en dehors d'éventuelles discussions politiques, les élus de la capitale seront, notamment, appelés à voter des mesures prévoyant une extension importante de la carte émeraude à partir du 1^{er} octobre prochain.

de quatre-vingt mille personnes sont concernées par cette initiative, dont le coût est estimé, pour les caisses de la Ville, à 28 millions de francs. Créée en 1973 par la Ville, la carte émeraude, donnée par le bureau d'aide sociale de la mairie, permet à un titulaire de services gratuits de bénéficier du réseau de la R.A.T.P., y compris le métro (1). Ont droit à cette carte les Parisiens âgés de plus de soixante ans, les titulaires du Fonds national de solidarité, les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans non imposables sur le revenu, et les titulaires de la carte d'allocataire de la Ville de Paris. Au mois de juin 1982, plus de quatre-vingt-trois mille Parisiens possédaient une carte émeraude.

Les édules de la capitale ont souhaité étendre cette prestation à la Ville de Paris. Le conseil de Paris a, le 1^{er} juillet, voté les transports, qui vient de donner un accord de principe sur l'extension de la carte émeraude aux

payant moins de 5 500 F d'impôt sur le revenu par an. Il a aussi décidé de signer une convention fixant définitivement le régime de cette carte, convention prévue depuis 1973. L'évaluation du coût de cette carte (c'est-à-dire le calcul de la somme de recette pour la Régie) pris en charge par la Ville sera donc arrêté d'un commun accord entre la mairie et le Syndicat des transports parisiens, après, sans doute, des négociations serrées. — J.P.

(1) Il existe un bureau d'aide sociale dans chaque mairie annexe d'arrondissement. La carte émeraude donne droit également à l'entrée gratuite dans les musées de la Ville, à l'installation gratuite du téléphone. Elle permet également d'obtenir certaines aides à l'amélioration de l'habitat.

VALS-LES-BAINS SE MODERNISE

Vals-les-Bains en Ardèche s'est doté, le 27 juin, d'un nouvel établissement thermal d'un casino rénové après un incendie qui le détruisait partiellement. Ces deux réalisations inaugurées par François Abadie, secrétaire d'Etat chargé du tourisme.

Ces travaux sont le fruit d'un contrat thermal dont M. Paul Ribeyre, maire de Vals et ancien ministre, prit l'initiative et qu'il signe, au nom de sa cité, en septembre 1977 un contrat de partenariat avec la commune de Vals-les-Bains. Il prévoit, en quatre ans, 50 millions de francs d'équipements modernes qui doivent concilier thermalisme et tourisme, cures de soins et séjours de détente. (Corresp.)

ÉTRANGER

LA BANQUE MONDIALE VA EMPRUNTER ET PRÊTER A TAUX VARIABLES

Washington (Afp). — La Banque mondiale vient d'annoncer officiellement sa décision de pratiquer une politique de taux d'intérêt variables — et non plus fixes — pour les prêts qu'elle octroie aux pays en développement. En même temps, elle a élargi ses possibilités de financement par recours à des emprunts à taux d'intérêt variables et à court terme sur les marchés internationaux des capitaux. Le taux d'intérêt, variable, sera révisé tous les six mois, sur la base du coût de sa dette auquel s'ajoutera un agio de 0,50 %. Ce taux, pour les six prochains mois, sera de 11,43 %, contre un taux fixe (c'est-à-dire précédent) de 11,6 %.

Pour les emprunts, la modification affectera essentiellement les emprunts à court terme, les emprunts à long terme restant à taux fixe. Le gouvernement de Washington, précisent les experts de la Banque, sur les 9 milliards de dollars d'emprunts que la Banque envisage de faire au cours de l'exercice commencé le 1^{er} juillet, 1,5 milliard pourra l'être à court terme. Selon les experts, la Banque n'envisage pas pour l'instant de procéder à des emprunts à court terme sur les marchés étrangers, ceux-ci étant trop élevés en comparaison du marché américain (400 milliards de dollars par an).

CONVERSATIONS CONSTRUCTIVES SUR LE RÉÉCHELONNEMENT DE LA DETTE POLONAISE

Vienne (A.F.P.). — Les négociations sur le rééchélonnement de la dette polonaise, commencées mardi 6 juillet à Vienne entre représentants de banques occidentales et la banque polonaise Handlowy, sont poursuivies à une date non précisée, après jeudi les milieux bancaires de la capitale autrichienne.

Les conversations ont été constructives, indique le communiqué officiel.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CAMPENON BERNARD

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société CAMPENON BERNARD s'est réunie le 25 juin 1982, sous la présidence de Monsieur Raymond Guittenou, président du conseil de surveillance. L'assemblée a approuvé les comptes de l'exercice 1981, qui se soldent par un bénéfice net de 36,3 MF, contre 26,9 MF en 1980. Cette progression des résultats, d'ailleurs beaucoup plus importante que celle du compte d'exploitation, traduit une nette amélioration de la rentabilité économique de l'exercice 1981. L'assemblée a décidé de prélever sur le résultat une somme de 7 834 445 F au titre du dividende de l'exercice; réparti sur un capital social augmenté de 2/3 depuis le 30 septembre 1981, ce dividende global représente 22,50 F par action, soit une augmentation de 20 % par rapport au coupon attaché au titre de l'exercice précédent.

Le dividende sera versé en paiement des actions ordinaires que fixera le directeur, au cours d'une prochaine réunion.

Au niveau du groupe, le chiffre d'affaires a cru de 30 % pour atteindre 5 052,2 MF H.T.

Le bilan consolidé, bien qu'encore fortement alourdi par les pertes enregistrées dans certaines filiales, marque, avec un chiffre de 27,1 MF, une augmentation de 50 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Au cours de son allocution, le président du conseil a souligné l'importance particulière que le groupe CAMPENON BERNARD attache au développement de son activité bâtiment; un important renforcement des effectifs est en cours pour acquiescer dans ce domaine une dimension malgré les difficultés actuelles du marché.

S.I.T.A.

Société Industrielle de Transports Automobiles

Une société française pour le nettoyage de Ligne (Pérou)

La commission municipale spéciale chargée de l'examen et de la sélection des offres pour le nettoyage des voies publiques, le ramassage, le transport et le traitement final des ordures de la zone 1 de la ville de Lima, recevant deux millions d'habitants, vient de notifier sa décision (bonne pro) à la société S.I.T.A., consortium constitué entre la société péruvienne VILLASOL et la société française S.I.T.A., quatre autres groupes péruviens concurrents associés à des entreprises nord-américaines, brésiliennes et espagnoles.

Cette décision devrait être ratifiée sous quinzaine par le conseil municipal de la ville de Lima. L'ensemble des prestations correspond à un chiffre d'affaires d'environ 150 millions de francs par an, et ce pendant six ans. Le début des opérations de nettoyage dites est prévu dans le courant du premier trimestre 1983.



SLIVARENTE

Assemblée Générale Ordinaire de la Société, le 30 Juin 1982, sous la présidence de Monsieur Jacques ROCHE, a examiné les comptes de l'exercice clos le 31 mai 1982.

Les revenus distribuables de l'exercice 1981-1982 s'élèvent à 1 755,15 MF. L'Assemblée a décidé d'attribuer, à partir du 30 juin 1982, un dividende en circulation, un revenu global de 17,77 MF composé d'un dividende de 15,15 MF et d'un impôt payé au Trésor (impôt d'impôt) de 2,62 MF. Ce dividende sera versé par le paiement du coupon n° 28. Conformément aux précédentes, le montant de ce coupon sera révisé en fonction du cours de la Société, en fonction de l'évolution des cours de la Société, à partir du 1^{er} juillet 1982, à l'Assemblée, d'autre part, l'Assemblée a nommé les administrateurs de la Société, Monsieur HUBERT D'ORNANO et Monsieur HUBERT D'ORNANO Holding S.A., pour une durée de six mois. Enfin, l'Assemblée a mis les statuts de la Société en harmonie avec les dispositions de l'article 31 de la Loi n° 81-1162 du 30 septembre 1981.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	Rep. + ou Dip.	+ ou -	Rep. + ou Dip.	+ ou -	Rep. + ou Dip.
SE-AL	6,5300	6,5410	- 50	- 115	- 50	- 310
SE-AL	5,2975	5,4050	- 135	- 250	- 150	- 540
SE-AL	2,6965	2,7020	+ 75	+ 300	+ 300	+ 1120
DM	2,7785	2,7820	+ 125	+ 155	+ 205	+ 740
SE-AL	2,5185	2,5215	+ 112	+ 135	+ 200	+ 810
SE-AL	14,5415	14,5585	- 110	- 70	- 175	- 40
SE-AL	3,2585	3,2635	+ 270	+ 310	+ 505	+ 1435
SE-AL	4,9615	4,9670	- 250	- 180	- 515	- 1540
SE-AL	11,5075	11,5210	+ 165	+ 290	+ 335	+ 1485

TAUX DES EURO-MONNAIES

DOM	7/78	8/1/8	8/11/6	9/1/6	8/7/8	9/1/4	9/3/16	9/9/16
FL	14	14/1/2	14/7/8	15/7/8	15/8/8	15/1/2	15/9/16	15/15/16
EU	8/5/8	9/3/8	11/11/6	9/5/16	8/11/16	9/5/16	9/11/16	9/11/16
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	13/3/4	16/1/4	1/7/8	15/1/2	1/2/8	15/1/4	15/7/8	15/3/4
CA (100)	1							

ousillon, Limousin, Midi-Pyrénées,
ays ■ Loire, région parisienne ■ Pro-
vence.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW YORK

15 OCTOBRE 1937

Les marchés financiers américains ont été marqués par une certaine nervosité, due à la perspective d'une nouvelle hausse des impôts sur le revenu. Les valeurs industrielles ont subi une baisse générale, tandis que les valeurs de transport ont été relativement épargnées. Les obligations ont continué à attirer les investisseurs en raison de leur rendement élevé.

INDICES PRINCIPAUX

Indice	Valeur	Différence
Dow Jones Industrial Average	238.12	-1.25
Standard & Poor's 500	145.87	-0.85
NYSE Composite	152.34	-0.92
Amex Composite	118.76	-0.68

NOTES DE BOURSE

Les valeurs industrielles ont subi une baisse générale, tandis que les valeurs de transport ont été relativement épargnées. Les obligations ont continué à attirer les investisseurs en raison de leur rendement élevé.

LES AGENTS DE BOURSE

Les agents de bourse ont été occupés à traiter les ordres de vente et d'achat, ainsi qu'à surveiller les mouvements des cours.

LES VALEURS

Nom de la Valeur	Cours	Différence
Am. Tobacco	118.75	+0.25
Am. Sugar	105.00	-0.50
Am. Tea	95.00	+0.10
Am. Tobacco	118.75	+0.25
Am. Sugar	105.00	-0.50
Am. Tea	95.00	+0.10

LES VALEURS

Nom de la Valeur	Cours	Différence
Am. Tobacco	118.75	+0.25
Am. Sugar	105.00	-0.50
Am. Tea	95.00	+0.10
Am. Tobacco	118.75	+0.25
Am. Sugar	105.00	-0.50
Am. Tea	95.00	+0.10

JUILLET

	VALEURS	coût prix	coût coût
--	---------	--------------	--------------

Sabl. Monlon Corp.	120	120
S.K.F. (Amf. inc.)	58	---

Total C.F.N.	74
Uflex	221

Voyager S.A.	125	12
	<u>Emission</u>	

8/7	Primes Frais inclus	Rachat net
SICAV		
France	148 71,	141 97

Investment	180 49	172 31
Collectives	204 35	195 08
Land	233 82	223 03
5000	175 63	167 67
	252 12	240 68
	186 03	177 59
D.	164 39	155 94
Genston	300 67	287 04
Investment	198 35	189 36
Plus	1023 09	1023 09
	572 38	546 41
Income	193 25	184 49
	863 84	824 29

	230 14	218 70
Interregional	234 84	224 19
France	523 73	522 17 06
France	188 50	179 85
Innovation	116 71	389 72
	175 51	187 56
Le-Crois	928 64	886 43
Le-Industrie	308 09	295 07
Le-Inter	415 89	386 84
Le-Oblig	147 52	140 83
Le-Une	554 88	529 72
Le-Valeur	235 83	225 14
Le-Ressource	259 08	247 34

Primes	579 63	653 26
Investiss.	420 87	401 88
Stimants	234 48	229 88
Investiss.	289 97	257 73
(nou.)	333 08	319 88
	167 67	160 07
or	174 06	166 17
	308 75	294 75
en Mobilièr	392 74	374 93
Landmarks	380 93	373 20
St. France	258	246 30
	244 20	234 13
en Valeurs	402 80	384 63

France	8587 58	8670 70
France	189 81	181 20
Secur Indust.	279 18	268 50
St-Honori	429 09	409 83
-Expansion	457 68	436 94
-France	139	132 68
-Obliq	125 87	120 16
-Rend.	170 81	163 06
-Tokyo	817 01	837 57
sorteille	308 59	296 56
Investiss.	221 03	211 01
Investiss.	382 33	348 74

Adm. Serv.	885 21	845 19
Elementary	123 21	117 62
High Sch.	10699 57	10690 86
Inter.	682 28	651 34
Libraries	378 44	389 37
Post Office	131 63	126 98
St. De-Nard	283 88	271 02
Gascon	338 72	323 36
Swedish	287 76	284 25
St. Francis	210 88	201 32
Michigan	341 47	326 89
St. Bernard	10860 19	10688 67
Mich. Div.	232 02	221 50

on-Randers.	142 21	136 76
Val, Franc.	148 83	142 18
no	283 78	270 89
to	315 47	301 18
000	148 35	141 82
	577 65	548 92
ance	250 49	239 13
	204 63	186 35
ase	180 85	183 58
f	210 75	210 17
	84 04	471 10
	854 01	482 93

est.	282 60	278 33
typer	287 70	274 86
"		508 34
	687 48	687 48
writing	333 16	
manuscript	227 40	171 60
	177 51	168 46
for	17	443 41
from	38	378
on	587 53	
"	1418 47	
	11182 50	

.....	257 79	246 10
.....	107687	107579
Investiss. ..	466 23	446 06

cotation des valeurs ayant
 et 14 h. 30. Pour ces
 cours de l'après-midi.

	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
.....			
.....			

380	380	375 80
18 70	48 70	48 80
73 10	73 20	73 46
826	826	824
27 50	27 60	27 80
200 50	200	196 80
32 96	32 96	33 48
561	581	581
448	448	448
188	188	185 20
12750	12780	13000
347	347 20	350

738	734	734
428	428 50	425
72 50	72	71 10
165	169 30	169 30
154 90	154 90	151 10
1075	1048	1055
295	295	291 50
271 50	289 50	269 50
53 50	53 50	52 50
155	155	152 10
319 80	318 10	323
58 80	57	58 20
735	732	732

100	100	100	100
105	105 50	107	
128 50	128 50	128	
463	480	----	
324 50	324	324 50	
339	339	334 60	
160	162	163 20	
178 80	181	180 10	
267	287 20	257	
190	193		

incident (SICAV)

	COURS préc.	COURS 8/7
68250		
68650		
598		600
462		465
498		506
479		471

588	566
2600	2650
1322 50	1350
700	
	3045
510	525

100

Labyrinthes de TUDOR BANUS

Dans chaque numéro d'été, la bride sur le cou à un illustrateur (voir pages III, VII, XI et XIV) ■ son hommage à un « invité » (page II).



Le Monde

D I M A N C H E

Des milliers de fous chantants

Six mille chorales, trois cent mille chanteurs amateurs. Le chant choral tient une place de choix dans le renouveau musical. Le ministère de la culture veut aller plus loin.

LES voix s'élèvent dans l'air tiède du soir, se faufilant dans la rue par les fenêtres grandes ouvertes de la salle municipale. Plus rapide, plus nasillard. On se croirait dans une banlieue calme de Paris, les mercredis soir à 20 h 30, la rue des Ecoles retentit d'oratorios, de symphonies, de messes chantées avec application et conviction, de gammes studieuses.

Ce soir pourtant, s'y mêlent des rires étouffés, des gloussements de joie de potaches déchaînées, des bavardages sans frein. Quand le chat n'est pas là, les souris dansent. Et le chef de chœur étant retenu à la répétition générale d'une autre

chorale, parisienne celle-là, l'un des ténors s'est improvisé chef de chœur et son autorité n'est pas à l'abri de l'assurance. Ces adultes sérieux et fous de musique, qui chaque semaine abandonnent leur famille, le dessert, pour se livrer corps et âme à leur passion, ce soir l'air d'élèves chahutant que le prof a le tour. Mais la porte s'ouvre, le prof n'était qu'en retard. Il apporte les affiches déjà prêtes pour le concert annuel, attrape la partition du *Dindon* et *Enée* de Purcell et la répétition reprend, rondement menée cette fois, et sur un rythme sans défaillance.

Une vieille demoiselle d'Action française, professeur de solfège, avait rancune : « La

mort de la musique en France, c'est la faute à Jules Ferry ! » Il y a du vrai, mais on peut étendre ce reproche à tous les arts, peinture, danse, dessin... Laïque, gratuite, obligatoire, reléguée au rang de matières secondaires, même facultatives, l'éducation artistique et musicale. On avait beau jeu de dire que les Français ne sont pas des musiciens, quand rien n'était fait pour y initier les enfants. La musique était réservée aux professionnels, et au plus c'était un des arts d'agrément des jeunes filles de bonne famille ; de cette façon, elle ne concernait qu'une élite, dans un milieu privilégié.

Mais on a changé depuis une dizaine d'années à un mouvement de fond en faveur de la musique

en France. En 1970, Marcel Landowski devient le premier directeur de la musique au ministère de la culture. C'est le début d'une véritable renaissance. La demande est de croître et, en voulant répondre, on fait entrer la musique dans les écoles, parfois dans les milieux les moins prédisposés à la recevoir. L'exemple de l'Île-de-France est frappant : trois conservatoires municipaux au lieu de deux il y a dix ans. Plus de mille associations musicales se sont créées depuis le groupe de jazz du lycée jusqu'à la fanfare du village. Cinq millions de Français au moins font de la musique.

LILIANE DELWASSE.
(Lire la suite page III.)

Françoise au bureau Annie au réseau

Le bonheur en pianotant, l'extase du clavier, le pied du logiciel. (Page V.)

Un libraire d'acier

L'autodéfense à la 22 long rifle. (Page V.)

E.D.F. mène l'enquête...

... s'inquiète des opinions des Français sur l'énergie et les nuisances en créant un club de l'opinion publique. (Page VII.)

La légende noire du bain

Monde du châtimement et de l'expiation, le bain longtemps alimenté une sombre légende de sauvagerie. (Page IX.)

SI J'ÉTAIS...

Chronique du fantasme de la mégalomanie et des règlements de compte imaginaires

... Une mouche

par RAFAEL PIVIDAL

Je suis à l'envers, un miroir. Mon œil multiple, à facettes, me permettrait de regarder aussi bien à droite qu'à gauche, devant que derrière. J'aurais mille réflexions incorporées dans un corps sage et une âme limpide. Certes, je me distinguerais que le noir du jeune, mais qu'ai-je à faire aujourd'hui du bleu, du blanc et même du rouge ?

Je ne suivrais aucun chemin, parce que mes trajectoires imprévisibles ne m'attacheraient nulle part. Mouche, je serais celle qu'on ne touche pas.

Peut-être serais-je le diable, ma bouche à mouche, un piston, ce marteau me permettrait, après avoir dans la pourriture, de vivre dans les airs. Je serais l'incarnation des humains, voleuse, aérienne, une entière consécration à la liberté. Monde bleu, je serais celle pas que je suis. Applaudissons la vie brève, le vol d'une mouche qui, sans avoir été, ne sera jamais.

Je vivrais dans un monde énorme. Chaque chose de ce monde serait pour moi un carré gratte-ciel. H.L.M., banlieues, mes périphéries seraient la nappe en plastique, en pétrole cristallisé qu'utilisent les hommes pour ne pas se salir. Je me nourrirais des résidus, des détritus. On me reprochera d'avoir un idéal moscovite (de mouche en latin). On devinera en moi celle qui, sans effort, bien avant d'être, a réalisé ses buts. Je suis égale, fraternelle, identique, libre. Toutes les mouches sont moches et moi. Je serais une mouche moche et bête par nature. Les mouches sont des cousines.

Moi et ma famille, nous n'aurions comme des mouches et nous mourrions comme des mouches. Mais nous des métaphores par nos métamorphoses. Le matin, asticote, l'après-midi, moucharde, le

soir, on nous mouche comme une chandelle. Notre mouchoir.

Je serais la marque d'une marque (une mouche sur un visage). Métaphore vivante, je serais perpétuelle répétition. Je n'évolue pas, j'imagine comme une bande dessinée.

Six pieds ; moitié d'alexandrin

Sans avenir et sans passé, dans un charognon je conjugue aujourd'hui le verbe en pattes de mouche. Il m'étonnera le traducteur à une main qui déchiffre mon mouchoir à six pieds (moitié d'alexandrin).

Mon père dit que ma mère est morte dans ma naissance. Mon autobiographie ressemble à un accident d'auto. Je n'ai pas d'Édipe ni de psychanalyste.

Moi et cet inconscient, on m'a toujours conseillé de vivre sa vie. Je fais. Perché sur une pyramide de cadavres, j'admire un monde de destruction qui ne me contemple pas.

Les hommes, avec leurs avions, ne sont pas capables de tuer une mouche. Hommes, ils tuent que des hommes. Abandonnons-les à leur dialogue. Moi, je vivrais leur dernier jugement. Quand un soldat fait mouche, il me rate.

Voiture à six pattes, aéroplane à décollage vertical, je conjugue toutes les inventions modernes. Signe de la laideur humaine, amie des microbes, bouffée de merde, née dans une poubelle, j'agacerais tout le monde.

Je serais une mouche morte que cette époque est la plus grande productrice d'ordures de tous les temps.

Burinant le monde d'immondices accumulés aujourd'hui, je serais la vraie milliardaire. Avec mes six pattes, je vivrais du gaspillage des autres, du surplus abandonné.

AUJOURD'HUI

Des milliers de fous chantants

(Suite de la première page)

La pratique d'un instrument est encore un apprentissage fastidieux, fait de l'enfance, la fréquentation d'un lieu extérieur, école de musique ou conservatoire, la possession de l'instrument, souvent coûteuse, parfois encombrante. Allez donc coïncider dans le deux-pièces-cuisine du H.L.M. un piano à queue. S'il est une pratique musicale pas onéreuse et à la portée de tous, c'est bien le chant. C'est pourquoi le monde instrumental a longtemps fait figure de spécialisation à haute technicité dans le monde choral réservé aux amateurs, tandis qu'un aimable dilettante empruntait d'une connotation religieuse et, pour ainsi dire, fourmillant d'êtres humains et de grenouilles le bénéfice.

Mais l'image de marque du chant choral est en train de changer complètement depuis quelques années. Car ce côté religieux était au moins à la prédominance de la musique créée dans les partitions qu'à la quasi-exclusivité des chorales paroissiales.

Si l'on n'a pas encore atteint le chiffre des dix mille chorales de 1908, le ministère de la culture en a recensé six mille pour tout le pays, dont huit cents en région parisienne et deux cent cinquante en moyenne pour les vingt et une autres régions de France. La plupart sont attachées à l'une ou l'autre des grandes institutions du chant choral. Certaines, créées à l'initiative d'une paroisse, d'un centre culturel, d'une maison de jeunes ou d'une municipalité, sont complètement indépendantes. Les chorales pouvant compter de trente à deux chorales et plus, elles représentent environ deux cent mille chanteurs amateurs. Trois chorales en France seulement sont véritablement professionnelles : les chœurs de l'Opéra de Paris, les chœurs de Radio-France et le Groupe vocal de France.

Qui sont ces amateurs ? Tout le monde, vous, moi. Plus de femmes que d'hommes à l'âge du passage à vide des adolescents entre treize et dix-huit ans : au moment de la mue, les garçons ne chantent plus. Et ils ont du mal à s'y remettre à vingt ans, habitués qu'ils ont été pendant des années à taper dans un ballon ou à faire des longueurs de piscine plutôt qu'à fréquenter la chorale. Peut-être aussi à cause d'une image un peu démodée pour nos « machos » latins. Et lorsque le charme de la mixité n'existe pas, on a le plus grand mal à attirer les filles. En tout cas, elles ne sont pas là pour chanter et sachant la lire, éprouvent un plaisir sensuel à produire un son avec leur corps, sans l'intermédiaire d'aucun instrument, et à être physiquement, directement, créateur de beauté, et très heureux de s'intégrer à une chorale.

Mario-Françoise, trente-trois ans, deux enfants, a toujours aimé : dans la chorale du collège, à la fête du lycée. Dynamique, sociable, elle retrouve, dans le bonheur du chant collectif, la satisfaction de faire partie d'un ensemble, et la complexité d'une aventure partagée lui rend l'atmosphère chaleureuse et anxiante. « Il y a dans une chorale une responsabilisation de chacun au maximum. Le résultat final dépend de chacun de nous. Il suffit d'une erreur, d'une voix fautive, d'un déraillement infime pour compromettre le travail de l'ensemble. La notion de collectivité est ici plus qu'ailleurs. C'est pourquoi on est si sévère pour les absents. »

Danièle est secrétaire. Un métier qu'elle ne trouve pas exaltant. Les heures consacrées à son

violin et à son chant sont les seules qui lui donnent le sentiment de vivre pleinement. « Mon violon est un exercice solitaire. Chanter en chœur, c'est la façon supérieure de communiquer pleinement avec les autres sans avoir besoin de parler, seulement en faisant quelque chose ensemble. On oublie sa personnalité, ses problèmes, ses soucis, on fonde dans une communauté, à la limite on n'existe plus. Sa voix se sert qu'à s'ajouter à celle des autres pour l'amplifier. »

Tous les milieux sont représentés dans le monde choral. Au centre d'activités polyphoniques et chorales de Paris, il y a des artistes, mais aussi des professionnels de la musique. Les 70 % de chanteurs sont médecins, orthophonistes, instituteurs, étudiants, journalistes, infirmiers, vendeuses, magasiniers, charpentiers, menuisiers... Et la chorale du petit village de Midi entend se mêler les voix des agriculteurs, de la femme du médecin et de la fille du notaire.

La principale motivation de chant choral à A cœur joie, qui a joué jusqu'à tout récemment d'un quasi-monopole. Mais pendant l'occupation, en 1941, A cœur joie a eu la tâche de porter seule à bras, à travers trois décennies, le chant choral oublié des pouvoirs publics, vers l'éducation nationale qu'à la culture. Grâce à la personnalité d'un homme, César Geoffroy, son fondateur, on a vu vite le côté humanitaire de ses débuts pour ne retenir que le mot d'A cœur joie, qui a créé une maison d'édition de musique, organise des séminaires, des stages de formation, des rencontres chorales et organise des rencontres chorales tous les trois ans à Vaison-la-Romaine, « les Chorales », où dix mille chanteurs viennent mêler leurs voix dans le décor du théâtre antique de Vaison. « Les Chorales » sont le premier rassemblement choral du monde. Les prochaines se dérouleront en 1983.

L'expansion d'A cœur joie est rapide : de vingt mille en 1978, les adhérents sont vingt-cinq mille en 1982, répartis en choeurs d'adultes, d'enfants, d'adolescents, poétiquement baptisés cantilènes, cantournelles et chanteries. Ils viennent d'ouvrir à Paris une boutique A cœur joie, dans le sixième arrondissement, où les partitions bleues, roses, vertes et jaunes classées par genre attendent sagement l'acheteur. Ils organisent depuis peu, pour les enfants, des jeux chantés dans la salle Pleyel, où, par mois, jusqu'à quatre personnes se réunissent l'après-midi pour chanter.

Former des chefs de chœur

Si c'est A cœur joie qui a donné l'impulsion, une dizaine d'autres fédérations ont vu le jour durant les années 70 (1). La vitalité des chorales d'amateurs organisées sous forme d'associations a fait ses preuves.

Mais le nouveau directeur de la musique, Maurice Fleuret, ne l'entend pas de cette oreille. Il souhaite, dit-il, que l'Etat assume pleinement son rôle et ne laisse plus aux mains d'initiatives privées une œuvre de monopole de l'art, quel qu'il soit. Dans la politique de renouveau de la musique, le chant a une place privilégiée. Il a déjà commencé : le budget du chant choral était en 1981 de 270 000 F. En 1982, il est passé à 960 000 F, trois fois plus.

Quatre groupes vocaux reçoivent des contrats mission à



TUDOR BANUS

vocation incitative pour aller dans les régions les plus défavorisées sur le plan musical. Ce sont des ensembles chorales : les Arts florissants, de William Christie, spécialisé dans la musique baroque ; la Chapelle Royale, de Philippe Herreweghe, dans celle du dix-huitième siècle ; l'ensemble vocal de Michel Piquemal, dans la musique romantique ; chœurs de l'Orchestre de Lyon. Les subventions sont accordées par un jury compétent après audition.

L'autre aspect fondamental de la politique de la culture est la direction de la musique concerne la formation des choristes en général, et des chefs de chœur en particulier. Le centre d'activités polyphoniques et chorales de Paris, dirigé par Stéphane Caillat, existe depuis trois ans. Huit inscriptions pour l'année 1981-1982 témoignent de son succès. Il propose des cours réguliers une fois par semaine durant l'année scolaire, ainsi que la majorité des fédérations organisent des stages de vacances ou week-end, qui n'ont pas le mérite de la régularité. Les neuvième, dix-huitième et cinquième arrondissements, des ateliers de technique vocale, de pédagogie musicale, sont réservés aux chefs de chœur et aux enseignants soucieux de perfectionner. Huit autres centres régionaux seront mis place à Nantes, Aix, Bordeaux, Lille, Strasbourg, Toulouse, etc.

Car, pour Maurice Fleuret, « il y a beaucoup de chorales dans le pays, mais pas de chefs de chœur véritablement

formés ». Quelques grands noms : Jean Sourisse, Philippe Caillat, Stéphane Caillat, Michel Piquemal, William Christie. Comment devient-on chef de chœur ? Bernard Lallemand, fonctionnaire des affaires étrangères, directeur de l'Office franco-allemand pour la jeunesse responsable de la fédération A cœur joie pour la région parisienne, a toujours aimé chanter depuis l'époque lointaine des chœurs de la promesse scout. Arrivé au lycée Louis-le-Grand pour y poursuivre ses études, il a été naturellement choisi pour la chorale Dominica, à laquelle se joignent les demoiselles du lycée Fénelon. Très vite, quand l'élève fondateur quitte l'établissement, c'est vers lui que ses camarades se tournent pour diriger la chorale.

Ecrire pour les chanteurs

C'est parce qu'il faut se perfectionner, apprendre les gestes qui indiquent comment commencer à s'arrêter, utiliser le diaphragme, donner à la voix diverses voix, trouver un répertoire adapté aux élèves, surmonter les difficultés, qu'il adhère à A cœur joie et suit les stages de formation destinés aux apprentis chefs de chœur. Aujourd'hui, il est instructeur. « Le chant, c'est pour moi plus qu'un hobby, une passion. J'ai l'armée, j'avais monté à Berlin une chorale franco-allemande. »

François Polgar, un chef de chœur de l'Opéra de Paris, dirige, pour le plaisir, une chorale d'amateurs à Saint-Cloud. Il est

organiste en formation. Il ne lui demande comment on devient chef de chœur, il répond : « En autodidacte, ça vient tout seul, quand on en éprouve l'envie. » Il a commencé à chanter à Contrepoint, la chorale du lycée Jean-de-Saïly.

Une dizaine de chefs de chœur professionnels dans toute la France, selon l'administration, et des milliers d'amateurs. Ce qu'on souhaite au ministère de la culture, c'est professionnaliser le métier au service des chorales. Car c'est là son chef que dépend le niveau d'une chorale. François Polgar a sélectionné ses choristes et a conservé les meilleurs après audition en solo. Impitoyable ? Il s'en défend. Il ne cherche pas à faire pousser la chansonnette, mais à pouvoir faire chanter sa chorale avec les meilleurs orchestres, au public, sans que les spectateurs aient l'impression d'applaudir une séance de patronage où l'on se rend par obligation, parce que la cousine ou le beau-frère s'y produit. On vient de créer un certificat d'aptitude à l'enseignement du chant choral dans les conservatoires, ce qui lui donnera ses lettres de noblesse. Jusqu'à présent, seul le conservatoire de Lyon possédait une section de direction de chœur.

Pour Hubert Berthier de Lioncourt, chargé de mission au ministère de la culture, le répertoire choral fait que le chant choral a toujours tourné vers le passé. « Depuis longtemps les chorales se consacrent à chanter la musique d'autrefois. Les créateurs contemporains ont coupé du public, même des musiciens et des mélomanes, alors que dire des amateurs ! Nous voudrions

pousser les compositeurs à écrire de la musique contemporaine pour les chœurs. C'est la seule solution pour empêcher ceux-ci de se consacrer de faire de l'archéologie musicale. Une chorale est un créateur et chanteurs indispensables pour rendre la musique contemporaine au public. » C'est dans cet esprit que la délégation régionale à la musique d'Ile-de-France organisera en 1983, au Centre Georges-Pompidou à Paris, des ateliers chorales et jeunes créateurs de l'Égide de l'IRCAM.

Cela ne s'oppose en rien à la redécouverte des sources que favorise une manifestation comme les « Folklories », à Brive-la-Gaillarde qu'A cœur joie organise pour le fin du mois d'août et qui vise à faire revivre les chansons folkloriques régionales. Un bienfait de l'engouement pour le chant est évoqué par Louis Bonnot, président de la Fédération française des musiques rurales : « Les seules écoles où il n'y ait aucune délinquance sont les écoles de musique. »

LILIANE DELWASSE.

(1) Fédération A cœur joie, boutique A cœur joie, 12, rue Jacob, 75006 Paris ; Fédération des chorales françaises, 50, rue de la Fontaine-au-Roi, 75011 Paris ; Fédération française des petits chanteurs, 11, rue Massillon, 75004 Paris ; Fédération française de musique, 15, passage Lathuille, 75018 Paris ; Fédération musicale et chant du protestantisme français, 42, rue de Cléry, 75009 Paris ; Fédération nationale des activités musicales (FNAMU), 7, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris ; Union française de musique sacrée, 21, rue d'Assas, 75006 Paris ; Fédération des chorales orthodoxes, 12, rue Dara, 75008 Paris ; AROCEA (chorales scolaires), 13, rue du Four, 75006 Paris, etc.

Dix petits nains

(Suite de la page XIV.)

Aussi décida-t-il de dormir : il en avait passé d'autres, puis blanches, lorsqu'il pratiquait le sit-in actif à la frontière cambodgienne pour protester par l'impérialisme américain puis au peuple kmér par les kmers, enfin aux kmers rouges par les Vietnamiens ! Et c'était la vie d'homme d'action qui lui tenait à la mémoire : les appels signés, les manifestations calmement mûries ou rédigées dans la fièvre, les délégations silencieuses aux am- bades du Chili ou d'U.R.S.S., A comme qu'il se souvenait, la - comme Catherine Arthus - comme la musique - lui tournait : oui, sa vie avait été un beau combat !

C'est alors que, d'un coup, il qu'il transpirait. Et ce n'était pas la chaleur du la devant laquelle il avait fait une demi-heure auparavant qui l'envahissait, mais une sueur froide qui lui glaçait la épine.

« Ce n'est pas possible... », murmura-t-il à voix basse.

Mais c'était possible, parfaite- ment possible, même : il avait peur.

Il réfléchit davantage, il précipita à la porte, mais il ne parvint pas à l'ouvrir. Quelle avait-il fait ?

Il voulait se rassurer, mais la tête, une fois, lui tournait vrai- ment. Un grand fauteuil le cuir l'attendait, il se sentait tomber.

L'horloge de l'église du village deux coups. « Plus à quatre heures », dit-il.

Lorsqu'il ouvrit, quelques plus tard, une forme vo- lée dans la pièce.

« Non ! cria-t-il d'une voix étranglée. - Si, murmura une voix. Je ne pouvais pas ne pas ve- nir. »

Debout devant lui se tenait la jeune fille du grand- gallerie. Alors Jean-Pierre Strauss, c'était de soulage- ment : Isabelle de Saint-Prix, par guérison interposée, ne lui avait voulu que du bien, et la porte, de- lui, était entrouverte.

QUELQUES minutes plus tard, Catherine Arthus gémissait et se retournait dans son lit. Depuis qu'elle était mariée se couchait, elle se sou- oadaient, il se limite de canchamer au du bleu : la Jean-Pierre Strauss et de l'ange de la chapelle se mé- laient, dans une sensuelles, menagantes, cruelles. Em- l'oreiller d'une violence, elle murmurait : « Je veux... je ne veux pas, Non... Out... »

L'ange devenait légion d'ar- changes : subitement, elle se redressa.

« Je ne dors plus... », dit-elle à haute voix.

Mais elle n'était rien. Un bruit, pourtant, un craque- ment du plancher l'avait tirée.

« Non... je dors », se répliqua-t-elle à elle-même, puis elle se croit entendre un plancher cra- quer dans une maison qu'on vous a dite barbare.

La tête renversée sur l'oreiller, les yeux grands ouverts, elle res- sentait son souffle. Le plancher cra- quait.

« Il y a quelqu'un ? »

« N'ayez pas peur, c'est moi... »

La voix étouffée, la main qui se posait sur son épaule : ce ne pou- vait être que Jean-Pierre Strauss.

Elle releva la tête, la main glissait sur son visage, son visage se cou- vrait de sa respiration s'arrêtait.

« Jean-Pierre... C'est toi... »

Puis il y eut un grand élan de lumière, un trou noir, une cohorte d'anges en or, d'anges d'échappes blanches, et elle sombra.

La nuit, elle, devait durer, en bruissements et en palpitations. Vêtue d'un désha- billé et en larges manches de taf- fetas bruissements, Véronique de Saint-Prix réussit dans sa chambre : trois fois de suite, elle gagna.

« C'est trop... », murmura-t-elle.

Jamais la chance ne s'était ainsi acharnée sur elle. Elle sourit et se leva. Autour d'elle, c'étaient les portraits au pastel de tant de grand-mères et d'arrière-grand- tantes que la chambre tout entière était le cœur d'une famille dont chaque membre s'adressait à elle.

« Une complicité très... »

« Une fois encore, pourtant... »

Elle revint s'asseoir et tenter une fois encore le hasard : une fois encore, elle se croit entendre un plancher cra- quer dans une maison qu'on vous a dite barbare.

« C'est moi », dit-elle.

Le regard qui s'adressait à elle, dans le miroir, était celui d'une Isabelle de Saint-Prix à qui le bourreau de Nantes avait promis de ne pas mourir à seize ans.

Cependant que, dans la cham- bre de Marie-Thérèse, Bertrand de Saint-Prix, les doigts sur la ma- chine, conversait doucement avec son clavier, inscrivait ses mots dans le livre de comptes de Marie-Thérèse, en longues phrases une à une dispersées qu'elles s'étaient dispersées sur l'écran, lui répondait avec la même tendresse.

« Ce sont des mots comme cela que je voudrais voir durer une vie », dit enfin Bertrand à la ma- chine.

Mais la nuit pénétrait à travers les fenêtres, un soleil déjà le parc dans les premières lueurs de l'aube et, là, loin, quelque part dans la maison, une sonnerie de télé- phone retentit.

La semaine prochaine :

V. - LE TÉLÉPHONE ROUGE

CROQUIS

Barrage

On en parlait depuis si long- temps qu'on n'y croyait plus à un barrage sur la Loire qui de- vait être le plus grand. Et puis les hommes ont commencé.

Un paysan, là-haut dans ses champs, a vu ses genêts, a vu quelques jours après son fils. Le village restaurateur de la Di- gne, qui avait été détruit dans la région d'Orléans, se soulevait et qui avait fait voir des centaines de poutres de grain pour les bom- bardiers allemands, le désespoir, a cassé ses fenêtres et ses vo- lants avant de s'écrouler.

Le petit pont de pierre de Presle, qui s'arrêtaient les bœufs au retour de la pêche, ont de- meurés seuls face à la Loire.

Le barrage est né. Le paysage a reculé. Tous les ans, on voit les bœufs d'Orléans, qui ont flambé, se lever de nouveau debout, et les petits bœufs ont été décapités. Ici, ce sont des jeunes peupliers

qui sont couchés dans l'herbe, pêle-mêle, le long du barrage.

Une petite maison neuve est érigée. On lui a mis ses portes, ses tapis- sés, ses fenêtres au grand jour, et un vaste de carrelage, et là, la place de la Loire.

En bordure du chemin du ha- lage, là loin en loin, on voit des bœufs pour l'avenir, les monceaux de pierres blanches veillent. Ils rappellent la petite ferme de deux vieux, une éti- ble à germer, un champ pour les bœufs, une grange... Là, le son de pierres les plus gros. Il y a des pierres les plus gros. Il y a des pierres les plus gros. Il y a des pierres les plus gros.

Un étrange silence sur tout le barrage. On entend qui murmure longuement les détails à la machine.

Le barrage va monter.

LOUIS PRALUS.

Carnaval

Je fais la queue devant une boulangerie. Derrière moi, une mère dit à sa fille de cinq ou six ans : « Dis bonjour au monsieur de la petite fille porte un masque de petit cochon. Elle ne bouge pas. » Tu ne reconnais plus le monsieur, dit la mère à la fille, c'est M. Robert. La petite fille ne bouge toujours pas. La mère s'énervait : « Dépêche-toi de dire bonjour au monsieur ou je te mets une fessée devant tout le monde. »

« Mais j'ai envie de dire bonjour au monsieur de la petite fille porte un masque de petit cochon. Elle ne bouge pas. » Tu ne reconnais plus le monsieur, dit la mère à la fille, c'est M. Robert. La petite fille ne bouge toujours pas. La mère s'énervait : « Dépêche-toi de dire bonjour au monsieur ou je te mets une fessée devant tout le monde. »

« Mais j'ai envie de dire bonjour au monsieur de la petite fille porte un masque de petit cochon. Elle ne bouge pas. » Tu ne reconnais plus le monsieur, dit la mère à la fille, c'est M. Robert. La petite fille ne bouge toujours pas. La mère s'énervait : « Dépêche-toi de dire bonjour au monsieur ou je te mets une fessée devant tout le monde. »

« Mais j'ai envie de dire bonjour au monsieur de la petite fille porte un masque de petit cochon. Elle ne bouge pas. » Tu ne reconnais plus le monsieur, dit la mère à la fille, c'est M. Robert. La petite fille ne bouge toujours pas. La mère s'énervait : « Dépêche-toi de dire bonjour au monsieur ou je te mets une fessée devant tout le monde. »

« Mais j'ai envie de dire bonjour au monsieur de la petite fille porte un masque de petit cochon. Elle ne bouge pas. » Tu ne reconnais plus le monsieur, dit la mère à la fille, c'est M. Robert. La petite fille ne bouge toujours pas. La mère s'énervait : « Dépêche-toi de dire bonjour au monsieur ou je te mets une fessée devant tout le monde. »

« Mais j'ai envie de dire bonjour au monsieur de la petite fille porte un masque de petit cochon. Elle ne bouge pas. » Tu ne reconnais plus le monsieur, dit la mère à la fille, c'est M. Robert. La petite fille ne bouge toujours pas. La mère s'énervait : « Dépêche-toi de dire bonjour au monsieur ou je te mets une fessée devant tout le monde. »

MAURICE KHERROUBI.

PANORAMA IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

une résidence et la méditerranée pour

159.000F

à Port Barcarès directement sur la plage 1000 F A LA RÉSERVATION Séjour cabine 4 couchages. Kitchenette et salle d'eau équipées. Prix non révisable. Crédit maximum.

Je désire recevoir engagement de ma part une documentation gratuite sur vos

Nom : Adresse : Tél. :

résidences MALARDEAU 19, allées J.Jaurès 31000 Toulouse / 61/62.12.56.

DANS LE PARC DE MAISONS-LAFFITTE Un petit immeuble résidentiel de grand standing, situé en bordure de forêt.

l'Orée de Saint-Germain

Des appartements de 2 à 3 pièces dans un parc privé avec tennis

smci 11, 19 rue Auber 75009 PARIS - Tél (1) 742.40.89

ENTRE MER, CIEL ET COLLINES,

VOTRE APPARTEMENT A ST-RAPHAEL

St-Raphaël... le attend la Résidence "Les Sangliers". Un petit immeuble rustique provençal. Avec piscine. (Appartements: 2 pièces duplex et 3 pièces)

Résidence "Les Sangliers" Pour renseignements et visite sur place, Le Dramont 83700 St-Raphaël, St. GERIC VAR, avenue Henri Vidon 83700 St-Raphaël. Réalisation CETIM - Promotion S.A.

(04) 95.52.11. Pour recevoir une documentation sur la Résidence "Les Sangliers" retourner ce bon à GERIC VAR. Nom : Adresse : Tél. :

résidence des Albères

Votre appartement du studio au 11 pièces au centre de Canet Plage et à 100 m de la mer.

14, de la Méditerranée, 66140 CANET PLAGE Tél. 80.59.15

TROUVILLE

Votre Appartement - Vacances, au bord de la Touques.

Cloques Rives 81, avenue Kennedy - à 200 m du Pont des Belges Studios 2.3 Pièces, Appartements Duplex. Bureau de Vente sur place ouvert : Lundi, Jeudi, Samedi et Dimanche de 14 h à 18 h.

Je suis intéressé par "Cloques Rives" et souhaite recevoir votre documentation : Nom : Adresse : Tél. Bureau : Demande : Retourner ce coupon à : PROGESSEC 60, rue de Louviers 78008 Paris.

réalisation PROGESSEC SOUTHERN

une résidence et l'atlantique pour

159.000F

à Lacanau Océan au cœur de la forêt 1000 F A LA RÉSERVATION Séjour cabine 4 couchages Kitchenette et salle d'eau équipées. Prix non révisable. Crédit maximum.

Je désire recevoir engagement de ma part une documentation gratuite "LES MAISONS DE LA FORÊT"

Nom : Adresse : Tél. :

résidences MALARDEAU 19, allées J.Jaurès 31000 Toulouse / 61/62.12.56.

ETRANGER

VOTRE VILLA Au bord de la mer sur la

COSTA BRAVA pour 2 600 FF/m²

des principaux touristiques Nombreux appartements et villas disponibles. Crédit personnalisé - Location possible

Autres : Malaga-Alicante-Mallorque Demandez notre documentation DECESA - 87, rue de la Tour - 75016 Paris - Tél. : 504.79.31 Nom : Adresse : Tél. : N.P. : Localité :

Pour tous renseignements concernant cette rubrique : RÉGIE-PRESSE

M. P. BALAGUER, tél : 233-89-55

Françoise au bureau, Annie au réseau

TROIS photocopies dans le dossier ? Monsieur le Directeur, pensez-vous qu'elles seraient pleinement utilisées ? » Depuis le début de la matinée, Françoise Du-

reux, tirée en « bureaucratie », chez Lesieur, « destructeurs de diplomatie », présentations du directeur d'un grand service de la maison. Chargée de définir un « plan bureautique » rigoureux et cohérent, elle dit quotidiennement tenir tête « le sourire aux services top gourmands

Il son bureau tapissé de posters, Françoise se relaxe après la bataille. Le directeur a promis de réfléchir. Nouvelle embauche dans la société, la position n'est pas aisée face aux grandes baronnies qui y partagent l'organigramme. Les gadgets télématiques et un service que le vison ne fait pas la sous-préfecture : un signe extérieur de pouvoir. Première tâche de Françoise : établir un diagnostic sur le flux d'informations — donc de pouvoir — qui transite dans l'entreprise, « qui ravit la curiosité naturelle : « *Faire le métier, c'est comme si tu surveilliez une ville dont on avait enlevé les toits.* »

de « -teur » la télématique, elle se heurte le plus souvent au scepticisme.

Françoise, « elle est plus « bon chic bon genre », ne cède en rien à Annie en pouvoir de conviction. La bureautique, il faut aussi l'imposer au scepticisme. Avant d'entrer chez Lesieur, elle a longtemps passé par le « conseil : tâche de missionnaire. D'abord, convaincre les présidents. Ensuite, « surtout, persuader les intéressés, cadres et secrétaires, que les micro-ordinateurs, télécopieurs et autres agendas électroniques, aient à signifier leur congé pour inutilité, leur apporter la

■ de « télématique » la télématique, elle, a heurté le plus souvent au scepticisme.

■ François, ■ elle est plus « bon chic bon genre », ne cède en rien à Annie en pouvoir de conviction. La bureaucratie, il faut aussi l'imposer ■ le scepticisme. Avant d'entrer chez L'esieur, elle ■ longtemps tâché par le « conseil » : ■ tâche de missionnaire. D'abord, convaincre ■ présidents. Ensuite, ■ surtout, persuader ■ intéressés, cadres ■ secrétaires, que les micro-ordinateurs, télécopieurs ■ agendas électroniques, loin ■ signifier leur congé pour inutile, ■ leur apporter la ■

• **Communication** : le mot revient, en revanche, toutes les cinq minutes ■ la bouche de François Je, tu, il, elle communique, Lésieur, paraît-il, est une société où l'on communique, entre ■ au sein des cercles de qualité - ici baptisés « groupes de progrès » et, hélas ! interdits ■ journalistes, - dernière innovation **made in Japan** : les ■ salariés s'expriment sur leurs conditions de travail ■ déterminent leurs cadences.

Prendre le temps : Annie est d'accord. Avant de s'atteler à courir, elle musarde dans les rues inconnues. Le réseau organisé en conférence qui décide souverainement d'accepter ou de refuser les candidats. Conférences fermées ou ouvertes, sérieuses - énergies appropriées - futiles - la poésie, le graffiti, les rêves, Annie d'aller promener dans la conférence des rêves.

- Découvrir une machine inconnue, c'est un jeu, explique François, un fac de lettres. J'étais à mille lieues de penser l'informatique. J'y suis venue par hasard, ça m'a fascinée. D'abord, les ordinateurs évoluent à une vitesse : chaque mois une nouvelle machine logicielle. La bureautique, c'est le Far-West. Les Français sont sous-équipés, l'ampleur de la tâche est enthousiasmante. On se frotte à une logique implacable de la machine. En cas d'erreur, il faut sans cesse revenir sur ses pas. On a le goût de l'instant, c'est le défi de l'ordinateur.

d'un mur vertical ; l'autre s'est accidenté, naufragé de la route, rampant sur la chaussée ; le troisième raconte par le menu comment chaque nuit, marchant derrière un bus, il terrassé par les gaz d'échappement. Kenneth, Shali et Bart ne se connaissent sans doute pas. Peut-être, par ailleurs, dialoguent-ils très sérieusement : la conférence sur l'avenir des télécommunications ou la Foire de Seattle. Leurs fans et leurs angoisses se répondent tout imprégnés d'un fascinant dialogue aveugle. La première fois qu'on branche, on a vraiment l'impression d'aborder un espace-temps différent », explique Annie.

Le père spirituel de François, « l'un des plus brillants bureaucrates français, Louis Nauges, vit aussi [...] un autre temps. Pope [...] la bureaucratie [...] il inventé le vocabulaire et ne perd [...] une occasion de [...] rappeler, [...] éternel étudiant, en quelques minutes, refaisit devant les visiteurs le monde [...] - cols blancs ». Pope s'abre au clair de [...] P.-D.G. surchargés. L'année dernière, [...] lui demandait d'effectuer devant [...] une démonstration [...] différents bidules [...] stationnement sur bureau, il avait pressé trois boutons, « était montée d'on [...] saut oh... sa propre voix, enregistrée [...] le répondeur téléphonique [...] son domicile. En y repensant, ce n'était pas grand-chose, mais on avait été impressionné. S'avise-t-on [...] douter, d'insinuer que le but ultime de [...] ces merveilles est, très matériellement, d'accroître la productivité ? C'est parfois un corollaire, mais seulement un corollaire », répond François, péremptoire. Aux avant-postes

Livre de ■■■■ ou agence matrimoniale ? Les ■■■■ voudraient privilégier la banque de données, les autres la communication. ■■■■ deux côtés, les applications du réseau leur apparaissent infinies. - *Par exemple, les producteurs biologiques pourraient s'en servir pour grouper leurs commandes.* - Seule certitude : ils ne souhaitent pas devenir une - C.B. informatique - tout juste bonne à éviter les bouchons sur l'autoroute. La référence à *Raoul* est volontaire, et c'est le célèbre - *Jay* - que vous voudrais - qui accueille les nouveaux arrivants. Thémis.

Le bonheur en pianotant, l'extase du clavier, le pied du locipic ? Ces « tiques » tout quoi ont envahi « horaires mobiles et se baladent dans espaces », convivialité, quel bonheur peuvent-ils prétendre nous apporter, « d'abord leurs grands-prêtres ? Ni Françoise ni Annie ne sont « fanas » la nuit, « yeux rougis par les nuits passées sur le clavier. La machine leur « simplement praxème à échanger, créer, imaginer, rencontrer, transfigurer, Rien « les rapproche, Françoise fonce, convainc « voix ; Annie tutoie « butine. Rien ne « rapproche, sauf peut-être une certaine aptitude au sonner. La machine, la- la- la ! - « peut venir sur le réseau ou s'emmerder copieusement, conclut Annie. Le bonheur, l'« soi pas. - L'essentielle, renchérit Françoise, c'est le « les gens, sentir leurs problèmes.

L'inconnu **de** l'heure n'a **pas** répondu **aux** sollicitations d'Annie. Tant mieux. Les pionniers **de** la communication ont le droit suprême de se taire. « Pour vivre heureux, vivons **muets** », disait-on déjà du temps de **La Fontaine**. ■

Un libraire d'acier

La date, le lieu, l'arme, l'identité des otages : comme dans la plupart des affaires d'autodéfense, sont les seuls éléments qu'on a absolument certain. Tout le reste est affaire d'appréhension...

Le commissaire de police de permanence finit du drame ■ un catholique fervent. Tuer un homme, ■ qu'il soit ■ indépendant des circonstances, est acrimie. Son opinion ■ faite-Michel Rousseau a abattu froidement Pascal ■ tière ■ il se fit fort ■ le prouver ■ moment d'ap

Les inspecteurs de police du quartier, qu'occupent les locaux minabî du commissariat de la rue J. Général-Brunet, ont été victimes de plaintes quotidiennes pour délits de violence sexuelle depuis longtemps, ins leur esprit, la petite délinquance à un simple phénomène société. Quant à l'avenue de Porte-Brunet, elle leur arait pas plus « chaude » que bien d'autres rues de Par. Mais ils assistent, impuissants à la montée de l'intolérance.

Pour le avocats affirmant appartenir l'association Légitime Défense, qui ont harcelé de coups de fla famille [REDACTED] pour leurproposer leurs [REDACTED] vices, ou sur ce « gros bras » d'un parti extrême droite of-

Pour les commerçants de l'avenue, signataires unanimes d'une pétition en soutien, la coupe est pleine. Cette large artère riche en magasins, d'à peine 300 mètres long, coince le périphérique et le boulevard extérieur est un fleuve.

« Les tentations dans le dix-neuvième arrondissement truffées de tristes H.L.M. de l'après-guerre... » La nuit était calme et il y en avait encore. — explique Michel Lecyn, gérant du magasin Goulet-Turpin, juste en face de la librairie de Michel Rousseau. « Depuis, il y a eu des cambriolages, des visites de caves, des voltures volées, des vieilleries dames attaquées », affirme-t-il, le visage marqué par huit nuits d'insomnie passées à veiller derrière sa vitrine. « Il faut que les commerçants s'organisent en milice de surveillance. »

Dans un tel climat, tout le monde, bien sûr, est armé, qu'il y a une douzaine de rifles qui d'un coup de sifflet peuvent tirer d'un pistolet. — « Je pense qu'il y a une corse des hommes ! », dira une vieille femme émerveillée le lendemain du drame, dans le magasin de Michel Rousseau.

Rue ■ la Solidarité, ■ une de ces cités ■ proches qui font peur aux commerçants, ■ jeunes, dont les bras tatoués témoignent ■ leur passage en prison, connaissent bien Pascal Bastière. « Il était du vingtième, du côté de la place des Fêtes. » Cela fait quelques années déjà qu'on ne ■ plus dans son propre quartier : on s'y fait trop vite repérer. Ce

qu'ils pensent de l'acte du li-
braire ? « Ça ne se fait pas
Une telle pour l'arrêter ; d'ac-
cord. Mais quatre balles pour
le tuer ; non ! » Les
lui, il faudrait les stin-
guer ! » Faisaient-ils partie de
ceux qui, après avoir « banni »
les slogans vengeurs dans le
de l'immeuble de Michel
Rousseau, ont gravement en-
dommagé son magasin avec un
bidon d'essence ? On ne répond
pas à ce genre de question : « Il
se bien fait ! »

Et la famille du défunt, —
Bretagne, qu'en pense-t-elle ?
— **Ma fille a voulu s'empoison-**
ner, — moi j'ai failli me sui-
der », affirme la mère. Est-ce le
chagrin qui rend vos voix si
quant ? Non, c'est la colère
— Pourquoi, — le journa-
listes, — écrit qu'il
originaire du Paimbois. Il suf-
faisait d' dire qu'il s'appelait
Pascal Bastière. Saluons !
conclut-elle en racrochant par-
talement. Rejetons la famille,
— **Je n'ai pas de longues**
chagrin de la petite délinquante,
mis à la rue par une tante pari-
sienne qui ne voulait plus tolérer son
— incertaines, pensionnaire épi-
sodique de l'hôpital psychiatri-
que de Maison-Blanche : — **Sal-**
uons à rendu service à le
monde », ne peut s'empêcher de
remarquer un policier du quar-
tier. — **Ne faites pas d'ennuis au**
libraire », demandera le père
dans le vain espoir que l'affaire

Quant à Mme Françoise Canivet-Beuzit, le juge d'instruction, elle ne rejette *a priori* aucune explication. Elle a inculpé Michel Rousseau d'homicide volontaire et l'a immédiatement relâché **avec** une caution **de** 50 000 F. Elle n'est pas du

tout favorable. Il faut dire en général, « mais la thèse de M. Rousseau plaçant la légitime défense n'est pas admise a priori ». Le fait que la crosse de sa carabine soit brisée conforte la version du libraire qui affirme s'être défendu sans tirer.

Michel Rousseau était-il réellement en légitime défense, c'est-à-dire, selon le code pénal, directement menacé ? Sa riposte ■ l'agression a-t-elle ■■ comme ■ veut la jurisprudence — proportionnelle ■ l'attaque ? Aucune réponse convaincante ■ peut ■■ apportée à ■■ question.

■ la personnalité du li-
 braire. C'est un poète. Sur le pa-
 pier glacé d'un agrandissement
 photo, ■ frondeuses se reflè-
 ■ dans l'eau calme d'un lac.
 ■ C'est celles-là que je préfère
 elles expriment l'émotion, la
 poésie à l'état pur. - ■ ■ ■ ■ ■
 sous-ciel ■ ■ ■ ■ ■ de magasi-
 ■ ■ ■ ■ ■ enlaidi par ■ ■ ■ ■ ■
 les rayonnages supportant les
 stocks ■ ■ ■ ■ ■ papeterie, il montre
 avec fierté ■ ■ ■ ■ ■ photo-
 graphiques dignes d'un profes-
 sionnel. ■ ■ ■ ■ ■ J'y passe ■ ■ ■ ■ ■ après-
 midi entiers le dimanche -. Ici, ■
 ■ ■ ■ ■ chez lui. Dans un coin, ■ ■ ■ ■ ■
 bureau, recouvert d'un ■ ■ ■ ■ ■
 ■ ■ ■ ■ ■ protégeant ■ ■ ■ ■ ■ photos de
 ■ ■ ■ ■ ■ de sa femme et de sa
 fille sur le petit ■ ■ ■ ■ ■
 acheté l'an dernier. Au mur, ■ ■ ■ ■ ■
 ■ ■ ■ ■ ■ marines ■ la côte bre-
 tonne qu'il parcourt à la
 voile la belle saison. ■ ■ ■ ■ ■ amis
 l'ont surnommé « le capitaine ».

■ du poète, Michel Roussau n'a guère l'apparence. Dans ■ chemise bleue ■ sur un maillot ■ corps, il ferait plutôt penser, ■ ses cheveux courts, son regard fixe ■ l'absence totale d'émotion de sa voix, à un vigile ■ supermarché. Subjectivisme..

MILITANT Rabelais n'a pas été
«**un** des » beaux quartiers
de Paris et les collègues privés :
«**A seize** » c'est mon père
qui m'a appris son métier : «**typo-**
«**graphie** ». Quinze » de la
«**direction** » du service du
«**Livre C.G.T.** », c'est lui qui signe
en 1972 un important accord
d'entreprise avec le patron de
l'époque, Emilein Amaury. En
1975, quand la guerre éclate en-
tre le syndicat et la direction,
s'estimant désavoué, il abandonne
ses responsabilités, ses
camarades et son métier. «**Je**
«**m'estime juste** : je réagis
comme un homme debout. Dans
la vie je pense qu'il faut payer.
Mais l'ai payé pour mes convictions.
» Le prix est élevé :
«**Avant**, dans la presse, je tra-
«**vailais** trois heures et demie
par jour ; ici, depuis cinq ans,
c'est quinze heures quotidiennement.
» Il le départit très dur.

Seul **JEAN-PIERRE** d'émotion dans **MAITRE** longue conversation, quand il parle **à** sa femme **et** de sa fille : « Elles ont été formidables. » Ses yeux s'obscurcissent brièvement d'un voile de larmes : « Nous **JEAN-PIERRE** une fa-

Cette éternité dans la relation des faits gêne : pas d'excès de langage, pas d'hargne envers les délinquants, pas d'esprit de revanche, pas de regrets non plus ; un récit totalement ~~corde~~ corde où la vie, la mort d'un homme ne semblent pas pouvoir trouver place. Avec une idée-force qui revient sans cesse : il est convaincu que l'état de la délinquance se ~~ramène~~ ramène peu à peu ~~à~~ à un magasin, que son ~~devoir~~ devoir devait venir inductiblement qu'il était victime de l'acharnement du même délin-

Le 11 mai, les deux vitres latérales de la porte tombent. Les stylos, des montres, quelques pièces de monnaie, sont volés. Le 12 mai nouvelle effraction... Michel Rousseau prend la décision de fermer le magasin à l'ancienne. Il installe un lit de camp dans le magasin. Pourquoi ?

rabine ? Il n'est pas homme à ■■■■ peur ! - Je voulais savoir à qui j'avais affaire. Je voulais voir ■■■■ type et qui étaient ceux qui l'envoyaient. - Car le libraire est convaincu qu'il y a complot : - Peut-être pour déstabiliser le quartier pour qu'il vote à droite ■■■■ prochaines élections... »

Quatre nuits ■ suite il veille de 1 heure à 3 heures : « J'avais aménagé ■ poste d'observation ■ travers l'étalage ■ je voyais passer ■ repasser des jeunes gens pas animés des meilleures intentions. J'entendais le déclenchement des sirènes des ■ magasins attaqués. »

La quatrième nuit c'est le drame et la seule version connue, ~~racontée~~ une fois, celle du commerçant. « Il m'a menacé ~~avec~~ la barre qu'il tenait. Je l'ai frappé ~~avec~~ de ~~mon~~ fusil qui s'est cassée. J'ai tiré, l'arme ~~à~~ la hanche. Les dix balles du chargeur ~~sont~~ parties. Quatre l'ont touché. »

M. Rousseau n'est pas un méchant homme. Même les jeunes qui, aujourd'hui, l'aiment plus reconnaissent qu'on pouvait aller lire les illustrés sans les acheter.

Pascal Bastière n'était pas un truand dangereux. Casser la vitrine d'un modeste magasin pour piquer trois sous ■ quelques objets ne relève pas du grand banditisme. La police ■ les compagnies d'assurances ■ pris leur parti et ■ commerçants doivent savoir qu'un rideau ■ fer sur ■ denture ■ devenu indispensable. Et pourtant Pascal Bastière ■ mort ■ Michel Rousseau inculpé d'homicide volontaire ■

La faute ? qui ? M. Thierry Lacamp, l'avocat du libraire, a peut-être la réponse. Il croit fermement à la légitime défense ■ son client, mais il sait bien que c'est en amont que ■ pose la question : - *Quand ■ se met à jouer les policiers ■ finit par se retrouver en situation, réelle, ■ légitime défense.* - ■

PATRICK BENOÛET

CHRONOLOGIE

Juin 1982 dans le monde

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Masurel paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les événements figurant entre parenthèses indiquent le numéro du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

ÉTRANGER

1. - ITALIE : La confédération patronale italienne dénonce l'accord de 1975 sur l'échelle mobile des salaires. Le 2, puis le 25, des grèves générales de protestation sont largement suivies (3, 4, 27 et 28).

2. - VATICAN-GRANDE-BRETAGNE : Jean-Paul II repart de Rome après un voyage de 10 jours en Grande-Bretagne. Le pape, qui a reçu un accueil chaleureux, a répondu à de nombreux appels à la paix, réaffirmant la doctrine papale et s'est félicité des progrès de l'occuménisme (du 28/V au 4/VII).

2-11. - ÉTATS-UNIS-EUROPE : M. Ronald Reagan a rendu successivement à Paris du 4 au 6, puis, après le voyage à Versailles, à Rome, le 7, à Londres, du 7 au 9, à Bonn, les 9 et 10 et à Berlin-Ouest, le 11 (du 1 au 14).

3. - ESPAGNE : Les deux principaux accusés du procès des putschistes du février 1981 ont été condamnés à la prison. Les trente et un autres inculpés sont accusés de crimes inférieurs à celles requises par le procureur, ou acquittés (5, IV et 20-21).

4-6. - SOMMET DE VERSAILLES : Les chefs d'Etat occidentaux les plus influents et la C.E.E. conviennent de « limiter » les exportations d'armes aux pays de l'Europe de l'Est, et de « gérer avec prudence » leurs relations avec ces pays. Ils s'engagent d'autre part à « travailler à une coopération constructive et ordonnée du système monétaire » (du 1 au 10).

7. - TCHAD : Les forces armées du nord (FAN) de M. Hissène Habré s'emparent sans coup férir de N'Djamena, la capitale tchadienne. Le président Goukouni Niatyguia se réfugie au Cameroun, puis en Algérie. Un « conseil d'Etat provisoire » est créé le 19 : il est présidé par M. Habré qui devient chef de l'Etat (du 18 au 12 et du 19 au 24).

11. - ÎLE MAURICE : La coalition de gauche remporte une écrasante victoire aux élections législatives. Les travaillistes, qui gouvernaient l'île depuis vingt-trois ans, n'obtiennent aucun siège. Le 15, M. Anerood Jugnauth forme le gouvernement (12, 15 et 17/VI-2/VII).

13. - ESPAGNE : Ouverture de la XII^e Coupe du monde de football qui durera jusqu'au 11 juillet. Pour le deuxième tour qui commence le 30 juin, quatre équipes sur vingt-quatre, dont la France et neuf autres pays européens, sont qualifiées (à partir du 10).

13. - POLOGNE : De violentes manifestations ont lieu à Wrocław et dans plusieurs villes de province à l'occasion du début du septième mois d'état de guerre. Le 16, de nouvelles troubles éclatent à Wrocław tandis qu'un arrêt de travail d'un quart d'heure est largement suivi à Gdansk (16, 18 et 20-21).

14. - ARABIE SAOUDITE : Le roi Khaled meurt victime d'une crise cardiaque. Son frère, le prince Fahd, est proclamé le même jour. Le président Moubarak, venu à Ryad, le 15, présente ses condoléances, souligne l'entente entre l'Égypte et l'Arabie Saoudite (15 et 16).

16-17. - FRANCE-AUTRICHE : M. François Mitterrand, en visite à Vienne, convient avec le chancelier Kreisky de relancer les relations bilatérales franco-autrichiennes. Une déclaration commune est publiée demandant le retrait israélien du Liban (17, 18 et 19).

19. - ITALIE : La découverte, à Londres, du cadavre de Roberto Calvi, premier banquier privé d'Italie, compromis dans de nombreux scandales, embarrasse le Vatican, qui avait avec lui des relations financières (15, 20-21, 22, 24, 26 et 29).

20. - IRAN-IRAQ : Le président irakien Saddam Hussein met unilatéralement fin à la guerre contre l'Iran « pour résister à l'embuscade israélienne » au Liban. Les

troupes irakiennes qui se retirent sont harcelées par l'armée iranienne. Téhéran estime ne pas avoir obtenu satisfaction sur les conditions posées pour le cessez-le-paix (22, 23, 24 et 26).

21. - ÉTATS-UNIS : John Hinkle, auteur du traité de paix de 1981, a été déclaré non coupable pour « aliénation mentale » par un jury à Washington (23).

22. - CAMBODGE : Le prince Sihanouk, M. Khieu Samphan et M. Son Sann, chefs des trois mouvements cambodgiens de résistance, signent à Kuala-Lumpur (Malaisie) un accord pour la formation d'un gouvernement de coalition (23 et 25).

22. - C.E.E.-ÉTATS-UNIS : Les ministres des affaires étrangères des Dix, réunis à Luxembourg, protestent vivement contre la politique commerciale des États-Unis, alors que la « guerre du Pacifique » s'est rallumée au qu'il a annoncé à Washington, le 18, une extension aux entreprises européennes travaillant sous licence américaine de l'embargo sur l'exportation vers l'U.R.S.S. d'équipements pétroliers et gaziers. En France, M. Mitterrand adresse une mise en garde « sévère » aux États-Unis (12 et à partir du 20-21).

23-24. - FRANCE-ESPAGNE : La visite officielle de M. François Mitterrand à Madrid ne permet pas de résoudre les différends sur le terrorisme basque ni l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. (du 22 au 25).

25. - ÉTATS-UNIS : M. Alexander Haig se démet de ses fonctions de secrétaire d'Etat. Il est remplacé par M. George Shultz (27-28 et 29).

26-29. - YUGOSLAVIE : Le douzième congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie, réuni à Belgrade pour la première fois depuis la mort de Tito, marque l'absence des orientations fixées par l'ancien chef de l'Etat (25, 27-28 et 30/VI, 1/VII).

29-30. - C.E.E. : Le Conseil européen réuni à Bruxelles est principalement consacré au Liban et au Proche-Orient ainsi qu'aux relations économiques avec les États-Unis (du 27/VI au 1/VII).

Guerre ou paix entre les blocs ?

Tandis que se poursuivent les négociations pour le cessez-le-paix au Liban, Malouines, Irak, etc.), une centaine de milliers de soldats aux armements modernes sont massés en Europe, plusieurs de ces manifestations ont lieu à la présence du président Reagan à Paris et à Rome, le 6, à Londres, le 10, à Bonn, le 10, à New-York, le 12, 750 000 personnes ont participé à une manifestation politique dans la ville de New-York. Enfin, à Paris, le 20, a lieu une « marche de la paix », la première en France de cette importance, organisée par le P.C.F. et la C.G.T., à l'appel de nombreuses personnalités, communistes ou non communistes.

Le 10, le gouvernement ouais membres de l'OTAN se réunissent à Bonn : ils adoptent une « déclaration » qui appelle à la coopération entre les dirigeants de l'atlantique pour renforcer les capacités de défense et se restant prêts à dialoguer avec l'Est. Le 15, M. Andreï Gromyko, s'exprime devant l'Assemblée générale des Nations Unies, réunie le 7 juin au 9 juillet en une session spéciale sur le désarmement, annonce que « l'U.R.S.S. s'engage à ne pas utiliser en premier l'arme nucléaire ». Le 29, les négociations soviéto-américaines sur le règlement du conflit stratégique (START) s'ouvrent à Genève, où se tiennent également depuis sept mois les pourparlers sur les euromissiles (du 8 au 21, 29/VI et 1/VII).

La guerre du Liban

Le 6, l'armée israélienne envahit le Liban, Jérusalem affirmant dans un premier temps qu'il s'agit d'une « opération limitée ». Le même jour, le Conseil de sécurité exige, à l'unanimité de ses quinze membres, le retrait « immédiat et inconditionnel » des forces israéliennes.

Le 7, M. Philip Habib, envoyé spécial américain, arrive au Proche-Orient.

Le 8, au Conseil de sécurité, les États-Unis opposent leur veto à une résolution exigeant le nouveau le retrait des forces israéliennes.

Le 9, près du quart du Liban est sous le contrôle des forces d'Israël, dont une partie est commandement vigoureusement « l'invulnérabilité » israélienne, et envisagent l'hypothèse de sanctions économiques contre Israël.

Le 14, le général Eytan, chef d'état-major israélien, déclare qu'Israël n'entend pas « prendre Beyrouth, mais contrôler et contrôler complètement la zone autour de la ville ». Cependant, l'armée israélienne refuse son offre de retrait de la capitale libanaise après avoir fait une jonction avec les forces

chrétiennes de M. Bechir Gemayel qui contrôlent les accès à la capitale. L'est, à Beyrouth-Ouest, environ mille hommes de l'O.L.P. sont tués par un millier de soldats syriens et trois mille miliciens libanais ainsi que plus de cinq mille civils.

Le 14, le gouvernement syro-libanais exige que l'« agression israélienne » et l'« occupation » soient stoppées et qu'il soit mis fin à l'occupation du territoire libanais.

Le 15, après dix jours de violents combats, Tyr et Sidon sont sous le contrôle de l'armée israélienne, cependant que les troupes de Beyrouth. A Paris, M. Mitterrand reçoit M. Shavit, ministre israélien des Affaires étrangères. M. Shavit, chef du département politique de l'O.L.P., annonce le 19 par M. Mauroy.

Le 17, l'état-major israélien publie un bilan officiel de ses pertes : 214 morts, 23 disparus et 1 144 blessés. Les pertes diverses varient, selon les sources, de 3 000 à 20 000 tués ou blessés.

Le 21, M. Begin, aux États-Unis depuis le 15, est reçu par M. Reagan.

Le 24, M. Mitterrand saisit le Conseil de sécurité en demandant pour Beyrouth-Ouest le « désengagement » de « toutes les forces » israéliennes et la « neutralisation » de la zone. L'O.L.P. rejette cette proposition sans veto le 26. Ce même jour, l'Assemblée générale « exige » qu'Israël se retire immédiatement du Liban, par 127 voix contre 2 (États-Unis, Israël).

Dans la soirée du 25 entre en vigueur un quatrième cessez-le-feu « informel » : tous les précédents cessez-le-feu ont été rompus par Israël, qui lui avait aussi proclamés. Auparavant, Beyrouth avait connu son plus violent bombardement, par Israël, au cours duquel ont été tués des centaines de personnes.

Les jours suivants, le cessez-le-feu est respecté jusqu'au 27, jour de très nombreux échanges diplomatiques, tendant notamment à un retrait de l'O.L.P. (à partir du 5).

De Port-Stanley à Buenos-Aires

Le 2, M. Félix de Cuelier, secrétaire général de l'ONU, reconnaît l'absence de ses derniers efforts pour mettre fin au conflit des Malouines. Le 3, les troupes argentines de Port-Stanley, environ mille soldats, sont transférées vers le nord par un nombre à peu près égal de Britanniques.

Le 4, Londres oppose son veto à une résolution du Conseil de sécurité en faveur d'un cessez-le-feu.

Le 11, le pape Jean-Paul II, « messager de la paix », arrive en Argentine pour un séjour de trois heures.

Le 12, les forces britanniques lancent la « bataille de Port-Stanley ».

Le 14, les troupes argentines des Malouines capitulent. Le 15, de deux mois et demi de conflit est officiellement clos par cinquante-trois pour la Grande-Bretagne ; les forces argentines, non officiellement officiellement, sont retirées de la zone à quatre heures.

Le 15, des milliers de Britanniques arrivent de Port-Stanley à Buenos-Aires. Le 17, le général Galtieri, chef de l'Etat, le général Galtieri refuse de mettre fin aux hostilités.

Le 17, le conseil des fonctionnaires du travail argentin après avoir élu comme son pair de commandement de l'armée de terre et de la junte militaire qui gouverne.

Le 20, la Communauté européenne fixe les élections économiques prises contre l'Argentine malgré l'opposition de la Grande-Bretagne. L'embargo sur les armes est maintenu tant que le conflit n'aura pas trouvé de solution juridique.

Le 22, le général Bignone, qui a été en fonctions le 1^{er} juillet, forme son gouvernement, composé de neuf ministres civils et d'un ministre militaire (à partir du 2).

Un choix d'enquêtes et de reportages

FRANCE : Gendarmes des champs et gendarmes des villes (1 et 2).

ARGENTINE : L'Argentine dans la guerre (4, 5 et 6-7).

YEMEN : Le Yémen écartelé (8-9).

FRANCE : La chute des effectifs syndiqués à la C.G.T. (8).

FRANCE : Les compléments d'information sur l'impôt sur les grandes fortunes (10).

PROCHE-ORIENT : La situation palestinienne au Golfe (15, 16 et 17).

FRANCE : Les dispositions de la loi Quilliot sur les rapatriés locaux et les propriétaires (15 et 16).

NOUVELLE-CALÉDONIE : Les derniers feux de la coloniale ? (18 et 19).

ESPAGNE : L'Espagne à mi-chemin de la C.E.E. (du 22 au 28).

FRANCE : Rivières en péril (26 et 27-28).

FRANCE : L'administration dans le changement (29 et 30/VI, 1/VII).

GUADALOUPE : De nouveaux, la libère (29 et 30).

FRANCE

2. - Le projet de loi abrogeant la loi « sécurité et liberté » est adopté par le conseil des ministres (3 et 4).

4. - Le joueur de tennis Mats Wilander remporte le dixième tournoi international de Roland-Garros (du 25/V au 9/VII).

9. - A l'occasion de la conférence de presse de son septennat, M. François Mitterrand définit les grands axes de la « deuxième phase » du changement (10, 11 et 12).

12-13. - Le congrès du parti républicain (P.R.), réuni à Paris, exprime une inconditionnelle adhésion à M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, et propose une « alternative de progrès » (11, 13-14 et 15).

14. - La publication de Mémoires de Georges Pompidou, une polémique sur l'attitude du général de Gaulle en mai 1968 et sur sa personnalité (13-14, 17, 18, 22 et 30).

18. - En Nouvelle-Calédonie, après l'adoption, le 15, d'une loi de la loi de l'Assemblée territoriale d'un nouveau conseil de gouvernement au sein duquel les indépendantistes, majoritaires, sont associés aux centristes. M. Jacques Lafleur, dont le parti, proche du R.P.R., a été rejeté dans l'opposition, se démet, le 23, de son mandat de député. M. Christian Nucci a été nommé, le 9, haut commissaire (du 10 au 19, 24, 26 et 30).

22. - La réforme de l'ENA, approuvée par le conseil des ministres, permet de recruter d'anciens syndicalistes ou des responsables d'associations (24).

23. - « L'Inflexible », sixième roman de Georges Simenon, est à l'arsenal à Cherbourg (24).

29. - Le gouvernement annonce la réforme de la loi professionnelle de la T.V.A. dont le taux normal passe de 17,6 % à 18,6 %, et de la loi professionnelle (18, 20-21 et 30/VI, 1/VII).

29. - Le conseil adopte le projet de loi sur l'audiovisuel après l'avoir sensiblement modifié (10, 12, 17, 19, 24, 25 et 30/VI, 1/VII).

29. - Le comte de Paris publie, dans le Monde, des réflexions sur le changement, favorables à l'adhésion à la majorité (30).

29. - M. Jean-Pierre Balmain (30).

30. - M. Claude Desferre présente, en conseil des ministres, un projet de loi de finances qui prévoit de créer les vingt arrondissements de la capitale en communes de plein exercice. Ce projet déchaîne une vive polémique entre la majorité et M. Jacques Chirac, maire de Paris, soutenu par l'opposition (à partir du 1/VII).

30. - La suppression des tribunaux permanents des forces armées est définitivement approuvée par le Parlement (18/VI et 2/VII).

ECONOMIE

2. - AGRICULTURE : Le conseil des ministres adopte une version profondément remaniée du projet de loi sur les aides d'intervention dans le secteur agricole. A partir du 29, les députés examinent le texte et l'approuvent, le 1^{er} juillet, en première lecture (2, 4 et 29/VI, 1, 2 et 3/VII).

9. - EMPRUNT : L'Etat lance un emprunt de 10 milliards de francs à 10 %. Le placement est le troisième emprunt le plus difficile (13-14).

10. - LOGEMENT : La loi Quilliot sur les rapports entre propriétaires et locataires est définitivement adoptée par le parlement (du 11 au 18).

13-18. - SYNDICATS : Au 41^e congrès de la C.O.T., à Lille, M. Henri Krasucki succède à M. Georges Séguin comme secrétaire général (du 12 au 21).

18. - BUDGET : Le projet de loi de finances rectificative pour 1982 est définitivement adopté par les députés. Il prévoit notamment une réforme de la taxe professionnelle et une modification de la T.V.A. dont le taux normal passe de 17,6 % à 18,6 %, et de la loi professionnelle (18, 20-21 et 30/VI, 1/VII).

25. - DROIT DES TRAVAILLEURS : L'Assemblée nationale adopte en première lecture le projet de loi relatif à la négociation collective, après avoir approuvé, le 11, le deuxième des quatre projets présentés par M. Auroux, relatif au développement des institutions représentatives du personnel (du 3 au 14 et 27-28).

Rigueurs à la française

Le 12, les ministres des finances des Dix, réunis à Bruxelles, décident un réajustement des parités au sein du S.M.E. : le franc français est dévalué de 5,76 % et la lire de 2,76 % ; le mark et la florin sont réévalués de 4,26 %. Cependant, le dollar qui a monté de 44 % au cours des deux derniers mois, reste donc le plus stable des monnaies. Le 17, M. Mauroy reçoit les partenaires sociaux pour les associer à son action, et annonce le 13, un consensus sur le plan d'austérité.

Le 19 et 20, le P.S., comme le P.C., sont en approuvant la rigueur, soulignent qu'elle ne doit pas intervenir l'impératif de justice sociale » tandis que, le 21, M. Bergeron et M. Maurel déclarent hostiles au blocage des salaires par voie législative.

Le 22, le conseil des ministres adopte le projet de loi prévoyant le blocage des prix de détail, des salaires, des loyers, jusqu'au 31 octobre. Cependant, à Ajaccio, M. Marchais estime que le blocage des salaires est « injuste » et « pas de la nature économique ».

Le 23, à l'Assemblée nationale, M. Mauroy annonce la « déclaration de politique générale » par 158 voix contre 157. La motion de censure, déposée au nom du R.P.R. par M. Chirac, recueille les 157 voix de l'opposition.

Le 24, M. Mauroy expose le nouveau plan de rigueur au conseil des ministres. Le projet est adopté après le rejet, le 28, de la motion de censure déposée par l'U.D.F. qui recueille 138 voix (du 18 au 30).

SCIENCES

7-8. - Création d'un personnel chargé d'harmoniser l'échelon européen des thérapies utilisant des interférons humains. En France, cependant, l'Institut Pasteur interrompt sa production de pouvoir écouler ses stocks (13-14/VI et 2/VII).

23. - Le New York Times (14) que plusieurs grandes firmes américaines utilisent des méthodes de « tri génétique » de leurs employés (25).

24. - Lancement du satellite spatial soviétique Soyouz-T6 pour un vol d'une semaine : un des trois membres est le colonel Jean-Loup Chrétien, premier Français et premier Européen de l'Ouest à séjourner dans l'espace (10, 11 et à partir du 23).

27. - Début du quatrième et dernier vol d'un des navettes spatiales américaines Columbia. Cette mission d'une semaine a pour première des objectifs militaires (à partir du 27-28).

30. - Le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique est adopté par le Parlement (23, 24, 25 et 30/VI, 1/VII).

CULTURE

2. - Mort de Jean Wiener, compositeur (10).

9. - M. Mitterrand annonce qu'une quatrième édition de télévision sera mise en place en 1983 et qu'elle « sera ouverte vers les transmissions et les problèmes de culture et d'éducation » (5, 11, 12 et 30).

10. - Mort de Walter Werner Fassbinder, metteur en scène allemand de théâtre et de cinéma (11, 13-14, 17 et 19).

17. - Ouverture de deux expositions consacrées par le Centre Georges-Pompidou aux papiers collés de Georges Braque et à une rétrospective des œuvres d'Yves Tanguy (16 et 29).

17. - Mort de Cürd Jürgens, acteur allemand (19).

20. - M. Jack Lang, ancien ministre de la culture, annonce la convention culturelle entre l'Etat et la région Nord-Pas-de-Calais, annonçant soixante-douze millions en faveur des arts plastiques (22).

21. - Pour le premier jour de l'été, une fête de la musique a lieu dans toute la France, à l'initiative du ministère de la culture (4, 18, 20-21 et 21).

22. - Mort de Henry King, cinéaste américain (2-VII).



ROGER-VIOLLET

CLEFS

La légende noire du bagne

Monde du châtiement et de l'expiation, le bagne a longtemps alimenté, dans l'imaginaire collectif, une sombre légende de sauvagerie. Michel Pierre en retrace l'histoire.

Il y a cinquante ans disparaissait Albert Londres, dont le reportage sur le bagne guyanais contribua à sensibiliser l'opinion publique à la grande misère du système pénitentiaire français. Depuis, beaucoup ont écrit sur le bagne, témoignages et romans divers ont engendré une véritable mythologie. Au-delà des épopées amazoniennes, Michel Pierre, à partir d'un travail d'archives doublé d'une enquête orale, cherche à reconstituer la réalité de « La Terre de la grande punition » (1).

La tradition de la déportation en Amérique suit les premiers colons. Faux-sauniers au Canada, « filles publiques », vagabonds en Louisiane, la France, à la fin du dix-septième siècle, cherche à débarrasser des « errants » et « gueuses » le climat insalubre, le monde de la sauvagerie, paradis où les rebelles trouvent leur goût de la violence et leur haine de la société. Amériques, terres de l'espoir de la liberté, mais aussi terres du châtiement et de l'expiation. Le bagne, au titre de « Nouvelle Monde », fait partie d'un imaginaire social où s'entrecroisent l'aventure, la grandeur, la haine et la passion. Le drame du bagne est enchaîné à notre histoire.

« Comment comprendre la place particulière que le bagne

(1) Michel Pierre, *La Terre de la grande punition*. (Ramsay.)

occupe dans notre mémoire collective ?

— Les milieux d'hommes ou de femmes enfermés dans les prisons suscitent toujours l'intérêt, renforcé lorsque chaque matricule est le signe d'un destin tragique, voire horrible. Les bagnes, et particulièrement ceux de Guyane, comportent en outre l'attrait d'un milieu naturel hostile (la forêt, les serpents, l'océan, les requins) et lointain.

— Le bagne a été rayé de la mémoire collective, à plusieurs moments, un rôle comparable à celui du gijonnière. L'un ou l'autre des marginaux de la vie éprouvante se déroulait en des lieux fortement symboliques de l'empire colonial français.

— On peut dire aussi que la culture chrétienne d'une majorité de Français se satisfait d'une vision « infernale » de la terre de la grande punition guyanaise, où l'on offrait aux condamnés le rachat de leurs fautes dans le travail forcé.

— Pourquoi la Guyane ?

— Le territoire des Amériques, français depuis le début du dix-septième siècle, n'a jamais bénéficié sous l'Ancien Régime d'une politique coloniale suivie. Quelques planteurs y survivaient, y vivaient même parfois dans de bonnes conditions, grâce au travail d'une main-d'œuvre servile. Mais le pays ne connut jamais de décollage économique convaincant.

— Et l'échec de la tentative de peuplement de 1764, au

laquelle moururent des milliers de pauvres bougres dans les campagnes de France et d'Allemagne attirés par les mirifiques promesses, ne fut pas pour donner à la Guyane bonne réputation. Or ce territoire était stratégiquement important pour la France. Aussi, prenant exemple sur l'Australie créée par les convicts, certains eurent l'idée de tenter une expérience en Guyane.

— Les premiers convois d'hommes punis partirent donc à la fin du dix-huitième siècle. Les péripéties de la Révolution fournirent des condamnés (beaucoup de préteurs sermentés) dont bien peu survécurent à leur exil équatorial. L'expérience fut suspendue pour ne revenir d'actualité qu'à la fin de la Seconde République.

Remplacer les esclaves noirs par des condamnés blancs

— On connaissait pourtant les chiffres de mortalité des premiers convois ?

— Bien sûr. Mais, après quelques hésitations, la Guyane fut à nouveau choisie par le prince-président et ses conseillers pour les mêmes raisons de développement économique qu'au siècle précédent, et d'autant plus que la suppression de l'esclavage ne pouvait pas dans le système des valeurs de la bourgeoisie triom-

phante de la III^e République. C'est ainsi qu'on expédia en Guyane plusieurs centaines de femmes condamnées récidivistes qui devaient faire office d'épouses aux forçats de la conduite. Commencée à l'origine du bagne, l'expérience se termina en 1850 pour seul résultat d'avoir ajouté de nombreuses tragédies individuelles ou familiales à la cruelle histoire des bagnes. La justice n'hésitait pas en effet à reléguer en Guyane des familles entières. Les enfants étaient recueillis par l'Assistance publique en France, à charge pour eux d'engendrer une nouvelle progéniture dans leur pays d'exil.

— A propos de la Guyane, vous utilisez le mot « bagne » au pluriel.

— C'est que, pour enfermer des condamnés (entre quatre mille et cinq mille en permanence, chaque convoi apportait les trois quarts des condamnés), il fallait de multiples lieux de détention. On chercha, à l'origine, à fixer des bagnes en quelques lieux précis, mais on mis en culture, mais la mortalité y était effrayante que chaque fois on les abandonnait très vite pour ailleurs une nouvelle tentative. Sans plus de résultats.

— Exactement. A la fin du dix-neuvième siècle, au début du vingtième, le billet aller pour la Guyane était généreusement accordé à ceux qui ne rentraient pas dans le système des valeurs de la bourgeoisie triom-

phante de la III^e République. C'est ainsi qu'on expédia en Guyane plusieurs centaines de femmes condamnées récidivistes qui devaient faire office d'épouses aux forçats de la conduite. Commencée à l'origine du bagne, l'expérience se termina en 1850 pour seul résultat d'avoir ajouté de nombreuses tragédies individuelles ou familiales à la cruelle histoire des bagnes. La justice n'hésitait pas en effet à reléguer en Guyane des familles entières. Les enfants étaient recueillis par l'Assistance publique en France, à charge pour eux d'engendrer une nouvelle progéniture dans leur pays d'exil.

— A propos de la Guyane, vous utilisez le mot « bagne » au pluriel.

— C'est que, pour enfermer des condamnés (entre quatre mille et cinq mille en permanence, chaque convoi apportait les trois quarts des condamnés), il fallait de multiples lieux de détention. On chercha, à l'origine, à fixer des bagnes en quelques lieux précis, mais on mis en culture, mais la mortalité y était effrayante que chaque fois on les abandonnait très vite pour ailleurs une nouvelle tentative. Sans plus de résultats.

— Exactement. A la fin du dix-neuvième siècle, au début du vingtième, le billet aller pour la Guyane était généreusement accordé à ceux qui ne rentraient pas dans le système des valeurs de la bourgeoisie triom-

phante de la III^e République. C'est ainsi qu'on expédia en Guyane plusieurs centaines de femmes condamnées récidivistes qui devaient faire office d'épouses aux forçats de la conduite. Commencée à l'origine du bagne, l'expérience se termina en 1850 pour seul résultat d'avoir ajouté de nombreuses tragédies individuelles ou familiales à la cruelle histoire des bagnes. La justice n'hésitait pas en effet à reléguer en Guyane des familles entières. Les enfants étaient recueillis par l'Assistance publique en France, à charge pour eux d'engendrer une nouvelle progéniture dans leur pays d'exil.

— A propos de la Guyane, vous utilisez le mot « bagne » au pluriel.

— C'est que, pour enfermer des condamnés (entre quatre mille et cinq mille en permanence, chaque convoi apportait les trois quarts des condamnés), il fallait de multiples lieux de détention. On chercha, à l'origine, à fixer des bagnes en quelques lieux précis, mais on mis en culture, mais la mortalité y était effrayante que chaque fois on les abandonnait très vite pour ailleurs une nouvelle tentative. Sans plus de résultats.

— Exactement. A la fin du dix-neuvième siècle, au début du vingtième, le billet aller pour la Guyane était généreusement accordé à ceux qui ne rentraient pas dans le système des valeurs de la bourgeoisie triom-

PHILIPPE JACQUIN.

(Lire la suite page X.)

Préparer la recherche

Chacun de nous possède un synopsis de sa généalogie, soit qu'il l'ait faite lui-même selon le modèle donné, soit qu'il ait indiqué les noms de ses ascendants directs sur le livre. Il est souhaitable d'emporter chaque recherche, ainsi que son complément, la table alphabétique des patronymes de ses ancêtres. Cet état succinct de la recherche se montre irremplaçable pour pouvoir faire le point de l'avancement du travail. Les tableaux patronymiques d'ascendance (un par nom de fa-

En ranche, la préparation d'un bref résumé alphabétique des questions restées en **attente** rend un service inestimable. Sur une feuille double — afin d'avoir la place suffisante pour noter sur un seul document **l'ensemble** que l'on désire indiquer) le nom de famille — le premier en ordre alphabétique **de tous ceux** dont on recherche un ou plusieurs **articles** — inscrit sur la première ligne. Placé **à la** sommeire, le figure seul, en capitales d'imprimerie. Tout au bout **de la** ligne **est** inscrit le numéro **de** **la** **page** du tableau

Une partie ■ de la fourchette fixant les limites de la ■ du mariage (avant telle date, « avant » étant indiqué par ■ simple barre oblique place) ■ trouve en fin de ligne, juste avant le complément à ■ patronymique (alpha, bêta, etc.) qui ■ caractérise personnellement le ■ ici inconnu. Il ■ ici question du mariage ■ parents, non ■ repérés, de l'ascendant connu le plus ancien du nom. La demi-fourchette ■ généralement fournie par l'âge approximatif du premier ancêtre ■ connu. (Bien entendu, nous ■ appuyons sur un certain nombre d'hypothèses : que l'ancêtre se ■ marié, ■ même qu'il ■ laissé son nom à son enfant).







La préparation d'une recherche est utile, indispensable même, mais il ne faut jamais fonder trop d'espoir sur elle. Le travail inconscient de la matière grise, la chance aussi, sont les grands maîtres du succès. ■

(2) D'entre les d'avance de la précédente au dépôt des Ar-

**ANDRÉ PIEYRE
DE MANDIARGUES**

CHRISTIAN DESCAMPS.

Lune noire

Quand les peuples de l'ossuaire
Dressent un échafaud d'ivoire
Pour porter  plus haut d'en haut
L'ne rosace qui s'étoile
 qui  couple d'amants
Conjoints dans le jardin tombal
Dès la clôture de l'ombre
Effeuillés dans leur bienfait
Aux quatre  la croix
Epanouis dans leur bien-être
Sur le  d'une longue pierre,
Sans avoir  ni roulu
Garder leur belle fleur nue
Contre les méfaits des regards
La malencontre d'un poignard.

JACQUES STERNBERG.



Cette chronique nous a été adressée la veille de sa mort, survenue le 6 juillet, par notre regretté confrère Pierre Callery. Nous publions en hommage ses dernières conseils aux généalogistes amateurs.

- L'évasion était donc facile ?

- Disons qu'elle était facile pour les condamnés qui se trouvaient à Saint-Laurent-du-Maroni, où se situait la plus forte concentration de forçats occupés à diverses tâches. Difficile à partir des Saluts et presque impossible pour les « incorrigibles », astreints aux travaux dans les camps forestiers. Il était autant plus facile d'évader que le personnel pénitentiaire, formé de surveillants militaires, était en nombre netoirement insuffisant. On comptait, au plus, environ 400 surveillants pour 1000 condamnés en cours de peine. En métropole, on connaissait bien la situation. « On évadait ».

- Quels **moyens** finirent par pousser le **gouvernement** à envisager la suppression des **bagnes** en **Guyane** ?
- La décision **de** suppression fut prise par un décret-loi **du** **Dadaïer** en 1938. Il était alors évident que **le** **bagne** avait manqué **à** ses objectifs. Il n'y avait ni **fondement** des **condamnés**, ni **raisonnement** **à** son **égard**.

- La grande leçon à tirer de l'histoire des bagnes n'est pas la leçon de modestie. Il s'agit au contraire de partir d'idées utopiques et d'aller vers la plus parfaite bonne conscience, vers de devenir de meilleurs lieux de détention. L'enfer guyanais fut pavé de bonnes intentions. Les hommes pénitentiaires, elles sont parfois aussi lourdes de conséquences que les mauvais instincts répressifs. Sur la voie des réformes pénales, après avoir mis fin à l'acceptabilité (la peine de mort, les Q.H.S.), il faut continuer avec prudence. La prison n'est que le reflet de la société qui l'engendre, et il ne peut y avoir de « prisons modèles », car nous sommes loin de vivre dans des sociétés modèles.

PHILIPPE JACQUIN

IV. — L'Imaginaire

L'imaginaire n'est pas le contraire de la réalité. Et il ne faut pas confondre imagination et illusion.

par CLÉMENT ROSSET

La notion d'imaginaire est traditionnellement associée à l'idée d'irréalité, voire d'un refus du réel susceptible de conduire à la folie quiconque s'abandonnerait inconsidérément à son empire. Toutes les définitions de dictionnaire s'accordent à reconnaître dans l'imaginaire, d'une part, un produit de la seule imagination, d'autre part, un produit contraire à toute réalité ; ainsi celle-ci, empruntée à un récent petit Robert : « qui n'existe que dans l'imagination, qui est sans réalité ».

Or, si le premier point de la définition ne prête guère à contestation, le second apparaît beaucoup moins évident. Qu'il y ait différence entre l'imagination et le réel — j'allais dire « différence de taille », entraîné par un automatisme d'écriture ; en fait il s'agit plutôt, on le verra, d'une différence d'emplacement — ne fait naturellement aucun doute ; mais qu'il y ait divorce entre les deux domaines est en revanche très douteux. Car il est bien certain que l'imaginaire n'existe qu'à la faveur de l'imagination et ne saurait donc jamais être le résultat d'une perception directe du réel ; mais de cela il ne s'ensuit nullement que l'imaginaire implique une dénégation de la réalité, comme le suggère Sartre qui insiste, dans *l'Imaginaire*, sur la fonction « irréalisante » et « abscondissante » de l'imagination.

Don Quichotte

Les relations entre le réel et l'imaginaire sont peut-être à la fois beaucoup plus voisines et plus aimables, au sens fort de ce dernier terme, qu'on ne se le figure habituellement. Une formule célèbre de G. Bachelard, dans *l'Air et les Songes*, peut ici servir d'avertissement et de guide : « Un être privé de la fonction de l'irréel est un être aussi privé de la fonction du réel ». Si la fonction de l'irréel, en quoi consiste l'imaginaire, est ainsi indissociable de la fonction du réel qui caractérise l'homme sain d'esprit, c'est assurément qu'elle n'implique ni un refus du réel ni même une différence radicale par rapport à lui.

Premier corollaire : la dénégation du réel, en quoi consiste toute folie, n'a rien à voir avec l'imaginaire. Second corollaire : la perception du réel non seulement ne s'oppose pas à la représentation imaginaire, mais a tout pour s'accorder avec elle, et doit par conséquent lui ressembler d'assez près. C'est d'ailleurs ce que signale Bachelard lui-même, immédiatement après la phrase citée plus haut : « On devra donc trouver une filiation régulière du réel à l'imaginaire ».

Pour illustrer et appuyer cette thèse, d'une bonne et fondamentale entente entre le réel et l'imaginaire, j'invoquerai ici le cas d'un héros universel en matière d'imagination : le Don Quichotte de Cervantès. Don Quichotte vit, au moins pour une large part, dans un monde imaginaire ; Cervantès prend soin d'en avertir son lecteur dès le premier chapitre du roman : « Son imagination se remplit de tout ce qu'il avait lu dans les li-

vres, enchantements, querelles, défis, batailles, blessures, galanteries, amours, tempêtes et extravagances impossibles. » Mais, et c'est là un point important quoique à ma connaissance peu remarqué, il vit en même temps dans le monde réel que ses lubies ne lui font jamais et d'aucune façon perdre de vue. Rien de plus faux que l'image d'Epinal habituelle selon laquelle Sancho Pança garde les pieds sur terre, alors que Don Quichotte rêve aux étoiles.

Remarquons d'ailleurs que l'inverse serait de toute façon plus vrai. Don Quichotte faisant le plus souvent preuve d'une conscience du réel beaucoup plus claire et aiguisée que celle de son écuyer. Car Sancho se perd sans cesse dans des raisonnements absurdes touchant la nature des choses, un peu comme Sganarelle dans le *Don Juan*, de Molière ; et, s'il finit toujours par retomber sur le réel, c'est pour ainsi dire par chance, par ce que Kant appellerait une « faveur » de la nature. Pour en savoir sur le réel, il faut à Sancho le hasard d'une bonne bouteille ou d'un bon lit ; tandis qu'à son maître il suffit de raisonner, et il raisonne juste et bien. Pourtant Don Quichotte voit trouble : il prend des moulins à vent pour des géants, un troupeau de brebis pour une armée en marche, une assemblée de marionnettes pour des guerriers en chair et en os. Cependant, il est remarquable que ce trouble de vision n'entraîne pas un trouble de pensée. Car Don Quichotte, une fois en contact immédiat avec le moulin, la brebis, la marionnette, reconnaît aussitôt et de bon cœur sa méprise ; méprise dont il attribue, on le sait, la responsabilité à l'enchantement Freston, qui le poursuit de sa jalousie et de sa haine et n'a trouvé pour le contraindre de meilleur moyen que de faire paraître et disparaître à ses yeux, au gré de la malice de l'enchantement, tous les objets dont il est friand.

Cette intervention de l'enchantement, invoquée par Don Quichotte chaque fois que celui-ci est pris de s'expliquer sur ses visions, est de très grande importance (elle constitue même, à mon sens, le ressort secret du roman, son idée génératrice) : démontrant que Don Quichotte tient en toute circonstance la visionnaire pour du visionnaire et le réel pour du réel, elle lave l'ingénieux hidalgo de tout soupçon de folie véritable, quoi qu'il puisse dire ou faire d'insensé. En d'autres termes, Don Quichotte vit le réel sur le mode du réel et l'imaginaire sur le mode de l'imaginaire. Autant dire qu'il n'est atteint d'aucune folie ; sinon de celle, trop ordinaire pour être inquiétante, qui consiste à imaginer.

Une étude attentive du texte montrerait d'ailleurs que Don Quichotte sait parfaitement faire la part du réel et de l'imaginaire, qu'il n'est jamais dupe de ses prétendues folies, lesquelles ne sont que des extravagances où se mêlent confusément beaucoup de complaisance, mais aussi, probablement, un rien de provocation. Cervantès signale d'ailleurs lui-même le fait, et de la manière la plus claire, à la fin du chapitre XXI de la seconde partie de son roman. Sancho Pança, qui a pris modèle sur son

maître, vient de divertir l'assistance, en se vantant d'un voyage dans les espaces sidéraux qu'il aurait effectué à califourchon sur un cheval fabuleux, Clavilligne, aimablement mis à sa disposition par des protecteurs marquois. Don Quichotte le prend alors à part et lui glisse à l'oreille : « Sancho, puisque vous voulez qu'on croie ce que vous avez vu dans le ciel, je veux à mon tour que vous croyiez ce que j'ai vu dans la caverne de Montésinos ; je ne vous en dis pas davantage. »

Aussi n'y a-t-il nul divorce entre le réel tel que le vit quotidiennement Don Quichotte et l'imaginaire tel qu'il se le représente de loin en loin : ce dernier n'étant autre que le réel ordinaire affecté d'un petit coefficient d'irréalité. Coefficient d'irréalité sans incidence grave, puisqu'il se donne pour tel et se laisse effacer à la première remontrance en provenance du réel, comme il advient dans maints épisodes du *Don Quichotte*.

Dans la même étoile

Il en va de même de ces nombres que les mathématiciens appellent imaginaires, dont la formule associe des qualités réelles (a, b) à une quantité imaginaire i définie par l'expression, algébriquement paradoxale, de $i^2 = -1$: mixtes apparemment monstrueux, mélanges de rationnel et d'irrationnel, d'où résultent cependant des manipulations extrêmement savantes et surtout parfaitement sensées. Ces nombres ne constituent en effet une offense ni à la raison ni à quelque réalité que ce soit, dès lors qu'on admet l'hypothèse selon laquelle il n'est pas inconcevable d'ajouter à des quantités réelles une quantité imaginaire i.

Peu importe que cette hypothèse heurte l'algèbre ou le bon sens ; il lui suffit d'être précisée pour être opératoire. Il est aisé de voir que l'espèce particulière de « réalité » dont peuvent se prévaloir les nombres imaginaires vaut également pour tout objet imaginaire, que suffit à créditer un simple accord sur

une définition de base, si incroyable que puisse par ailleurs être celle-ci.

On a donc de bonnes raisons d'estimer que la structure de l'imaginaire ne diffère pas fondamentalement de celle du réel et que, pour reprendre une expression de Shakespeare, perception du réel et représentation imaginaire sont taillées dans la même étoffe. L'imaginaire n'est autre que le réel ; mais un réel légèrement décalé par rapport à son espace et son temps propres, situé dans ce qu'Octave Mannoni, dans ses *Clefs pour l'imaginaire*, appelle justement une « autre scène ».

C'est toujours du même réel qu'il s'agit, mais se produisant sur une scène inhabituelle qui figure une sorte d'espace protégé : à entendre par là non un lieu d'échappatoire au réel, mais au contraire un endroit où le réel se trouve comme préservé, mis à l'abri de ce qu'il y a de constitutionnellement fragile dans la réalité même. Domaine privilégié, en réserve du réel, qui est par exemple celui de l'art ou de l'imaginaire enfantin.

Ainsi Manuel de Falla enfant, comme le rapporte Roland-Manuel dans son étude sur le grand musicien espagnol, vit-il pendant six ans une existence double, l'une avec sa famille et son environnement, l'autre dans une pièce reculée de sa maison qui constitue une sorte d'univers parallèle, un monde privé dans lequel nul ne pénètre et qu'il a baptisé « Colomb » : « De retour à Cadix, quelque tendresse qu'il conserve à sa ville natale, la ville aux belles nuits, il s'enferme avec ses songes dans une chambre retirée qu'il appelle l'« Eden ». Il y construit une ville d'Utopie qui recompose tous les charmes de la cité perdue (1). C'est « Colomb », qu'il peuple et gouverne en imagination, tandis qu'il la défend en réalité contre la curiosité du monde extérieur. Pendant six ans, à l'insu de sa famille et de ses camarades, cet enfant méditatif et taciturne accomplit sérieusement les devoirs des diverses charges que lui impose le gouvernement de sa métropole. Le conseil municipal, les rédacteurs de journaux, les académ-

ciens et les administrateurs de sociétés pénètrent dans l'« Eden » par la porte du placard. »

Six ans de cohabitation pacifique entre le réel et l'imaginaire, qui témoignent à leur façon de la parfaite compatibilité des deux domaines et de leur respect réciproque. Et, soit dit pour l'anecdote, six ans qui cussent sans doute duré davantage sans l'intervention, tardive mais foudroyante, des parents du futur musicien lesquels, découvrant soudain l'existence de « Colomb », conduisent leur enfant au médecin et procèdent à une mise à feu immédiate des archives de la cité secrète : en un geste dont on remarquera qu'il est exactement identique à celui par lequel le curé et le barbier du village entendent soigner Don Quichotte, au début de ses aventures, le mettant au lit et brûlant ses livres.

L'illusion

C'est donc à tort, semble-t-il, qu'on oppose le réel à l'imaginaire. L'imaginaire s'accommodant parfaitement du réel et sait, on l'a vu, lui rendre justice en toute occasion. Ce qui s'oppose au réel n'est pas du tout l'imaginaire, mais l'illusoire ; et le domaine de l'illusoire n'a rien de commun avec celui de l'imaginaire. L'illusion se caractérise essentiellement par l'imprécision : soit une incapacité à jamais définir exactement un quelconque objet de désir, jointe à la dénégation de tout objet précis qui pourrait s'y proposer. Témoin madame Bovary, dont les rêves ne sont pas seulement dans la constitution d'un monde imaginaire, mais dans l'incessante répudiation de toute réalité tangible. Les songes qui lui troublent l'esprit en appellent moins à une réalité imaginée qu'à l'imagination, si je puis dire, d'aucune réalité que ce soit ; vœu paradoxal qui résume l'essentiel de l'illusion et peut-être du romantisme.

Une telle imagination illusoire est évidemment et nécessairement imprécise, ne pouvant s'exercer que dans le vague et le flou. Or il en va exactement à l'inverse de l'imaginaire proprement dit. Car il n'est rien de plus précis, si l'on prend la peine

d'y réfléchir, que le domaine de l'imaginaire. Valéry Larbaud, par exemple dans ses *Enfances*, montre parfaitement à quel point l'imaginaire enfantin est indissolublement lié à l'exactitude, à l'ordre du registre, du relevé topographique. Le souci fréquent chez l'enfant, de s'entendre répéter un conte favori dans les mêmes termes, de ne pas souffrir la moindre variante, est une expression bien connue de ce besoin de précision propre à l'imaginaire enfantin, comme il est propre à tout imaginaire.

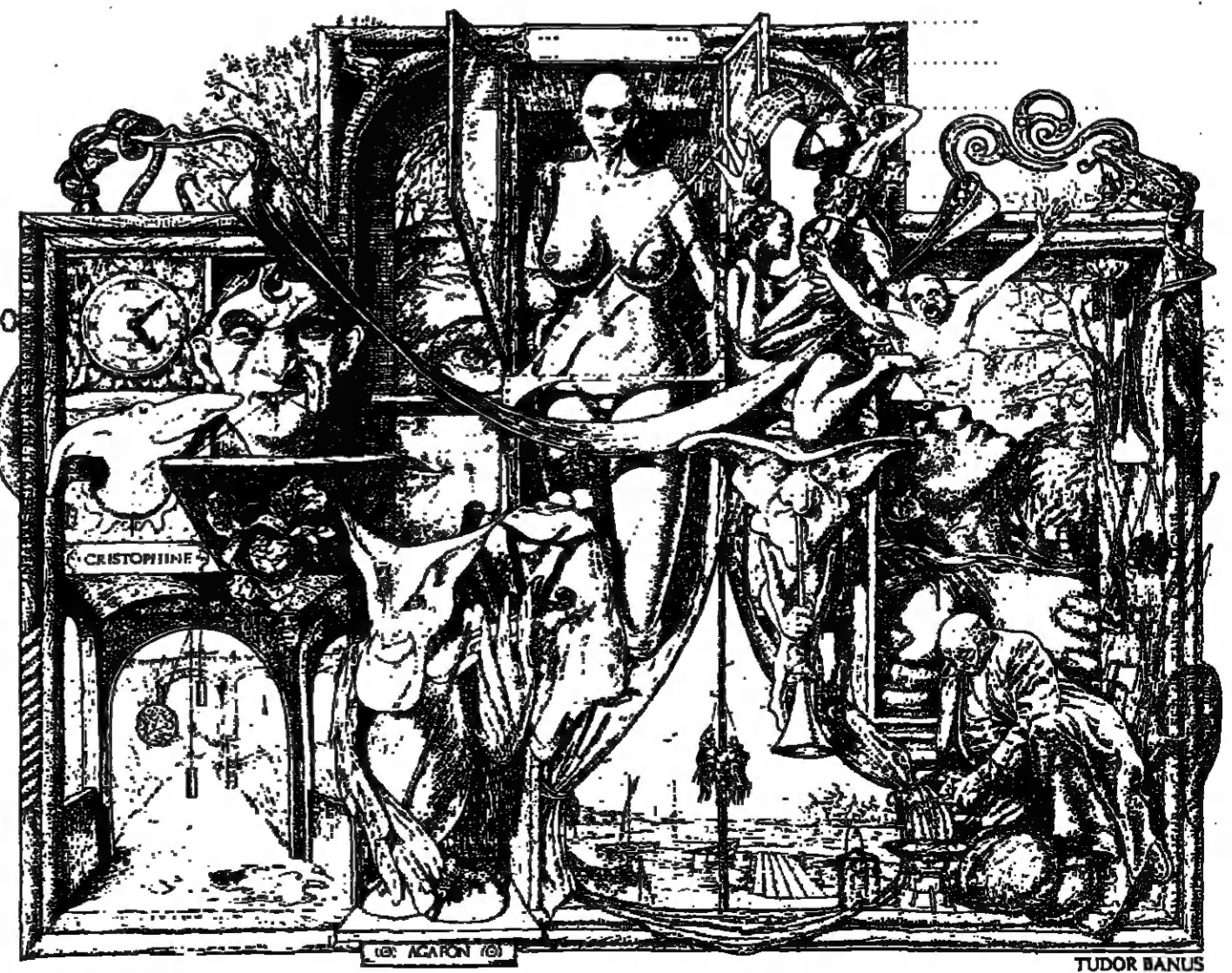
On sait que Don Quichotte manifeste un même souci d'exactitude, faisant toujours le détail de ce qu'il a observé dans ses emballements, décrivant minutieusement les lieux, donnant les chiffres, citant les noms : Pentapolin, Alifanfaron, Timonel de Caraxona. Rien non plus n'est laissé au hasard dans le monde de « Colomb », sur lequel règne le jeune Manuel de Falla ; tout y est en place et ordonné, jusqu'au taux d'imposition dont est redevable chacune des figures qui en composent le théâtre, si l'on en croit Roland-Manuel : « Un jour de carnaval, on réclame Manolo à tous les échos pour lui montrer les masques qui passent sous les fenêtres. Mais Manolo reste introuvable, occupé qu'il est à fixer le taux de la contribution personnelle de ses administrés. »

Ce qui se passe dans l'imaginaire obéit à des lois aussi strictes, car il s'agit au fond des mêmes lois, que ce qui se passe dans le réel : on n'y confondra jamais une personne avec une autre, un endroit avec un autre, un moment avec un autre. Autant l'illusoire est vague, autant est précis l'imaginaire. Imaginaire dont la devise pourrait être cette formule remarquable de Samuel Butler : « I do not mind lying, but I hate inaccuracy. » — je m'accorde du mensonge, mais je ne supporte pas l'imprécision.

(1) Séville, où le jeune Falla vient de séjourner et où il aurait voulu rester.

Prochaine leçon :

V. — L'INDIVIDU
PAR ÉLISABETH DE FONTENAY



JEUX

L'invité HUGUETTE BOUCHARDEAU

Chaque semaine un invité vous propose de jouer avec lui. Le portrait chinois : notre invité pense à quelqu'un ou à quelque chose puis répond à une série de questions sur le modèle : « Et si ce quelqu'un ou cette chose était... » A vous de deviner à qui ou à quoi pensait notre invité. Les mots croisés. Une grille traditionnelle, si ce n'est qu'elle a été entièrement réalisée par notre invité.

PORTRAIT CHINOIS

Le « portrait chinois » d'Huguette Bouchardeau est celui d'une importante personnalité de la vie politique française.

SI C'ÉTAIT...

Un livre
Un arbre
Une couleur
Un titre de film
Un sport
Un chanteur
Un monument
Une époque
Un événement historique
Un vêtement
Un animal
Un métier
Une matière enseignée
Un personnage de B.D.
Une carte à jouer
Un instrument de musique

CE SERAIT...

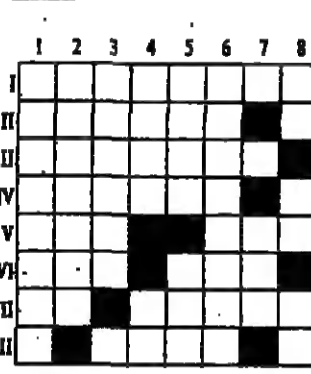
Le Rouge et le Noir
Le génovier
Le vermillon
Les décimales du futur
L'escrime
Jacques Dutronc
La passerelle des Arts
Les fifties
La Froude
Le trench-coat
Le piveri
Spadassin
La prospective
Lucky Luke
Le cavalier de trèfle
Une flûte traversière

MOTS CROISÉS

Horizontalement. - I. Se dit des hommes quand ils font ce qu'ils doivent, des femmes quand elles gardent ce qu'elles leur doivent. - II. Comme une grappe de raisins. - III. Un enfant l'est toujours ou trop ou pas assez. - IV. Seigneurs sans tête. - V. Chez elles, cela s'appelle de l'hystérie. A la fin de la conception. - VI. Rouges, quand ils sont nouveaux. Il ou elle. - VII. L'être tuteur. Elles ont eu la leur. - VIII. Pas toujours avouables.

Verticalement. - I. Désigne la moitié d'un tout, ou les qualités de ce tout. - 2. Porteurs d'avenir. - 3. Sur ou sous le dos, c'est selon. - 4. Leur égalité, trop d'hommes continuent à la faire. Contracté. - 5. Ma-

nière d'avancer. La fin du commencement. - 6. International, annoncent les bruits de bottes. - 7. Un anglais. - 8. Avec eux, on refait bien le monde ! Bon ou mal. Moitié de moitié.

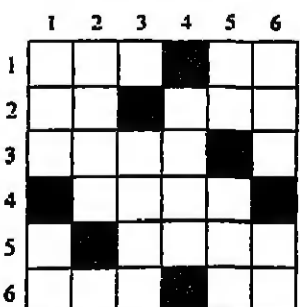


A CHACUN SA VÉRITÉ

Ce jeu se présente comme un problème de mots croisés, à cette différence près que les définitions ont été remplacées par des affirmations. Selon que vous estimerez vraie ou fausse chaque affirmation, vous inscrirez dans la grille le nombre correspondant. Tous les nombres ainsi reportés doivent se croiser parfaitement.

HORIZONTALEMENT	VRAI	FAUX
1. Prokofiev a composé un <i>Roméo et Juliette</i>	549	648
Le polo se joue dans une piscine.....	77	76
2. Bernard Sophie était le pseudonyme qu'utilisait autrefois Michel Rocard.....	65	75
Le champion cycliste italien Gimondi n'a jamais gagné le titre mondial.....	740	030
3. Le Weber mesure l'intensité du courant électrique.....	6418	6328
4. L'après-midi d'un faune est une œuvre de Mallarmé.....	7497	6417
5. Il existe une communauté asiatique de la noix de coco.....	6146	5136
6. Certains modèles de roulette ont un « double zéro ».....	195	796
Le dala lama est une espèce rare de lama.....	21	20

VERTICALEMENT	VRAI	FAUX
1. Kinshasa est la capitale du Zaïre.....	576	666
Combinaison est un mot italien.....	11	17
2. La musique du film <i>La Folie des grandeurs</i> est de Michel Polnareff.....	4537	4546
3. Jeanne d'Arc a inspiré plus de réalisateurs que Napoléon.....	2465	1456
4. Le petit chien d'Obélix s'appelle Sacamali.....	7811	0891
5. Il y a trois frères Mühre sur les pistes de ski.....	73	74
Molière a appelé son <i>Misanthrope</i> Alceste.....	742	732
6. La chopine est une ancienne unité de mesure.....	605	705
L'Amérique reçut son nom à Saint-Dié.....	60	61



SILGES :

LES CONNAISSEZ-VOUS VRAIMENT ?

C.E.C.A. E.I.L.
S.M.I.C. C.R.E.D.O.C.
D.T.S. C.C.I.
S.M.I.

PAGE RÉALISÉE PAR
BERNARD SPITZ ET ALEXANDRE WICKHAM

QUIZZ

Dix questions sur l'actualité récente. Faites preuves de mémoire ou de flair.

- Le score de M. Chirac dans son élection à la présidence du R.P.R. à Toulouse a été de :
a) 67,2 %
b) 71,6 %
c) 99,1 %
- Un ministre « de la loi et de l'ordre » a été créé. Dans quel pays ?
a) En Pologne
b) En Afrique du Sud
c) En Argentine
- Les salaires des P.-D.G. des entreprises nouvellement nationalisées seront compris entre :
a) 200 000 F et 600 000 F
b) 400 000 F et 800 000 F
c) 500 000 F et 900 000 F
- Mme Kirpatrick, qui dirige la mission diplomatique américaine à l'ONU, aime à distinguer entre :
a) Régimes prudents et imprudents
b) Régimes totalitaires et autoritaires
c) Régimes sévères et intransigeants
- Le 21 mars, chantant de M. Marchais aux responsables de TF 1 avant le débat sur les cantonales. Il menaçait de s'en aller :
a) Si l'on admet M. Fizin sur le plateau
b) Si l'on ne lui laisse pas la parole en premier
c) Si l'on passe sur l'antenne la déclaration de M. Chirac
- Le seul échec d'un membre du gouvernement aux cantonales est l'œuvre de :
a) M. Emmanuelli
b) Mme Cresson
c) M. Fillard
- Invité d'honneur de la remise des Césars :
a) Stanley Kubrick
b) Orson Welles
c) Joseph Losey
- Le vainqueur du dernier Masters a été :
a) Ivan Lendl
b) Vitas Gerulaitis
c) John McEnroe
- Pour le représentant de l'équipe de football de Koweït, le seul handicap sera :
a) La difficulté à se faire comprendre des arbitres
b) L'absence de supporters
c) Le climat du nord de l'Espagne
- Les Chevaux du lac Ladoga est une œuvre :
a) De Jean Daniel
b) D'André Glucksmann
c) D'Alain Peyrefitte

TEST

Aimez-vous prendre des risques ?

Ce test, dérivé d'un ouvrage canadien (1), mesure votre tendance à prendre des risques dans les divers aspects de votre vie. Entre les casse-cou qui accumulent les ennemis et ceux qui osent à peine sortir de chez eux, le score idéal est évidemment celui du juste milieu... pour ceux qui n'aiment pas les émotions fortes.

Inscrivez, à partir du questionnaire ci-dessous, vos réponses sur une feuille séparée.

- Quel sort de joueur êtes-vous ?
a) Celui qui se borne à acheter à contre-cœur un billet de loterie pour une œuvre paroissiale ?
b) Celui qui aime à parier régulièrement de petites sommes ?
c) Celui qui ne peut résister à engager souvent de fortes sommes ?
- Vous avez l'occasion d'investir vos économies durement gagnées dans une affaire risquée qui peut soit vous faire gagner beaucoup d'argent, soit vous faire tout perdre. Que faites-vous ?
a) Vous investissez toutes vos économies ?
b) Vous choisissez plutôt une affaire moins rentable mais plus sûre ?
c) Vous investissez la moitié de votre capital ?
- Si cette même somme provenait d'un héritage inattendu, quel choix feriez-vous : a), b) ou c) de la question 2. ?
- Trouvez-vous amusant de regarder une course de chevaux même si vous n'avez pas parié sur l'un d'eux ?
a) Oui.
b) Non, cela ne me dit rien.
c) Je la regarde mais sans passion.
- Vous venez de gagner, dès votre première mise, à la roulette. Que faites-vous ?
a) Vous continuez à jouer.
b) Vous empochez l'argent et partez.
c) Vous jouez encore un moment mais vous vous arrêtez avant d'avoir dépensé tout votre gain.
- Quelle serait votre réaction si vous aviez à risquer votre argent ?
a) Vous seriez poussé par la seule excitation du jeu ?
b) Vous seriez poussé par la perspective d'augmenter votre mise ?
c) Rien ne saurait vous inciter à miser plus qu'une petite somme ?
- En tant que conducteur, pouvez-vous dire que :
a) Vous n'avez jamais été responsable d'un accident ?
b) Vous avez déjà été responsable d'un ou deux accrochages mais rien de sérieux ?
c) Vous avez été responsable d'un accident ou plus où il y a eu au moins d'importants dégâts matériels ?
- Consentiriez-vous à prendre un nouvel emploi moins bien payé au départ mais offrant à terme de meilleurs avantages si vous vous y promettez bien ?
a) Non.
b) Oui.
c) Vous y songeriez mais sans prendre le risque final.
- Depuis quelque temps un de vos amis a un comportement que vous n'aimez pas :
a) Tâchez-vous de trouver une manière délicate de le lui dire ?
b) Préférez-vous souffrir en silence ou éviter sa compagnie plutôt que de lui en parler ?
c) Le lui direz-vous directement ?
- Lequel des sports suivants aimeriez-vous le plus pratiquer si vous en aviez l'occasion ?
a) L'alpinisme.
b) La course automobile.
c) Le patin.
d) L'escrime.
- Éprouvez-vous de la difficulté à rompre avec une routine familière ?
a) Non.
b) Parfois.
c) Oui.
- Un étranger vous expose la situation difficile dans laquelle il se trouve et vous demande de l'argent :
a) Lui prêtez-vous ce que vous pouvez ?
b) Lui donnez-vous une petite somme ?
c) Refusez-vous de lui donner quoi que ce soit ?
- Vous demandez-vous si votre partenaire vous aime vraiment ?
a) Souvent.
b) Parfois.
c) Pas vraiment.
- Si vous vous trouviez en désaccord avec un groupe d'amis en voulant faire quelque chose qu'ils désapprouveraient :
a) Auriez-vous peur de vous retrouver seul et renoncerez-vous ?
b) Reconsidéreriez-vous la confiance que vous aviez dans ce groupe ?
c) Feriez-vous exactement ce que vous voulez, quitte à encourir leur désapprobation ?
- Vous prenez des vacances tout à fait inhabituelles pour vous. Mais tout va mal : le temps, la nourriture et le voyage sont désastreux... Comment vous sentez-vous ?
a) Disposé à faire de l'humour noir ?
b) Furieux ?
c) Déterminé à ne plus jamais rien tenter de semblable ?
- Qu'est-ce qui vous déplaît le plus ?
a) Vous couvrir de ridicule ?
b) Faire faux-bond à quelqu'un ?
c) Échouer dans votre tentative d'accomplir quelque chose ?
- Vous êtes-vous déjà retenu d'entrer en contact avec quelqu'un de peur d'être repoussé ?
a) Non.
b) A l'occasion.
c) Souvent.
- Verseriez-vous un important cautionnement pour votre meilleur ami ?
a) Oui, sans hésitation.
b) Tout dépendrait du montant.
c) Non, jamais.
- Si vous aperceviez votre enfant en train de grimper à un grand arbre :
a) L'arrêteriez-vous immédiatement ?
b) Seriez-vous fier de lui ?
c) Le laisseriez-vous faire mais avec le cœur serré ?
- Parmi les relations amoureuses suivantes, quel serait votre choix ?
a) Un amour passionné mais fugitif.
b) Une relation calme et stable.
c) Vous éviteriez des rapports trop intimes.
- Risqueriez-vous, pour une personne ou une cause qui vous paraît particulièrement importante (répondez par oui ou par non) :
a) Votre vie.
b) Votre argent.
c) Votre réputation.
d) Rien de tout cela.

(1) Se comprendre soi-même. Les éditions de l'homme/CIM.

A CHACUN SA VÉRITÉ

HORIZONTALEMENT	VRAI	FAUX
1. Le polo se joue plutôt à l'extérieur qu'à l'intérieur.....	19	17
2. Son pseudo était Servet.....	17	15
3. En effet, 13 films contre 8.....	13	11
4. Non, c'est l'Amérique.....	11	10
5. L'après-midi d'un faune est une œuvre de Mallarmé.....	10	09
6. Non, c'est l'Amérique.....	09	08
7. L'Amérique reçut son nom à Saint-Dié.....	08	07
8. L'Amérique reçut son nom à Saint-Dié.....	07	06
9. L'Amérique reçut son nom à Saint-Dié.....	06	05
10. L'Amérique reçut son nom à Saint-Dié.....	05	04
11. L'Amérique reçut son nom à Saint-Dié.....	04	03
12. L'Amérique reçut son nom à Saint-Dié.....	03	02
13. L'Amérique reçut son nom à Saint-Dié.....	02	01
14. L'Amérique reçut son nom à Saint-Dié.....	01	00
15. L'Amérique reçut son nom à Saint-Dié.....	00	00

MOTS CROISÉS

Score de 30 points : c'est un bon résultat. Plus de 20 : c'est un très bon résultat. Plus de 10 : c'est un excellent résultat.

SOLUTIONS

PORTRAIT CHINOIS

MICHEL Rocard.

SIGES : C.E.C.A., C.R.E.D.O.C., D.T.S., S.M.I.C.

QUIZZ : 1. c, 2. b, 3. a, 4. b, 5. c, 6. a, 7. b, 8. a, 9. c, 10. c.

SOLUTIONS : 1. c, 2. b, 3. a, 4. b, 5. c, 6. a, 7. b, 8. a, 9. c, 10. c.

DIOVISUEL

glossaire de la v

Le glossaire de la vidéo est un ouvrage qui vous aide à comprendre les termes techniques et artistiques de la vidéo. Il est divisé en plusieurs sections :
- Les termes techniques : caméra, son, montage, etc.
- Les termes artistiques : scénario, montage, etc.
- Les termes juridiques : droits de l'homme, etc.

QUALITE DU DISQUE

La qualité du disque est un sujet qui préoccupe de plus en plus les consommateurs. Il est important de choisir un disque de qualité pour éviter les problèmes de lecture et de reproduction. Les critères de qualité sont :
- La durée de vie : un disque doit durer au moins 10 ans.
- La qualité de la reproduction : le son doit être clair et précis.
- La qualité de l'enregistrement : le son doit être riche et complet.

QUALITE DU DISQUE

La qualité du disque est un sujet qui préoccupe de plus en plus les consommateurs. Il est important de choisir un disque de qualité pour éviter les problèmes de lecture et de reproduction. Les critères de qualité sont :
- La durée de vie : un disque doit durer au moins 10 ans.
- La qualité de la reproduction : le son doit être clair et précis.
- La qualité de l'enregistrement : le son doit être riche et complet.

QUALITE DU DISQUE

La qualité du disque est un sujet qui préoccupe de plus en plus les consommateurs. Il est important de choisir un disque de qualité pour éviter les problèmes de lecture et de reproduction. Les critères de qualité sont :
- La durée de vie : un disque doit durer au moins 10 ans.
- La qualité de la reproduction : le son doit être clair et précis.
- La qualité de l'enregistrement : le son doit être riche et complet.

AUDIOVISUEL

Petit glossaire de la vidéo

La vidéo suscite toute une série de questions. Pour tenter d'y répondre, nous vous proposons pendant l'été un petit glossaire en douze mots-clés, douze entrées, pour mettre en perspective des techniques et des stratégies d'utilisation.

Cassettes

C'est en 1978 que les progrès de la miniaturisation ont rendu possible la mise au point de magnétoscopes à cassette destinés au marché grand public. Jusque-là, les systèmes existants étaient soit trop onéreux (standard U-matic de Sony), soit peu fiables (standard V.C.R. de Philips). De plus, leur capacité d'enregistrement ne dépassait pas une heure. En affinant le système d'enregistrement, les constructeurs japonais sont parvenus à réduire considérablement la vitesse de défilement de la bande, ce qui a permis d'accroître la durée d'enregistrement tout en miniaturisant la cassette. Mais ce tour de force technique serait resté sans effet s'il n'avait été accompagné d'une véritable révolution dans la définition même de la vidéo grand public : l'adjonction au magnétoscope d'un tuner et d'un système de programmation.

En effet, conçue dès la fin des années 60 comme un support d'édition vidéo, la cassette se heurtait à un redoutable dilemme : les éditeurs jugeaient le parc de magnétoscopes insuffisant pour se lancer dans l'édition ; les constructeurs étaient gênés par le manque de programmes dans leur pénurie de marché. Les deux cercles viciés, les géants de l'électronique japonaise sont passés outre et ont décidé de commercialiser la vidéocassette comme un périphé-

rique de la télévision, les systèmes de programmation et les confortables durées d'enregistrement permettant d'offrir à l'utilisateur une plus grande liberté par rapport à la diffusion de la télévision. Pris de court, les éditeurs décidèrent de reporter leurs espoirs sur le vidéodisque et d'attaquer juridiquement le vidéocassette comme instrument de piratage (procès de M.C.A. et de Walt Disney contre Sony aux États-Unis). Les retards du vidéodisque et le succès rapide de la vidéocassette devaient les faire rapidement changer d'attitude.

Trois standards rigoureux sont incompatibles se partageant aujourd'hui le marché de la cassette. Ils témoignent de la diversité des solutions techniques

adoptées par les constructeurs mais aussi de l'apreté de la concurrence. Le *Video Home System* (V.H.S.), mis au point par J.V.C., est sans doute, avec ses trois heures d'autonomie et ses 240 lignes de résolution, le moins performant des trois standards. Mais, grâce à la puissance industrielle et commerciale du groupe Matsushita dont J.V.C. est une filiale, il possède aujourd'hui 60 % du marché mondial et le plus grand nombre de firmes licenciées. Le *Betaformat* de Sony offre trois heures et quart d'enregistrement et 270 lignes de résolution, soit une qualité sensiblement supérieure. Pourtant, pris de vitesse par son concurrent direct, il ne représente en France que 30 % du parc. Le dernier venu, le *V 2000*

de Philips, bénéficie d'une technologie plus avancée. Il n'utilise en effet pour l'enregistrement du signal vidéo qu'une moitié de la bande 1/2 pouce contenue dans la cassette, ce qui permet de retourner cette dernière et d'obtenir huit heures d'enregistrement.

Confronté à un choix, le consommateur est en droit de se demander si l'un de ces standards ne va pas parvenir à supplanter définitivement les deux autres. Tandis que la vidéocassette restait simplement un moyen d'enregistrer la télévision, la coexistence de trois standards incompatibles était envisageable. Mais, aujourd'hui, le chiffre d'affaires de la vidéocassette pré-enregistrée équilibre déjà celui de la vidéocassette vierge et

pourrait atteindre, selon les experts, 5 milliards de dollars, en Europe, en 1990.

S'il est logique que l'édition vidéo impose à terme une harmonisation, il est encore trop tôt pour faire des pronostics. Le nombre de magnétoscopes est encore trop faible (environ 500 000 en France) pour que l'avantage du V.H.S. soit décisif. Les atouts technologiques du V 2000 et la forte créativité de Sony peuvent renverser la tendance. Surtout si l'on songe que, d'ici dix ans, l'arrivée de la vidéo numérique imposera une totale redistribution des cartes. Pour le moment, la position dominante du V.H.S. est surtout sensible dans le domaine de l'édition. Un grand nombre de titres ne sont pas disponibles en V 2000 et certains vidéo-clubs ne louent que du V.H.S.

Il est pourtant un domaine où les trois standards sont rigoureusement à égalité, du moins en France : celui de la pénurie. L'expérience est à la portée de tous ceux qui ont essayé d'acquiescer un appareil à une période de pointe de la consommation (fête de fin d'année, Mondial, etc.). L'explication est simple : tous ces merveilleux appareils sont fabriqués hors de nos frontières, les importateurs se contentant de coller une étiquette et d'ajouter, parfois, une notice en français. Un tel aveuglement des industriels français devant le développement de ce marché a de quoi surprendre. Il est vrai que l'ancienne majorité croyait plus aux vertus économiques de la télématique qu'à celle de l'audiovisuel et que l'ex-ministre de la communication avait déclaré en 1979 devant le Sénat que le parc des magnétoscopes ne dépasserait jamais en France 100 000 appareils...

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

La semaine prochaine : COMMUNICATION

VIDEOCASSETTES SELECTION

La production publicitaire

Depuis trois ans, la Régie française de publicité édite sur vidéocassette l'intégralité de la production publicitaire pour la télévision et la télévision, soit quelque mille six cents films par an, auxquels viennent s'ajouter les publicités des différentes manifestations et une sélection de spots étrangers. Ce précieux recensement est livré aux professionnels sous forme d'abonnement en trente-cinq vidéocassettes.

Mais la production publicitaire n'intéresse pas seulement les professionnels de la communication. Miroir instantané de notre évolution sociale, le film publicitaire devient un objet d'étude à part entière pour les sociologues et les universitaires. Les enfants, souvent fascinés par ce remarquable condensé du langage audiovisuel, sont aussi les premiers à se passionner pour son analyse, comme l'a montré la récente expérience « Jeune téléspectateur actif ». Certains formateurs utilisent même les spots pour l'apprentissage du français en langue étrangère.

Pour répondre à ce nouveau type d'utilisation, la R.F.P. édite également des numéros spéciaux recensant les films publicitaires de télévision par secteurs économiques : habillement, alimentation, hygiène, maison, jouets, transports, etc. Vingt secteurs au total pour des cassettes de trente minutes environ, accompagnées d'un descriptif détaillé de chaque film.

★ Les cassettes de la R.F.P. Régie française de publicité, 44, avenue George-V, 75008 Paris (tél. : 723-78-44).

Le tournage de « la Guerre des étoiles »

Les deux petits robots « C3 PO » et « R2 D2 » nous entraînent à la découverte des trucs, effets spéciaux vidéo, maquettes et armées de robots qui ont fait la *Guerre des étoiles*. Ce film documentaire de Robert Guenette est complété par les interviews des principaux acteurs et du réalisateur, Georges Lucas.

Alors que la *Guerre des étoiles* ressort sur les écrans et que sociologues et psychologues s'interrogent sur les raisons d'un succès spectaculaire (195 millions de dollars de recettes), cette vidéocassette est une bonne occasion de découvrir l'envers du décor avant bien l'endroit.

Le tournage de la *Guerre des étoiles*, soixante minutes, distribué par R.C.V.

FILMS

Parmi les films français récents :

Le Choix des armes, d'Alain Corneau, avec Yves Montand, Catherine Deneuve et Gérard Depardieu. Distribué par Parafrance Vidéo.

Un mauvais fils, de Claude Sautet, avec Patrick Dewaere, Brigitte Fossey, Jacques Dufilho et Yves Robert. Distribué par Parafrance Vidéo.

L'Emmerdeur, d'Édouard Molinaro, avec Lino Ventura et Jacques Brel. Distribué par Polygram Vidéo.

Docteur Française Gaillard, de Jean-Louis Bertucelli, avec Annie Girardot. Distribué par Polygram Vidéo.

Pour les amateurs de comédies italiennes :

La Chambre de l'évêque, de Dino Risì, avec Ornella Muti et Patrick Dewaere. Distribué par Cocktail Vidéo.

Le Canard à l'orange, de Luciano Scialò, avec Monica Vitti et Ugo Tognazzi. Distribué par R.C.V.

Jouer dangereux, de Giuliano Montaldo, avec Nino Manfredi et Marlene Jobert. Distribué par R.C.V.

J.F.L.

ACTUALITE DU DISQUE

Classique

Discographie de « la Force du Destin »

La mise à l'affiche du Festival d'Orange de la *Force du Destin* est l'occasion de comparer les enregistrements existants. Avec cet opéra, Verdi abandonne définitivement l'héritage belcantiste pour une écriture essentiellement de ligne et de cantabile. La densité musicale de l'ouvrage, ses envolées lyriques, ses passages dramatiques, exigent des voix amples, ainsi qu'un style sûr du phrasé et de la musicalité.

Sous une direction routinière, Fernando Previtali a réuni pour Decca deux stars du Met, familières de l'œuvre, Zinka Milanov et Leonard Warren. De la première, alors en fin de carrière, il ne reste plus que le phrasé impétueux et les grandes manières. Mais il y a Warren, sans doute l'un des plus grands barytons Verdi du siècle, tant par les moyens que par l'interprétation. Rien que pour lui, cet enregistrement vaut d'être écouté. Car Giuseppe di Stefano, qui complète la distribution, ne compense pas, même avec sa fougue légendaire, son manque de moyens pour le rôle.

Pour Decca toujours, Molinari-Pradelli, qu'on original lui non plus, a fait graver à Renata Tebaldi son plus grand rôle, avec ce timbre rayonnant et lumineux qui fut le plus beau du monde et un art subtil de la mezza voce. À ses côtés, Mario de Monaco, sans école, oublie toute nuance au profit du seul volume vocal. Mais Ettore Bastianini, lui, sait ce que chanter veut dire, et le montre.

Quand Maria Callas a pris le rôle, avec un Tullio Serafin intelligent et raffiné, elle n'est plus au zénith de sa forme. Pour quelques inflexions pathétiques, une voix dure, au vibrato excessif et à l'aigu vite épuisé. Le reste du plateau se perd dans la médiocrité.

Enfin est venu le trio Verdi des récentes années : Leontyne Price, à la voix suave et généreuse, Plácido Domingo, tout de vaillance et

d'éclat dominés, Milnes, dans la bonne tradition, et un James Levine qui, à son habitude, souligne l'effet plus que le détail. Bref, chez R.C.A., la seule version satisfaisante.

L'enregistrement ultérieur que dirige Thomas Schippers avec la même Price, mais Tucker et Merrill, n'apporte rien de plus et plutôt moins (Previtali, orchestre et chœurs de l'académie Sainte-Cécile de Rome, 3d. Decca, 115.351/53. — Molinari-Pradelli, académie Sainte-Cécile, 3d. Decca 390-054. — Serafin, Scala de Milan 3d. EMI, 053-01-507. Levine, Orchestre symphonique de Londres, chœurs John Alldis, 4d. RCA, RL 01884. — Schippers, 3d. RCA, RL 02543).

ALAIN ARNAUD.

Brahms et Haendel par Estrella

Johannes Brahms fut en son temps un des rares compositeurs à s'intéresser en profondeur non seulement à Haydn et à Mozart, mais à la musique des contemporains et même des prédécesseurs de Bach. Les *Variations et fugue sur un thème de Haendel* op. 24 (1861), qu'il écrivit à moins de trente ans, sont un des premiers témoignages de cette confrontation avec un passé pour lui bien vivant, un des grands monuments du répertoire pianistique.

La pianiste argentine Miguel Angel Estrella en donne une interprétation exemplaire. Il réunit le tour de force de déboucher sur l'unité en dégageant, de chaque variation (il y en a vingt-cinq), les traits les plus individuels. La *Suite en sol mineur* de Haendel gravée sur l'autre face n'est pas moins réussie, mais attention : ce n'est pas d'elle, contrairement à ce que laisse supposer la pochette, que Brahms tire le thème de ses variations. Par-delà ce détail, un disque splendide (Erato, 9246).

MARC VIGNAL.

Rock

TELEPHONE « Dure limite »

Dès les premières secondes, on a compris, l'intro de *Dure limite*, le morceau qui donne son nom à l'album, annonce la couleur : une guitare qui égrène les notes en dessinant la mélodie, une autre qui la ponctue de riffs éclatants, une autre encore qui vient les chevaucher, les cymbales sonnent, la voix apparaît, le ton monte progressivement, relayé par un roulement de batterie qui donne le départ. La machine est en branle, on entre en plein cœur du sujet, guitares volumineuses, rythmique d'acier, basse ronflante, chant galvanisé et un son du tonnerre de Brest, qui percute le disque d'un bout à l'autre. C'est gagné.

On a compris que, en partant à Toronto pendant trois mois pour enregistrer avec le producteur canadien Bob Ezrin, Téléphone a réussi son coup. En dix morceaux, les quatre Parisiens nous assènent un rock furieux, farouche, indispensable, Téléphone fait dans l'élégance avec des mélodies à fleur de peau (*Condition*, *Jour contre jour*), des cassures brutales et des démarrages sur les chapeaux de roue, des virages en épingle et des mises en image, des temps morts et des moments de paroxysme (*Serré*, *Ce soir est ce soir*). Et puis des fois opportune comme ce morceau (*Le Chat*), chanté par Corinne, la bassiste, sur une ambiance jazzy, claquements de doigts et trombone bouché.

Les textes aussi, concis, expéditifs. Jean-Louis Aubert est le premier à avoir donné à la langue de Molière le rythme de celle de Shakespeare, sans jamais céder à la facilité d'utiliser les mots anglais.

La voix donc ce quatrième album tant attendu du premier groupe de rock français. Et, au-delà de toute considération artistique, l'enjeu est de taille. En trois albums, Téléphone s'est imposé

comme un phénomène commercial de première importance, l'un des cinq plus gros vendeurs de disques français, variété comprise. Le quatrième album est celui de la maturité, celui qui devrait permettre au groupe de passer à la vitesse supérieure et d'attaquer le marché international. Pas le premier disque français exportable, mais le premier qui a des chances de se vendre. Un contrat signé avec une compagnie anglaise, Virgin, susceptible de distribuer le disque à l'étranger, le disque de rock français le plus cher de tous les temps, réalisé par le producteur des stars (Alice Cooper, Lou Reed, Pink Floyd), Téléphone a mis toutes les chances de son côté. Pour Bob Ezrin, « les groupes américains n'ont plus rien à dire, Téléphone possède ce qu'ils ont perdu depuis dix ans. Cette magie instantanée des chansons qui connectent les gens. Le rock ne doit plus être américain, anglais ou français, il doit être international et Téléphone est au début de ce courant que je sens. Une ouverture pour les groupes français ».

Si, pour la première fois, Téléphone s'est décidé à enregistrer une version anglaise du disque pour répondre aux exigences du marché anglo-saxon, « ce sera dans un esprit français sans sacrifier notre identité. L'anglais, tel qu'un Français peut l'écrire, avec des fautes de syntaxe, un accent français. Un peu à la manière de Maurice Chevalier. Nous jouons le jeu puisque c'est la seule façon d'appeler le public américain, mais tout ne sera pas en anglais, certains textes ne comporteront que quelques mots, comme points de repère, qui suffiront à donner un fil conducteur ». Le disque français est là en tout cas chargé dans la forme, mais pas dans le fond. Il reste un disque de Téléphone, urgent, terrassant, bien plus satisfaisant que celui des Stones qui sort en même temps.

Le retournement de situation en dit long : les premiers n'auraient sûrement jamais existé sans les seconds et ils n'auraient sans doute jamais leur génie, mais si l'on doit choisir aujourd'hui entre les Anglais et les Français, la dure limite se situe du côté des Stones. (Virgin, 201915).

Jazz

MILES DAVIS « We Want Miles »

On ne va pas ajouter au déluge d'encres qui a salué le retour de Miles Davis. Sa retraite lui a profité, parcourez les fans se dressaient en criant : « Nous voulons Miles ! » Aux États-Unis et au Japon l'année dernière, en Europe et encore au Japon cette année, le public et le trompettiste étaient au rendez-vous, et ces retrouvailles ont produit une musique qui laisse pantois.

Entre *The Man With Horn*, enregistré au début de 1981 en studio avec la même superbe formation (à l'exception du percussionniste français Mino Cinelu), et ce double album, qui résulte de concerts donnés quelques mois plus tard à New-York, à Boston et à Tokyo, il y a autant de différence qu'entre une explosion solaire et un incendie hollywoodien. Ceux qui ont assisté aux récents concerts parisiens ou en ont entendu la retransmission savent à quel degré d'intensité créatrice Miles atteint aujourd'hui. Adressons-nous donc aux amateurs qui avaient décroché depuis sa conversion à l'électricité : ne manquez pas ce disque, il réconcilie tous les publics du « Prince des ténébreuses » et constitue l'un des sommets de sa discographie. (CBS 88579.)

MICHEL CONTAT.

Dix petits nains

PAR PIERRE-JEAN REMY

Résumé des chapitres précédents : Terrenoire et Dulac, deux des dix penseurs réunis en séminaire chez Bertrand et Véronique de Saint-Prix, sont morts tragiquement. Patrice Bonifacio, le meneur de ces ébats, s'inquiète. Aussi, lorsque Tony Dupond disparaît à son tour, l'angoisse monte. Mais Dupond n'a fait que visiter, en compagnie de Gilles Ferrier, les boîtes accueillantes d'un confessionnal dans la chapelle du château. De là, ils ont surpris d'autres ébats entre Catherine Arthus et Jean-Pierre Strauss, qui a décidé de coucher dans la bibliothèque aux fantômes.

4

L'esprit frappeur a frappé

IL Y AVAIT DE VÉRITABLES coups de butoir qui ébranlaient maintenant tout le château. Et Bertrand de Saint-Prix, qui avait rejoint Jean-Pierre Strauss et Catherine Arthus sous le regard mouillé de la septième fille du comte guillotinée, reprégnait son souffle.

« Non, ce n'est pas dans la tour ronde... »

Mais le château était fait de tant de salles et de corridors, d'échos et de résonances, que le bruit des coups violents qui se succédaient à un rythme brusquement accéléré pouvait venir de n'importe où.

Véronique de Saint-Prix avait gagné à son tour la galerie, suivie de Daniel Benoit, de Marie-Claude Antoine et de Patrice Bonifacio.

« Où sont les autres ? », s'inquiéta Bonifacio.

Sur les doigts d'une main, il faisait et refaisait ses comptes : trois des leurs manquaient maintenant à l'appel : Dupond, mais aussi Ferrier et Bernard Kermeur. Il s'affolait, soudain, l'émissaire du président, et ce fut Véronique qui lui prit le bras.

« Calmez-vous, je vous en prie. Je connais bien la maison, ce bruit vient de la chapelle et je suis sûre que ce n'est rien de grave. Une porte qui bat, peut-être... »

L'instant d'après, le cortège formé des deux Saint-Prix et du séminaire tout entier moins deux morts et trois disparus se mettait en marche vers l'aile de la chapelle et de la petite bibliothèque.

« Est-ce que vous vous mettriez à croire aux fantômes dans les hautes sphères où vous réglez ? »

Il avait un sourire ironique, mais Bonifacio haussa les épaules tout en accélérant le pas.

« Je ne pense pas que ce soit le moment ni le lieu pour faire de l'humour... »

Ils étaient arrivés devant la porte de la chapelle et les coups redoublaient. D'un geste résolu — il avait retrouvé tout son sang-froid — Patrice Bonifacio poussa la battant de bois sculpté.

Le spectacle qui s'offrit à leurs yeux lorsqu'ils pénétrèrent dans la petite nef était pour le moins surprenant : debout au milieu de la chapelle, Bernard Kermeur appliquait un coup de pied sur coup de pied au vieux confessionnal, de chêne massif. Le lourd bahut ébranlé sur le sol était agité de violents soubresauts qui le faisaient se soulever pour retomber aussitôt.

sur le carrelage noir et blanc. Comme la chapelle était tout entière éclairée, les anges d'or qui ressemblaient à Catherine Arthus paraissaient veiller sur cette scène singulière avec un sourire indigné. Mais Bernard Kermeur n'en tapait que davantage et le producteur, saisi par le vertige de la pensée, jurait.

« Saloperie ! Tu t'ouvriras, oui ou non ? »

De l'intérieur du confessionnal hermétiquement clos montaient des bruits étouffés.

Quelques instants plus tard, au moyen d'un passe-partout qu'elle portait autour du cou au bout d'une mignonne chaîne et qui ouvrait toutes les portes, fussent-elles d'un confessionnal, Véronique avait libéré Gilles Ferrier et Tony Dupond, enfermés dans l'étroit placard à péchés.

« L'explorais le château, et la porte s'est refermée. Dieu sait comment... », se boucha à commenter Tony Dupond, qui, faisant intervenir la volonté divine dans ce lieu saint, ne manquait pas d'esprit d'à-propos, mais ce n'était que son sang latin qui prenait le dessus sur l'athéisme courtois de rigueur dans la presse où il écrivait.

Ferrier, pour sa part, confirma par un grognement les explications de son camarade. Bertrand de Saint-Prix et sa tante avaient du mal à retenir leur sérieux, mais Patrice Bonifacio, qui, après tout, était un chef, tenait verbeusement ses troupes.

« Vous ne pensez pas que la pesanteur a assez duré et que nous pourrions nous remettre au travail ? »

Il se disait en lui-même que la peur soudaine qu'il venait d'avoir était ridicule et qu'il convenait de bien montrer qu'il avait repris son emprise sur lui-même et sur ses camarades. Et puis, à y repenser, la remarque que lui avait faite Daniel Benoit dans le corridor ne lui plaisait pas du tout : qu'est-ce qu'il avait, ce journaliste qu'on tolérât tout juste dans leur groupe, à jouer aux commentateurs persiflateurs ?

Sans se presser pour autant, Bernard, Gilles, André et les autres quittaient un à un la chapelle. Demeurée seule en arrière avec Jean-Pierre Strauss, Catherine Arthus contemplait le grand archange nu.

« Tu sais qu'il me plat, celui-là ? »

Ce n'était qu'un tout petit blasphème et, après tout, Salomé n'en avait pas dit beaucoup plus avant Jean-Baptiste sortant en tenue d'Eve de la citerne où Hérode le retenait prisonnier. Pour répondre au sourire narquois de Strauss, elle ajouta : « Tu es bien tombé amoureux de la jeune fille au portrait du corridor, toi ! »

Mais l'heure n'était plus aux badinages, confessionnaux frappeurs et autres archanges sérapiques, et la séance de travail reprit, sur la base de deux interventions de Strauss et de Ferrier.

Implacablement, la dame en rouge traquait chaque affirmation par trop péremptoire.

C'est après le dîner, qu'on servit, comme prévu, dans la grande salle à manger avec trois hommes à tout faire déguisés en valets de pied debout derrière les sièges des convives — l'un d'entre eux était d'ailleurs un étudiant en médecine qui arrondissait ainsi ses fins de mois, mais qui n'en pensait pas moins, — que quelqu'un émit l'idée de faire tourner des tables.

Tout dans l'atmosphère de cette soirée y invitait : les grands feux de bois dans les cheminées des salons, le vieux marbre qu'on savourait amoureusement dans des verres légers comme des bulles, jusqu'à Tony Dupond qui s'était mis au piano et dont on découvrait que, pour être critique en médecine, il n'en jouait pas moins admirablement Schubert. L'idée vint pourtant de Bernard Kermeur, qui avait pratiqué cet exercice enfant, au fond de sa Bretagne, et, si Jean-Pierre Strauss l'accueillit avec un



TUDOR BANUS

rire goguenard et si Véronique de Saint-Prix tenta de s'y opposer, une majorité franche et massive en salua avec enthousiasme la proposition.

En un clin d'œil, on débarrassa l'un des salons de son tapis

d'Orient, et Marie-Claude Antoine rapporta un guéridon à trois pieds qu'elle avait trouvé sous le portrait d'un ancêtre aux favoris presque bourgeois. Puis elle-même, Tony Dupond, Daniel Benoit et Gilles Ferrier postèrent

Membres du séminaire sur la place des intellectuels dans la société française de demain, réunis au château de Saint-Prix en mai 1982

- Marie-Claude Antoine : écrivain et journaliste de télévision.
- Catherine Arthus : cosmétologue.
- Daniel Benoit : journaliste de télévision.
- Patrice Bonifacio : romancier, fin politicien.
- Tony Dupond : critique littéraire.
- † Flavien Dulac : génie poète romancier (mort).
- Bernard Kermeur des Petits-Champs : producteur de cinéma.
- Jean-Pierre Strauss : philosophe.
- † Jean-Claude Terrenoire : cinéaste (mort).

leurs mains à plat sur le plateau d'acajou verni. Les autres regardaient, ironiques. Seul Patrice Bonifacio paraissait réellement mécontent : Véronique de Saint-Prix, elle, était inquiète, car elle seule connaissait la maison et les forces obscures qu'elle pouvait receler.

Après quelques minutes de concentration, Marie-Claude Antoine lança pourtant la formule sacramentelle : « Esprit, es-tu là ? »

Qu'elle assortit de son corollaire : « Si tu es là, frappe deux fois. »

Immédiatement, l'un des pieds du guéridon se souleva pour retentir par deux fois sur le plancher ciré.

L'ESPRIT était bavard, c'était son unique défaut. Interrogé avec persistance par les quatre médiums improvisés, il se révéla d'abord féminin, puis mort depuis près de deux cents ans et, enfin, présent parmi les portraits de la grande galerie : on en conclut que c'était l'âme tourmentée de la jolie Isabelle de Saint-Prix qui avait des révélations importantes à faire.

« Veux-tu parler à quelqu'un en particulier ? », demanda Marie-Claude Antoine, qui, presque autant amusée que sceptique, avait pris en main la direction de l'opération.

L'esprit frappa deux fois.

« Alors, dirige-toi vers celui ou celle à qui tu veux t'adresser. »

Le guéridon n'hésita guère : poussé par une seule force en quatre païres des mains, il traversa le grand salon dans toute sa longueur pour venir échoquer, palpitant, aux pieds de Jean-Pierre Strauss. Celui-ci tenta bien de reculer, mais la table l'accabla contre un bahut.

« Est-ce que ce que tu veux lui dire est grave ? »

L'esprit frappa encore deux fois. Alors, Véronique, jusque-là silencieuse et remplie de réserve, eut un trait de génie. Ce fut elle qui s'adressa à la table.

« Est-ce que cette chose grave concerne la nuit que doit passer M. Strauss dans la petite bibliothèque ? »

Pauvre Véronique ! Peut-être espérait-elle modifier ainsi le cours du destin qu'elle redoutait. La réponse de la table fut d'ailleurs précise : deux coups à nouveau frappés sur le plancher devant un Jean-Pierre Strauss un peu crispé maintenant virent lui donner raison. Alors, la tante de Bertrand joua le tout pour le tout.

« Veux-tu dire par là, esprit de mon arrière-arrière-grand-tante, que tu refuses que ce monsieur dorme dans la petite bibliothèque ? »

La table, dès lors, se déchaîna, multipliant devant Jean-Pierre Strauss une succession de mouvements rapides qui firent tout autant de mises en garde.

La réponse du jeune dandy de la pensée française fut à la hauteur de sa réputation : il rejeta en arrière à la fois son écharpe et sa chevelure et éclata d'un rire qui était presque celui de Don Juan face au commandeur, pour affirmer : « J'ai dit que je dormirai là-bas, j'y dormirai ! Et ce ne sont pas des histoires à dormir debout qui m'empêcheront de dormir ! »

On aurait pu croire que ce dialogue exemplaire entre une table et un philosophe en resterait là, mais le guéridon ne se tint pas pour battu : échappant maintenant aux doigts de ceux qui la faisaient vivre, la table s'élança hors du salon sous le regard cette fois ébahi de chacun des participants à l'étrange séance. Et ce fut la course folle à travers corridors et escaliers dont tous devaient bien se trouver obligés de reconnaître, le lendemain, qu'ils avaient été les témoins. Bondissant telle une chèvre en chaleur, au son de toutes les pendules de la maison subitement éveillées, la table traversa la moitié du château, grimpa un escalier en colimaçon, pour venir s'arrêter net devant la porte de la fameuse bibliothèque. Et là, elle ne bougea plus : on aurait dit que, épuisée, l'esprit de la jolie Isabelle de Saint-Prix s'était battu jusqu'à minuit pour sauver le jeune homme qu'elle avait séduit et que, les doux coups sonnés, ses pouvoirs lui avaient échappé.

« Ce genre de truc ne m'impressionne pas ! », lança seulement Jean-Pierre Strauss.

Le douzième coup de minuit retentit à la dernière pendule : le guéridon n'était plus qu'une table inutile en travers d'une porte entrouverte. Bertrand de Saint-Prix s'inclina.

« Je vais faire installer deux couvertures et un oreiller sur le canapé. »

Il y eut un silence. Plus personne n'avait vraiment envie de rire, et Marie-Claude Antoine regardait le bout de ses doigts.

« Je peux vous assurer que je n'ai rien fait pour diriger la table... », murmura-t-elle.

« Moi non plus », répliqua Daniel Benoit.

« Ni moi », dit Ferrier.

« Ni moi », ajouta Tony Dupond.

Mais le regard que Jean-Pierre Strauss posait sur eux était soupçonneux : à coup sûr l'un d'entre eux mentait !

Après une ultime verveine-mente que Véronique de Saint-Prix servit bouillante à tous ses hôtes dans le salon de musique, chacun paraissait décidé à aller se coucher, mais nul ne quittait la pièce. Au piano, Bernard Kermeur avait pris la relève de Tony Dupond pour jouer une sonate posthume de Schubert : poignante, la mélodie s'élevait dans la pièce comme un chant de mystère, d'adieux. Brusquement, Catherine Arthus eut peur : elle alla jusqu'à Jean-Pierre Strauss, qui dissimulait toujours, accoudé à la cheminée. Elle se dit qu'il était jeune, romantique et beau.

« Tu es sûr que tu ne préfères pas venir passer la nuit chez moi ? », souffla-t-elle.

Le jeune philosophe regarda longuement ses belles mains pâles.

« Non, Catherine. Mais si, toi, tu veux venir avec moi dans la bibliothèque... »

Elle eut un frisson.

« J'ai mieux pas. »

Le sourire de Jean-Pierre Strauss était subitement lointain : il faisait désormais partie de cette race à part qui fait les héros et les grands criminels, ceux qui affrontent seuls le destin.

« Comme tu voudras, mon ange... »

Bernard Kermeur jouait toujours, et Catherine Arthus avait l'impression que la tête lui tournait.

« Alors... à demain ! »

« A demain, mon ange... »

Il lui fit un rapide baiser sur le front : l'andante de Schubert devenait tragique et la jeune comédienne quitta la pièce à la hâte.

Lorsque Jean-Pierre Strauss se résolut à monter à son tour, tous ses compagnons l'escortèrent.

« Tu comprendras que je n'aprouve pas du tout ces petites fantaisies », précisa une dernière fois Patrice Bonifacio dans l'escalier.

Strauss se retourna :

« Est-ce à dire que tu crois aux revenants, toi ? »

« Bien sûr que non ! »

« Alors ? »

Comme il passait dans la grande galerie, Strauss s'arrêta un instant devant le portrait de la septième fille du marquis guillotinée.

« Merci, camarade et devant petite marquise ! »

Puis il insista pour que l'on fermât la porte à clef de l'extérieur et qu'on laissât la clé dans la serrure.

« Comme cela, personne ne pourra m'accuser d'avoir triché ! »

La nuit, dès lors, commença : elle dura jusqu'à l'aube. Et tout l'espace de cette nuit, ce ne furent dans le château que murmures, chuchotements, lents glissements silencieux.

Après s'être assuré qu'on lui avait bien préparé des couvertures et un oreiller, Jean-Pierre Strauss fit le tour de la pièce où il se trouvait : brusquement face à face avec lui-même, sa témérité l'inquiétait. Certes, il ne redoutait pas de fantômes, mais craignait plutôt une mauvaise farce qui l'aurait surpris et à laquelle il risquerait de ne pas faire face avec le panache qu'on était en droit d'attendre d'un esprit libre et désinvolte tel que le sien.

(Lire la suite page IV.)